

REVUE DE PRESSE INSTITUT COVID

Mai 2020 – Février 2023

**HAVAS
PARIS**



Institut Covid-19
Ad Memoriam

Coronavirus : un institut de recherche se penche sur les impacts sociétaux de la pandémie
[Le Monde – 25 mai 2020](#)

Ad Memoriam, un nouvel institut pluridisciplinaire dédié aux conséquences sociétales la crise Covid-19
[Le Quotidien du Médecin – 27 mai 2020](#)

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie
[Relax News – 28 mai 2020](#)

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie
[La Dépêche – 28 mai 2020](#)

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie
[L'Indépendant – 28 mai 2020](#)

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie
[La Provence – 28 mai 2020](#)

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie
[Centre Presse – 28 mai 2020](#)

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie
[Doctissimo – 28 mai 2020](#)

Covid-10 Ad Memoriam : un institut sur l'impact sociétal de la pandémie sous l'égide de l'IRD
[News Tank – 5 juin 2020](#)

IRD : lancement d'un institut pluridisciplinaire pour documenter l'histoire de l'épidémie de Covid-19
[News Tank – 5 juin 2020](#)

L'Institut Covid-19 Ad Memoriam commence ses travaux
[Le Monde – 11 juin 2020](#)

L'impact du Covid-19 sous le regard des chercheurs
[La Croix – 19 juin 2020](#)

Quelle mémoire de la pandémie pour notre futur commun ?
[RFI – 23 juin 2020](#)

Le magazine du week-end
[France Culture – 12 juillet 2020](#)

Covid-19: «Il semble compliqué d'aller vers un nouveau confinement généralisé»
[Le Figaro – 27 juillet 2020](#)

Covid-19 : l'insouciance est finie
[Médiapart – 30 juillet 2020](#)

« Quatorzaine » : le Conseil scientifique dresse un « constat d'échec »
France Bleu – 10 septembre 2020

La stratégie « tester, tracer, isoler » pas suffisamment appliquée, des mesures plus
4contraignantes envisagées
RMC – 10 septembre 2020

Covid-19 : une situation qui inquiète, des décisions qu'on attend
AFP – 11 septembre 2020

Mesures sociales sur fond de hausse de Covid
L'Humanité – 11 septembre 2020

"Covid-19 Ad Memoriam" : l'impact sociétal de la pandémie à la loupe 48
Doctissimo (AFP) – 15 septembre 2020

Covid: face à la mort, une société nue
La Provence (AFP) – 6 décembre 2020

Covid: face à la mort, une société nue
L'Express (AFP) – 6 décembre 2020

La mort revient à la surface
Le Progrès de Fécamp – 7 décembre 2020

Monsieur le président, rendons hommage aux victimes du Covid
Aujourd'hui en France – 20 janvier 2021

Covid, déjà un an de crise : l'appel à une journée nationale d'hommage aux soignants
Le Parisien – 16 mars 2021

Laëtitia Atlani-Duault : "Il n'y aura pas que de mauvais souvenirs de cette épidémie"
L'Express – 16 mars 2021

Covid-19: Vers une journée nationale d'hommage aux soignants tous les 17 mars?
BFM TV – 17 mars 2021

La santé, "enjeu prioritaire" de la présidentielle 2022, selon un sondage
Europe 1 – 17 mars 2021

Devoir de mémoire : une journée nationale pour les soignants
Réseau Hôpital & GHT – 26 mars 2021

Coronavirus : Anne Hidalgo veut construire "un lieu de mémoire active" pour les 78 victimes
de l'épidémie
JDD (AFP) – 13 avril 2021

Coronavirus à Paris : Anne Hidalgo veut « un lieu de mémoire active »
20 Minutes (AFP) – 13 avril 2021

Paris va rendre hommage «à ses habitants emportés par la pandémie»
Libération – 13 avril 2021

100 000 morts du Covid-19 en France, un bilan traumatisant et des chiffres banalisés
Le Monde – 15 avril 2021

Covid-19 à Paris : un lieu de recueillement pour les familles des victimes du coronavirus
[Actu – 28 avril 2021](#)

Souviens-toi du confinement, ou comment préserver les traces d'une crise 91 sanitaire exceptionnelle
[Le Monde – 16 mai 2021](#)

Comment commémorer les morts du Covid-19
[La Croix – 1er juin 2021](#)

Après l'OMS et l'ONU, l'Académie de médecine appelle à combattre l'âgisme
[Le Quotidien du Médecin – 8 juin 2021](#)

La vieillesse à l'épreuve du Covid 97
[Reforme – 9 juin 2021](#)

Éthique du numérique : la crise à la loupe
[Hospitalia – 21 juin 2021](#)

Coronavirus, une conversation mondiale : qu'allons-nous oublier de la crise sanitaire ?
[France Culture – 25 juin 2021](#)

Un institut Covid pour se souvenir et préparer les prochaines crises
[AFP – 3 juillet 2021](#)

Un institut Covid pour se souvenir et préparer les prochaines crises
[Sciences et Avenir \(AFP\) – 3 juillet 2021](#)

Un institut Covid pour se souvenir et préparer les prochaines crises
[La Dépêche \(AFP\) – 4 juillet 2021](#)

Un institut Covid pour se souvenir et anticiper d'autres crises
[Le Blob, L'Extra-Media \(AFP\) – 5 juillet 2021](#)

Covid-19 : une plateforme numérique invite les Français à "venir raconter leur vécu" de la crise
[France Info – 6 octobre 2021](#)

Covid-19. Une plateforme appelle les Français à raconter « leur vécu » de la pandémie
[Ouest France – 6 octobre 2021](#)

Coronavirus : « Il est nécessaire de créer un lieu de mémoire numérique pour faire face aux crises à venir »
[20 Minutes – 7 octobre 2021](#)

Covid-19 : un appel à témoignages pour faire mémoire de la pandémie
[La Croix – 7 octobre 2021](#)

« Il s'agit d'apprendre de ce qu'on a vécu du Covid » : les citoyens invités à témoigner de la crise
[Le Parisien – 7 octobre 2021](#)

Covid-19: un site collecte les souvenirs des Français pour créer un "lieu de mémoire numérique"
[Le HuffPost – 7 octobre 2021](#)

Covid-19: un site collecte les souvenirs des Français pour créer un "lieu de mémoire numérique"

[Yahoo Actualités – 7 octobre 2021](#)

Covid-19 : une plateforme numérique collecte les témoignages des Français sur la pandémie

[France Bleu – 7 octobre 2021](#)

Une plate-forme va recueillir les témoignages des Français sur le Covid-19

[C News – 7 octobre 2021](#)

Mémoire. Une histoire populaire de la vie sous Covid

[L'Humanité – 8 octobre 2021](#)

Covid 19 : mémoires multiples

[La Croix – 11 octobre 2021](#)

Histoires de crise : la plateforme qui permet à chacun d'apporter son témoignage sur la crise sanitaire

[ITR News – 12 octobre 2021](#)

Mémoire du Covid-19 : un site Internet pour témoigner, collecter et se souvenir

[Libération – 19 octobre 2021](#)

Histoires de crise pour recueillir les témoignages des Français sur la pandémie de Covid-19

[Alliancy – 27 octobre 2021](#)

Les Français de l'étranger appelés à raconter leur vécu de la pandémie

[French Morning – 1^{er} novembre 2021](#)

Quelles archives pour la pandémie de Covid-19 ?

[USBK & RICA – 8 décembre 2022](#)

55 organisations réclament un grand débat sur la santé à l'occasion de la campagne présidentielle

[JDD – 15 janvier 2022](#)

Quelles traces le Covid laisse-t-il dans nos vies ?

[France Culture – 14 mars 2022](#)

Deux ans après le premier confinement, un hommage général rendu aux soignants

[Egora.fr – 17 mars 2022](#)

Les candidats affutent leurs arguments santé pour les deux ans du Covid-19

[Hospimedia – 18 mars 2022](#)

Deux ans après le Covid, l'hôpital veut des réformes

[Le Figaro – 19 mars 2022](#)

Ils ont changé de vie suite au Covid : deux ans après, satisfaits ou remboursés ?

[L'Express – 12 juin 2022](#)

La redécouverte des liens de fraternité

[Zadig – Hiver 2022](#)

Un institut de recherche se penche sur les impacts sociétaux de la pandémie due au coronavirus

Composée de chercheurs, de soignants, d'artistes, de juristes... l'équipe chargée de la plate-forme Ad Memoriam s'intéressera à toutes les facettes de la crise.

Que retiendrons-nous de l'épidémie de Covid-19 ? Quelles seront ses conséquences durables sur nos sociétés et comment y ferons-nous face ? Qu'en apprendrons-nous ? Comment ferons-nous mémoire de cet événement total, qui affecte à peu près tous les domaines de l'activité humaine ? Cinq mois après les premières mesures sanitaires prises par la Chine, la création d'une plate-forme universitaire destinée à « penser ensemble la pandémie » dans tous ses impacts sociétaux est annoncée lundi 25 mai.

Baptisée l'« Institut Ad Memoriam », elle conjugue des compétences multiples. Aux chercheurs de différentes disciplines se joignent soignants, artistes, juristes, associations de victimes, autorités spirituelles et culturelles, représentants de la société civile, philosophes, entrepreneurs, pour mieux appréhender la « rupture anthropologique majeure » provoquée par le SARS-CoV-2, qui a conduit en quelques semaines une moitié de l'humanité à se confiner.

Le nouvel institut s'intéresse à toutes les facettes de la crise sanitaire, à ses conséquences sociales, psychologiques, économiques, au bouleversement des pratiques rituelles, culturelles, de socialisation, de travail, d'interaction quotidienne... Il est dirigé par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), qui est par ailleurs membre du conseil scientifique Covid-19 et du Comité analyse, recherche et expertise (CARE), deux organismes chargés de conseiller les pouvoirs publics dans cette épidémie. Les deux présidents d'honneur d'Ad Memoriam sont le président du conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, immunologiste, et la présidente du CARE, Françoise Barré-Sinoussi, virologue à l'Institut Pasteur-Inserm, colauréate du prix Nobel de médecine (2008) pour sa participation à la découverte du VIH, en 1983.

Le nouvel organisme est conçu comme « un institut de recherche, basé dans une université, indépendant », insiste Laëtitia Atlani-Duault. Ad Memoriam est porté par un centre de recherche labellisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'IRD, et associe d'autres organismes de recherche comme l'université de Paris, l'Inserm, le CNRS et l'École normale supérieure.

Profils variés

Ce projet est né de la mesure des bouleversements provoqués par le virus. « La société française, comme le monde globalisé, ont été affectés de façon extraordinaire par cette pandémie qui n'a pourtant pas fait un nombre de morts comparable à d'autres, si l'on pense à la peste, par exemple, souligne Laëtitia Atlani-Duault. Mais la réponse sociale à cette menace, notamment avec le confi-

nement, est extraordinaire, a et aura des impacts très importants. C'est ce que nous voulons étudier et comprendre. »

Nos sociétés s'étaient préparées à faire face à des agressions violentes, « mais pour ce virus, nous n'avons pas d'outils, on doit inventer à chaud des réponses, souligne l'anthropologue. Le confinement a été choisi pour protéger les personnes les plus à risque, comme les seniors, au risque de paralyser des secteurs entiers, c'est un choix qui aura des conséquences énormes ». Une équipe opérationnelle aux profils variés permettra d'animer des recherches dans des secteurs variés comme la santé, la recherche, le droit et la justice, les victimes, la culture ou encore les cultes.

En plus de la recherche, sur ces conséquences, Ad Memoriam s'intéressera aussi à la conservation de la mémoire de tous les événements, petits et grands, liés à l'épidémie, et à sa « mémorialisation ». « Il faut réfléchir à l'invention collective de nouvelles pratiques commémoratives, impliquant les secteurs de la culture, des confessions religieuses, les collectivités locales », souligne Laëtitia Atlani-Duault. Ce n'est pas l'institut qui les mettra en œuvre mais ces acteurs eux-mêmes. Avec un objectif : « Se souvenir pour tenter de dépasser. »

par Cécile Chambraud

Ad Memoriam, un nouvel institut pluridisciplinaire dédié aux conséquences sociétales de la crise Covid-19

L'institut Covid-19 Ad Memoriam réunit chercheurs, soignants, artistes, juristes, associations de victimes, autorités spirituelles et culturelles et grands courants de pensée, représentants de la société civile, philosophes ou encore entrepreneurs pour « *penser ensemble la pandémie de Covid-19, qui constitue une rupture anthropologique majeure pour la société française et, plus largement notre monde globalisé* », annoncent dans un communiqué commun les organismes publics de recherche qui financeront initialement le projet, à savoir l'Université de Paris, le CNRS, ENS-PSL, l'Inserm et l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Ce consortium, dont les présidents d'honneur sont les Prs Jean-François Del-fraissy (président du Conseil scientifique Covid-19) et Françoise Barré-Sinoussi (présidente du Care Covid-19), a pour ambition de réfléchir et d'analyser les conséquences durables de cette crise sanitaire sur la société afin « *de renforcer nos capacités d'anticipation et de résilience collective* ». Mis en place sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices de l'IRD, il dispose déjà d'un grand nombre de partenaires, comme le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Comité consultatif national d'éthique et l'Organisation mondiale de la Santé.

Partage des connaissances

Ad Memoriam vise à développer une plateforme de partage des connaissances, actualisée grâce à la réalisation de projets de recherche sur l'impact sociétal de la pandémie. L'institut a également vocation à émettre des propositions pour alimenter les politiques publiques et contribuer à l'invention collective de pratiques commémoratives, « *puisque'il n'est pas d'espérance ni de progrès sans connaissance de l'Histoire, ni entretien de la mémoire* », est-il écrit dans le communiqué.

Les mesures prises pour limiter la propagation du virus ont bousculé nos habitudes. Isolement, perturbation des rituels funéraires, dématérialisation des relations... « *La gravité des drames psychologiques, sociaux, économiques qui en résultent, émerge peu à peu* », est-il constaté dans le communiqué. Le Covid-19 a également pu accélérer certaines mutations, comme le recours à la télémédecine et le télétravail qui se sont généralisés pendant le confinement.

L'Institut Ad Memoriam mise sur la transdisciplinarité pour explorer ces nombreux chamboulements et relever les défis qu'ils soulèvent : « *Comment renouer avec des expériences artistiques, culturelles et culturelles collectives dans le nouveau contexte sanitaire ? Comment organiser le retour à la nature sans ignorer l'urbanisation galopante et les exigences du développement durable ?* », est-il questionné dans le communiqué.

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie

(Relaxnews) - L'Université de Paris, l'Inserm, le CNRS et d'autres institutions lancent en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé un institut pluri-disciplinaire afin d'évaluer l'impact de la crise sanitaire et les évolutions à long terme dans la société post Covid-19.

Réunir des experts issus des domaines médicaux, scientifiques, juridiques, associatifs, philosophiques, ou artistiques pour "penser ensemble la pandémie de Covid-19, qui constitue une rupture anthropologique majeure pour la société française et, plus largement notre monde globalisé".

C'est l'ambition de l'institut de recherche baptisé "Covid-19 Ad Memoriam", lancé le 25 mai sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practice. Le centre est soutenu et financé par plusieurs instituts publics français dont l'Université de Paris, le CNRS et l'Inserm.

Comment reconnaître à leur réelle valeur les métiers si indispensables à notre vie commune et aujourd'hui si peu reconnus ? Comment renouer

avec des expériences artistiques, culturelles et collectives dans le nouveau contexte sanitaire ? L'ambition de ce nouvel institut est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire.

"Les conséquences de cette crise sur la société seront nombreuses et durables, il s'agit de les mesurer, et de travailler à renforcer nos capacités d'anticipation et de résilience collective", explique un communiqué diffusé mercredi 27 mai.

Concrètement, le centre disposera d'une méta-plateforme sur laquelle seront régulièrement publiées des recherches dans une large gamme de disciplines. Une deuxième plateforme diffusera des propositions adressées aux politiques publiques, aussi bien dans les thématiques de la santé, de l'éducation, de la justice que de la culture.

Le Pr Jean-François Delfraissy (Président du Conseil scientifique COVID-19) et la virologue Françoise

Barré-Sinoussi (Présidente du CARE COVID-19) sont les deux présidents d'honneur de ce nouvel institut basé au laboratoire de recherche pluri-disciplinaire CEPED (Université de Paris, IRD, Inserm) et dirigé par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault.

"L'institut COVID-19 Ad Memoriam se rapprochera de plus d'initiatives similaires dans d'autres pays, grâce notamment au partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé", précise par ailleurs le communiqué. ■



L'ambition de l'institut Covid-19 Ad Memoriam est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire.
(Droits : ArtMarie / Istock.com)

par Relaxnews

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie

Publié le , mis à jour (Relaxnews) - L'Université de Paris, l'Inserm, le CNRS et d'autres institutions lancent en partenariat avec

L'Organisation mondiale de la santé un institut pluri-disciplinaire afin d'évaluer l'impact de la crise sanitaire et les évolutions à long terme dans la société post Covid-19.

Réunir des experts issus des domaines médicaux, scientifiques, juridiques, associatifs, philosophiques, ou artistiques pour "penser ensemble la pandémie de Covid-19, qui constitue une rupture anthropologique majeure pour la société française et, plus largement notre monde globalisé".

C'est l'ambition de l'institut de recherche baptisé "Covid-19 Ad Memoriam", lancé le 25 mai sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practice. Le centre est soutenu et financé par plusieurs instituts publics français dont l'Université de Paris, le CNRS et l'Inserm.

Comment reconnaître à leur réelle valeur les métiers si indispensables à notre vie commune et aujourd'hui si peu reconnus ? Comment renouer avec des expériences artistiques, culturelles et collectives dans le nouveau contexte sanitaire ? L'ambition de ce nouvel institut est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire.

"Les conséquences de cette crise sur la société seront nombreuses et durables, il s'agit de les mesurer, et de travailler à renforcer nos capacités d'anticipation et de résilience collective", explique un communiqué diffusé mercredi 27 mai.

Concrètement, le centre disposera d'une méta-plateforme sur laquelle seront régulièrement publiées des recherches dans une large gamme de disciplines. Une deuxième plateforme diffusera des propositions adressées aux politiques publiques, aussi bien dans les thématiques de la santé, de l'éducation, de la justice que de la culture.

Le Pr Jean-François Delfraissy (Président du Conseil scientifique COVID-19) et la virologue Françoise Barré-Sinoussi (Présidente du CARE COVID-19) sont les deux présidents d'honneur de ce nouvel institut basé au laboratoire de recherche pluri-disciplinaire CEPED (Université de Paris, IRD, Inserm) et dirigé par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault.

"L'institut COVID-19 Ad Memoriam se rapprochera de plus d'initiatives similaires dans d'autres pays, grâce notamment au partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé", précise par ailleurs le communiqué.

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie

(Relaxnews) - L'Université de Paris, l'Inserm, le CNRS et d'autres institutions lancent en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé un

institut pluri-disciplinaire afin d'évaluer l'impact de la crise sanitaire et les évolutions à long terme dans la société post Covid-19.

Réunir des experts issus des domaines médicaux, scientifiques, juridiques, associatifs, philosophiques, ou artistiques pour "penser ensemble la pandémie de Covid-19, qui constitue une rupture anthropologique majeure pour la société française et, plus largement notre monde globalisé".

C'est l'ambition de l'institut de recherche baptisé "Covid-19 Ad Memoriam", lancé le 25 mai sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practice. Le centre est soutenu et financé par plusieurs instituts publics français dont l'Université de Paris, le CNRS et l'Inserm.

Comment reconnaître à leur réelle valeur les métiers si indispensables à notre vie commune et aujourd'hui si peu reconnus ? Comment renouer avec des expériences artistiques, culturelles et collectives dans le nouveau contexte sanitaire ? L'ambition de ce nouvel institut est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire.

"Les conséquences de cette crise sur la société seront nombreuses et durables, il s'agit de les mesurer, et de travailler à renforcer nos capacités d'anticipation et de résilience collective", explique un communiqué diffusé mercredi 27 mai.

Concrètement, le centre disposera d'une méta-plateforme sur laquelle seront régulièrement publiées des recherches dans une large gamme de disciplines. Une deuxième plateforme diffusera des propositions adressées aux politiques publiques, aussi bien dans les thématiques de la santé, de l'éducation, de la justice que de la culture.

Le Pr Jean-François Delfraissy (Président du Conseil scientifique COVID-19) et la virologue Françoise Barré-Sinoussi (Présidente du CARE COVID-19) sont les deux présidents d'honneur de ce nouvel institut basé au laboratoire de recherche pluri-disciplinaire CEPED (Université de Paris, IRD, Inserm) et dirigé par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault.

"L'institut COVID-19 Ad Memoriam se rapprochera de plus d'initiatives similaires dans d'autres pays, grâce notamment au partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé", précise par ailleurs le communiqué.

Envie de donner votre avis ?



<https://images.lindependant.fr/api/v1/images/view/5ecff5948fe56f6f8e339378/large/image.jpg?v=1>

L'ambition de l'institut Covid-19 Ad Memoriam est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire. ArtMarie / Istock.com

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie

L'Université de Paris, l'Inserm, le CNRS et d'autres institutions lancent en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé un institut pluridisciplinaire afin d'évaluer l'impact de la crise sanitaire et les évolutions à long terme dans la société post Covid-19.

Réunir des experts issus des domaines médicaux, scientifiques, juridiques, associatifs, philosophiques, ou artistiques pour "penser ensemble la pandémie de Covid-19, qui constitue une rupture anthropologique majeure pour la société française et, plus largement notre monde globalisé".

C'est l'ambition de l'institut de recherche baptisé "Covid-19 Ad Memoriam", lancé le 25 mai sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practice. Le centre est soutenu et financé par plusieurs instituts publics français dont l'Université de Paris, le CNRS et l'Inserm.

Comment reconnaître à leur réelle valeur les métiers si indispensables à notre vie commune et aujourd'hui si peu reconnus ? Comment renouer avec des expériences artistiques, culturelles et collectives dans le nouveau contexte sanitaire ? L'ambition de ce nouvel institut est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire.

"Les conséquences de cette crise sur la société seront nombreuses et durables, il s'agit de les mesurer, et de travailler à renforcer nos capacités d'anticipation et de résilience collective", explique un communiqué diffusé mercredi 27 mai.

Concrètement, le centre disposera d'une méta-plateforme sur laquelle seront régulièrement publiées des recherches dans une large gamme de disciplines. Une deuxième plateforme diffusera des propositions adressées aux politiques publiques, aussi bien dans les thématiques de la santé, de l'éducation, de la justice que de la culture.

Le Pr Jean-François Delfraissy (Président du Conseil scientifique COVID-19) et la virologue Françoise Barré-Sinoussi (Présidente du CARE COVID-19) sont les deux présidents d'honneur de ce nouvel institut basé au laboratoire de recherche pluridisciplinaire CEPED (Université de Paris, IRD, Inserm) et dirigé par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault.

"L'institut COVID-19 Ad Memoriam se rapprochera de plus d'initiatives similaires dans d'autres pays, grâce notamment au partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé", précise par ailleurs le communiqué.

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie

(Relaxnews) - L'Université de Paris, l'Inserm, le CNRS et d'autres institutions lancent en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé un institut pluri-disciplinaire afin d'évaluer l'impact de la crise sanitaire et les évolutions à long terme dans la société post Covid-19.

Réunir des experts issus des domaines médicaux, scientifiques, juridiques, associatifs, philosophiques, ou artistiques pour "penser ensemble la pandémie de Covid-19, qui constitue une rupture anthropologique majeure pour la société française et, plus largement notre monde globalisé".

C'est l'ambition de l'institut de recherche baptisé "Covid-19 Ad Memoriam", lancé le 25 mai sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practice. Le centre est soutenu et financé par plusieurs instituts publics français dont l'Université de Paris, le CNRS et l'Inserm.

Comment reconnaître à leur réelle valeur les métiers si indispensables à notre vie commune et aujourd'hui si peu reconnus ? Comment renouer avec des expériences artistiques, culturelles et collectives dans le nouveau contexte sanitaire ? L'ambition de ce nouvel institut est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire.

"Les conséquences de cette crise sur la société seront nombreuses et durables, il s'agit de les mesurer, et de travailler à renforcer nos capacités d'anticipation et de résilience collective", explique un communiqué diffusé mercredi 27 mai.

Concrètement, le centre disposera d'une méta-plateforme sur laquelle seront régulièrement publiées des recherches dans une large gamme de disciplines. Une deuxième plateforme diffusera des propositions adressées aux politiques publiques, aussi bien dans les thématiques de la santé, de l'éducation, de la justice que de la culture.

Le Pr Jean-François Delfraissy (Président du Conseil scientifique COVID-19) et la virologue Françoise Barré-Sinoussi (Présidente du CARE COVID-19) sont les deux présidents d'honneur de ce nouvel institut basé au laboratoire de recherche pluri-disciplinaire CEPED (Université de Paris, IRD, Inserm) et dirigé par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault.

"L'institut COVID-19 Ad Memoriam se rapprochera de plus d'initiatives similaires dans d'autres pays, grâce notamment au partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé", précise par ailleurs le communiqué.



<https://images.centrepresseaveyron.fr/api/v1/images/view/5ecff5938fe56f690b3de875/large/image.jpg?v=1>

L'ambition de l'institut Covid-19 Ad Memoriam est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire. ArtMarie / Istock.com / ArtMarie / Istock.com.

Covid-19 Ad Memoriam : un nouvel institut réunit scientifiques, artistes et philosophes pour mesurer l'impact sociétal de la pandémie

L'Université de Paris, l'Inserm, le CNRS et d'autres institutions lancent en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé un institut

pluri-disciplinaire afin d'évaluer l'impact de la crise sanitaire et les évolutions à long terme dans la société post Covid-19.

Réunir des experts issus des domaines médicaux, scientifiques, juridiques, associatifs, philosophiques, ou artistiques pour "penser ensemble la pandémie de Covid-19, qui constitue une rupture anthropologique majeure pour la société française et, plus largement notre monde globalisé".

C'est l'ambition de l'institut de recherche baptisé "Covid-19 Ad Memoriam", lancé le 25 mai sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practice. Le centre est soutenu et financé par plusieurs instituts publics français dont l'Université de Paris, le CNRS et l'Inserm.

Comment reconnaître à leur réelle valeur les métiers si indispensables à notre vie commune et aujourd'hui si peu reconnus ? Comment renouer avec des expériences artistiques, culturelles et collectives dans le nouveau contexte sanitaire ? L'ambition de ce nouvel institut est de mettre en commun tout un vivier de connaissances afin d'aboutir à une analyse complète et transversale des nombreux impacts sociétaux liés à l'actuelle crise sanitaire.

Les conséquences de cette crise sur la société seront nombreuses et durables, il s'agit de les mesurer, et de travailler à renforcer nos capacités d'anticipation et de résilience collective ", explique un communiqué diffusé mercredi 27 mai.

Concrètement, le centre disposera d'une méta-plateforme sur laquelle seront régulièrement publiées des recherches dans une large gamme de disciplines. Une deuxième plateforme diffusera des propositions adressées aux politiques publiques, aussi bien dans les thématiques de la santé, de l'éducation, de la justice que de la culture.

Le Pr Jean-François Delfraissy (Président du Conseil scientifique COVID-19) et la virologue Françoise Barré-Sinoussi (Présidente du CARE COVID-19) sont les deux présidents d'honneur de ce nouvel institut basé au laboratoire de recherche pluri-disciplinaire CEPED (Université de Paris, IRD, Inserm) et dirigé par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault.

L'institut COVID-19 Ad Memoriam se rapprochera de plus d'initiatives similaires dans d'autres pays, grâce notamment au partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé ", précise par ailleurs le communiqué.

« Covid-19 Ad Memoriam » : un institut sur l'impact sociétal de la pandémie sous l'égide de l'IRD

- « **Une méta plateforme de recherche, lieu de partage des connaissances actuelles et à venir grâce à des projets de recherche sur l'impact sociétal**

de la pandémie, menés dans une large gamme de disciplines scientifiques et d'approches, et soutenus par des financements publics ;

- Une plateforme de propositions pour alimenter les politiques publiques (santé, culture, éducation, justice...) et contribuer à l'invention collective de pratiques commémoratives, puisqu'il n'est pas d'espérance ni de progrès sans connaissance de l'Histoire, ni entretien de la mémoire. »

Telles sont les deux principaux objectifs annoncés par l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, créé le 25/05/2020 et porté par l'

IRD

Institut de recherche pour le développement . Créé sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices de l'IRD, basé au

ceped

centre population et développement

(Université de Paris/IRD/Inserm), « L'institut est organisé sous la forme d'un consortium réunissant les différentes parties prenantes, ce qui permet au projet d'être évolutif et lui donne tout son sens », ajoute l'IRD.

« L'institut Ad Memoriam fait le pari de la rencontre des expertises et expériences multiples en réunissant des chercheurs de toutes disciplines des plus fondamentales aux sciences humaines et sociales, des soignants, juristes, artistes, autorités spirituelles et culturelles, représentants des grands courants de pensée, entrepreneurs et autres représentants de la société civile », indique l'IRD.

Des « institutions majeures venant des mondes de la recherche, de la santé, du droit et de la justice, des associations de victimes, des autorités spirituelles et culturelles et grands courants de pensée, ou encore des arts et de la culture » participeront également au consortium, conclut l'IRD.

« L'Institut recevra ses premiers financements d'organismes publics de recherche (Université de Paris,

CNRS

Centre national de la recherche scientifique

ENS

Ecole normale supérieure

PSL

Paris Sciences Lettres

Inserm

Institut national de la santé et de la recherche médicale

, IRD, etc) », indique l'IRD.

Un espace de conservation de l'Histoire

« L'Institut sera aussi un espace de conservation de l'Histoire et d'entretien de la mémoire des événements, grands et petits, liés à l'épidémie. Il veillera à entretenir le souvenir des actes de courage et de dévouement qui auront permis d'atténuer les effets de la pandémie, et de contribuer à esquisser des solutions durables pour l'avenir », indique l'IRD.

« L'Institut encouragera la réflexion et l'invention collectives de pratiques commémoratives, avec l'ensemble des membres réunis dans son consortium. Il faut conférer une dimension collective aux ruptures vitales les plus intimes - la séparation, la distanciation, la mort, le deuil - mais réparer également les multiples déchirures des relations sociales, éducatives, économiques et politiques que l'épidémie entraîne, en vue de fortifier les multiples cadres qui, à tous les niveaux, soutiennent les liens sociaux », ajoute l'IRD.

L'organisation de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam

Un portage et une gestion assurés par le

WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices de l'IRD, nouvellement labellisé par l'Organisation Mondiale de la Santé et basé au Ceped (Université de Paris /

IRD

Institut de recherche pour le développement

Inserm

Institut national de la santé et de la recherche médicale

La direction assurée par

Laëtitia Atlani-Duault, directrice de recherche en anthropologie à l'IRD au Ceped et Directrice du WHO Collaborative Center C-Chap. Laëtitia Atlani-Duault est également professeure affiliée à l'Université Columbia -School of Public

Health, et membre du Conseil scientifique Covid-19 et du

Care

Comité analyse recherche et expertise

Une équipe opérationnelle avec Sadek Beloucif, Franck Chauvin, Alain Cordier, Eric Garandeau, Antoine Garapon, et Denis Malvy.

Un conseil d'orientation stratégique réunit des représentants d'établissements qui sont directement impliqués dans l'Institut et y apportent de façon durable des moyens structurels. Parmi ses membres, quelques exemples : Edouard Kaminski

Edouard Kaminski (Université de Paris), Sandrine Lefranc (

CNRS

Centre national de la recherche scientifique

Frédéric Worms

Frederic Worms

ENS

Ecole normale supérieure

PSL

Paris Sciences Lettres

Yazdan Yazdanpanah

Yazdan Yazdanpanah

Inserm

Institut national de la santé et de la recherche médicale

),etc.

Un comité scientifique international est chargé d'examiner la stratégie, les orientations scientifiques, le cas échéant les projets d'ampleur financés sur budget propre de l'Institut.

Deux présidents d'honneur , les professeurs Jean-François Delfraissy

Jean-françois Delfraissy , président du Conseil scientifique Covid-19, et Françoise Barré-Sinoussi

Françoise Barré-Sinoussi , présidente du Care Covid-19.

Composition du consortium

Participent à ce consortium, en date du 25/05/2020, et de manière non exhaustive :

Les membres du consortium

Les membres du consortium (1/2)

Le Mesri,

L'Université de Paris,

L'IRD,

Le CNRS,

L'Inserm,

L'ENS PSL,

L'ANR,

L'Université de Bordeaux,

L'IHEJ,

Le MEAE,

Les membres du consortium

Les membres du consortium (2/2)

Le CCNE,

Le HCSP,

L'association France Victimes,

L'Université Paris Saclay,

Le Samu 93,

Le Syndicat National des Médecins Chirurgiens, Spécialistes, Biologistes et Pharmaciens des Hôpitaux Publics,

Le CN2R,

L'Espace de réflexion éthique de la région Île-de-France,

Le Global Research Institute of Paris.

Institut de recherche pour le développement

Organisme de recherche placé sous la double tutelle des ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche et des affaires étrangères et du développement international.

Général

Chiffres clés

Statut

EPST (Établissement public à caractère scientifique et technologique)

Tutelles

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, et du ministère des affaires étrangères et européennes

Implantations (dont siège)

Marseille (siège)

P-DG

Valérie Verdier

Direction

Directrice générale déléguée : Corinne Brunon-Meunier (depuis le 02/03/2020)

Personnels

Chercheurs

Personnels administratifs et techniques

1214 ITRF

Derniers articles sur cette organisation

« Covid-19 Ad Memoriam » : un institut sur l'impact sociétal de la pandémie sous l'égide de l'IRD

- « Une méta plateforme de recherche, lieu de partage des connaissances actuelles et à venir grâce à des projets de recherche sur l'impact sociétal de la pandémie, menés dans une large gamme de...

IRD : une période « de sauvegarde » du 11 au 15/05/2020 avant la reprise progressive sur site (PRA)

L'IRD met en place une période dite « de sauvegarde », du 11 au 15/05/2020, au cours de laquelle les sites resteront fermés « dans les conditions actuelles, permettant leur préparation à une...

Crise du Covid-19 : les stratégies déployées par les acteurs de la recherche et de l'innovation

Organismes de recherche, universités, pôles de compétitivité, très grandes infrastructures de recherche... comment les acteurs de la recherche et de l'innovation continuent-ils à s'adapter et...

par News Tank Network

IRD : lancement d'un institut pluridisciplinaire pour documenter l'histoire de l'épidémie de Covid-19

• « **Créer une méta-plateforme de recherche, lieu de partage des connaissances actuelles et à venir sur l'impact sociétal du Covid-19, grâce à des**

projets de recherche, menés dans une large gamme de disciplines scientifiques et d'approches, et soutenus par des financements publics, • Faire des propositions pour alimenter les politiques publiques (santé, culture, éducation, justice...) et contribuer à l'invention collective de pratiques commémoratives liées à l'épidémie, puisqu'il n'est pas d'espérance ni de progrès sans connaissance de l'Histoire, ni entretien de la mémoire », tels sont les principaux objectifs de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam porté par l'Institut de recherche pour le développement et lancé le 25/05/2020.

Créé sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices de l'IRD

IRD Institut de recherche pour le développement, basé au Ceped

Ceped Centre Population et Développement

(Université de Paris/IRD/Inserm), « L'Institut est organisé sous la forme d'un consortium réunissant les différentes parties prenantes, ce qui permet au projet d'être évolutif et lui donne tout son sens », selon l'IRD.

« L'institut Covid-19 Ad Memoriam fait le pari de la rencontre des expertises et expériences multiples en réunissant des chercheurs de toutes disciplines - des plus fondamentales aux sciences humaines et sociales -, des soignants, juristes, artistes, autorités spirituelles et culturelles, représentants des grands courants de pensée, entrepreneurs et autres représentants de la société civile. Des institutions majeures venant des mondes de la recherche, de la santé, du droit et de la justice, des associations de victimes, des autorités spirituelles et culturelles et grands courants de pensée, ou encore des arts et de la culture participeront également au consortium », ajoute l'IRD.

L'Institut recevra ses premiers financements d'organismes publics de recherche : l'Université de Paris, le CNRS

CNRS Centre national de recherche scientifique, l'ENS

ENS École normale supérieure

PSL

PSL Paris Sciences et Lettres Paris Sciences et Lettres (PSL) est une université de recherche de rang mondial qui regroupe 26 établissements prestigieux couvrant tous les domaines du savoir : sciences, arts, sciences humaines et so-

ciales. Elle regroupe plus de 5 000 chercheurs, 178 laboratoires et 22 000 étudiants.

, l'Inserm

Inserm Institut national de la santé et de la recherche médicale, l'IRD, etc.

Un espace de conservation de l'Histoire

Un espace de conservation de l'Histoire

« L'Institut sera aussi un espace de conservation de l'Histoire et d'entretien de la mémoire des événements, grands et petits, liés à l'épidémie. Il veillera à entretenir le souvenir des actes de courage et de dévouement qui auront permis d'atténuer les effets de la pandémie, et de contribuer à esquisser des solutions durables pour l'avenir », indique l'IRD

IRD Institut de recherche pour le développement

.

« L'Institut encouragera la réflexion et l'invention collectives de pratiques commémoratives, avec l'ensemble des membres réunis dans son consortium. Il faut conférer une dimension collective aux ruptures vitales les plus intimes - la séparation, la distanciation, la mort, le deuil - mais réparer également les multiples déchirures des relations sociales, éducatives, économiques et politiques que l'épidémie entraîne, en vue de fortifier les multiples cadres qui, à tous les niveaux, soutiennent les liens sociaux », ajoute l'IRD.

L'organisation de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam

L'organisation de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam

Un portage et une gestion assurés par le WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices de l'IRD, nouvellement labellisé par l'Organisation mondiale de la santé et basé au Ceped

Ceped Centre Population et Développement

(Université de Paris / IRD / Inserm).

La direction assurée par Laëtitia Atlani-Duault, directrice de recherche en anthropologie au Ceped et directrice du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices. Laëtitia Atlani-Duault est également professeure affiliée à l'Université Columbia -School of Public Health (États-Unis) et membre du conseil scientifique Covid-19 et du Care Covid-19.

Une équipe opérationnelle avec Sadek Beloucif, Franck Chauvin, Alain Cordier, Éric Garandeau, Antoine Garapon et Denis Malvy.

Un conseil d'orientation stratégique réunissant des représentants d'établissements qui sont directement impliqués dans l'Institut et y apportent de façon

durable des moyens structurels. Parmi eux figurent Édouard Kaminski (Université de Paris), Sandrine Lefranc (CNRS

CNRS Centre national de recherche scientifique), Frédéric Worms (ENS

ENS École normale supérieure

- PSL

PSL Paris Sciences et Lettres Paris Sciences et Lettres (PSL) est une université de recherche de rang mondial qui regroupe 26 établissements prestigieux couvrant tous les domaines du savoir : sciences, arts, sciences humaines et sociales. Elle regroupe plus de 5 000 chercheurs, 178 laboratoires et 22 000 étudiants.

) ou encore Yazdan Yazdanpanah (Inserm

Inserm Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Un comité scientifique international, chargé d'examiner la stratégie, les orientations scientifiques et, le cas échéant, les projets d'ampleur financés sur le budget propre de l'Institut.

Deux présidents d'honneur, les professeurs Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique Covid-19, et Françoise Barré-Sinoussi, présidente du Care Covid-19.

Parmi les membres du consortium :

Parmi les membres du consortium :

L'Université de Bordeaux

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Association France Victimes

Global Research Institute of Paris

La Cité de l'architecture et du patrimoine

L'Institut français d'architecture

L'Opéra de Bordeaux

L'Opéra de Dijon

Le théâtre de Toulon

Le théâtre d'Antilles

Des artistes de toutes les disciplines (peintres, musiciens, cinéastes,écrivains, architectes...)

Des professionnels de la culture (directeurs de théâtres, d'orchestres, d'opéras, éditeurs, producteurs de cinéma...)

Fiche contact vCard meCard.vcf

VCARD

Contact

@Virginie His

Communication & RP

Institut COVID-19 Ad Memoriam virginie.his@u-paris.fr



L'Institut Covid-19 Ad Memoriam commence ses travaux

Chercheurs, soignants, artistes et juristes forment l'équipe qui sera chargée de cette plate-forme de recherche et de réflexion collective sur l'impact sociétal de la crise sanitaire.

Des médecins impliqués dans la vie religieuse, un oncologue investi dans la prévention, un haut fonctionnaire engagé dans la politique culturelle, un magistrat versé dans la recherche sur la régulation juridique... ce sont quelques-uns des promoteurs du nouvel Institut Covid-19 Ad Memoriam, une plate-forme de recherche et de réflexion collective sur l'impact sociétal de la crise sanitaire sans précédent due au SARS-CoV-2, qui doit réunir son comité d'orientation pour la première fois vendredi 12 juin.

Pour ses initiateurs, il y a urgence à démarrer le travail. « L'oubli est une chose qui risque d'arriver très vite », prévient Jean-François Delfraissy, président d'honneur, avec Françoise Barré-Sinoussi, de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam et, par ailleurs, président du conseil scientifique, chargé d'éclairer l'exécutif pendant l'épidémie.

« Il ne faut pas se laisser prendre par le temps. Les citoyens auront envie d'oublier cette grande peur et on peut le comprendre. Mais on ne peut laisser oublier ce qui s'est passé dans ces circonstances totalement exceptionnelles. Il faut poser rapidement les bases de nouveaux questionnements. »

« Vivre une expérience et ne pas la transmettre, c'est la trahir », Elie Wiesel

L'architecte de cette initiative académique indépendante, qui n'a, pour l'instant, pas d'équivalent dans d'autres pays, est l'anthropologue Laëticia Atlani-Duault. « C'est une réflexion collective pour se projeter vers l'avenir. Elle associe des mondes multiples qui d'ordinaire ne se parlent pas ou, en tout cas, ne fabriquent pas de commun ensemble », explique-t-elle. L'Institut Covid-19 Ad Memoriam veut précisément se saisir non seulement des drames, mais aussi de tout ce qui a émergé « d'inventions collectives, de nouvelles formes de solidarités » pour « réfléchir ensemble à de nouvelles formes de vie en commun post Covid-19 ». Une phrase d'Elie Wiesel revient parmi les initiateurs du projet : « Vivre une expérience et ne pas la transmettre, c'est la trahir. »

La pandémie de Covid-19, une « rupture anthropologique »

Pour prendre la mesure de la « rupture anthropologique » que constitue à ses yeux la pandémie globale, la chercheuse a composé son équipe avec des personnalités qui « ont tous un pied dans la réflexion critique et un pied dans l'action, des intellectuels qui s'engagent et des acteurs qui réfléchissent ». C'est aussi le profil de cette spécialiste des crises humanitaires et sanitaires. Ses recherches l'ont conduite en Asie centrale, en Transcaucasie, en Afrique, en Asie du Sud-Est sur la piste des épidémies de sida, d'Ebola, de H1N1 et sur celle des violences sexuelles organisées.

Elle a également travaillé sur la gouvernance de la réponse à ces crises, que ce soit dans des organisations internationales ou des Etats. Elle est aujourd'hui membre de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise catholique (Ciase) et du conseil scientifique sur le Covid-19.

« Ce travail est essentiel, car l'homme a une tendance à l'amnésie », Denis Malvy, infectiologue

Cette initiative de chercheurs et d'universitaires est soutenue par des poids lourds de la recherche, comme l'université de Paris, le CNRS, l'Inserm, l'Ecole normale supérieure et l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Elle sera financée sur appel d'offres ou sur projet. Elle aura pour particularité d'associer des acteurs de la société aussi variés que des associations, des artistes, des acteurs de la santé, du droit, de l'économie, de l'éducation, des associations et des autorités spirituelles. « Ce travail est essentiel, car l'homme a une tendance à l'amnésie », insiste Denis Malvy, infectiologue spécialiste d'Ebola, directeur de l'unité des maladies infectieuses et tropicales du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, qui rappelle l'oubli dans lequel sont tombées la grippe asiatique de 1953 et celle de Hongkong de 1969.

« On a l'impression qu'on redécouvre le monde. Il faut cultiver la mémorialisation, sinon on redécouvrira à nouveau tout à la prochaine épidémie et on réclamera à nouveau tout à l'Etat-providence... »

C'est précisément la nouveauté de la réponse à l'épidémie de Covid-19 qui interroge Franck Chauvin, le président du Haut Conseil de santé public. « Pour la première fois face à une épidémie, le sanitaire l'a emporté sur tout autre considération et on a arrêté complètement des pays, résume-t-il. Il faut comprendre pourquoi. Et pourquoi, aussi, les populations ont plutôt bien accepté les mesures, en Europe notamment. La Grande-Bretagne, qui avait choisi une autre attitude, a dû faire machine arrière. »

Il souhaite aussi comprendre comment il se fait que soudain, dans cette période, « nous avons perdu tous nos repères en recherche clinique », l'hydroxychloroquine étant « un cas d'école » : « Les épidémies, c'est mon quotidien, explique Denis Malvy. Violences, rumeurs, faux sachants, médicaments miracles et boucs émissaires : on retrouve toujours les mêmes ingrédients, les mêmes schémas. »

« Il s'est passé quelque chose en profondeur »

L'Institut ira au-delà de la seule réponse sanitaire. « Il s'est passé quelque chose en profondeur. Il y a eu des drames, des choses positives, de l'inventivité. Il faut malaxer tout cela. C'est en comprenant ce qui s'est passé que l'on se dote de mémoire pour l'avenir. Et pour le comprendre, on a besoin de tous les points de vue, des acteurs, des victimes, et pas seulement celui des chercheurs », estime Alain Cordier, ancien directeur général de l'AP-HP et ancien président du directoire de Bayard Presse.

Avec une facilité déconcertante, des blocages installés depuis des années, voire des décennies, ont sauté. Comme le problème de la surpopulation carcérale, avec la baisse soudaine de 12 000 du nombre de détenus. « Je suis partisan du numerus clausus dans les prisons, témoigne Antoine Garapon. Jusque-là,

on se heurtait à un mur. On va enfin pouvoir poser cette question-là. Ça libère l'imagination. »

Pour le secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice, le confinement a aussi mis en évidence le fait qu'un « gouvernement où tout repose sur le centre, les instructions, n'est plus possible ». Des sujets demeurés en sourdine sont apparus de manière criante, comme « la mise à jour des déterminants sociaux de la santé », relevée par Alain Cordier.

« Il faut mélanger les disciplines, faire travailler ensemble différents univers », Eric Garandeau

« Il faut recenser ce qui est apparu pendant la pandémie ou s'est accéléré. Je pense au recours aux nouvelles technologies, au télétravail, à l'éducation, qui sera bouleversée par l'e-learning, l'auto-apprentissage... Il faut mélanger les disciplines, faire travailler ensemble différents univers. Il faut voir ce qui peut être retenu comme positif et éviter la reproduction du négatif », énumère Eric Garandeau, haut fonctionnaire en disponibilité, ancien directeur du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC). Il se fait fort de mobiliser le monde de la culture : « Quel est l'impact du virus et du confinement sur la production artistique ? Aura-t-il donné lieu à des productions artistiques nouvelles, à des nouvelles formes d'écriture, de jeu, de scénarios ? »

L'irruption massive du risque de mort dans la vie sociale et politique, les questions liées aux rites en contexte épidémique, donc à la vie spirituelle, a conduit les initiateurs de l'Institut à y associer des personnalités liées aux cultes. « En France, le politique, l'administration, ont du mal à aborder l'ouverture aux cultes. Je crois intéressante la perspective de travailler avec eux, de s'ouvrir à leur regard et à leur capacité interpellative », estime Antoine Garapon.

Sadek Beloucif, le chef du service anesthésie réanimation d'Avicennes, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), engagé dans le Conseil français du culte musulman (CFCM), a été frappé des réactions de ses internes et des infirmières en première ligne. « Ceux qui ont été directement au contact avec le front de la réanimation ont fait front, justement. Ceux qui n'ont pas été directement en prise avec le service aigu ont davantage été touchés par la peur. »

La participation d'acteurs de la société civile à l'Institut aura aussi une autre vertu, pour Jean-François Delfraissy. Ces derniers mois, le président du conseil scientifique a proposé à l'exécutif de mettre en place « un comité de liaison citoyen, pour faire un retour aux décideurs, notamment sur le déconfinement ». Il n'a pas été entendu et le regrette. « Cela aurait été une opportunité de ne pas être uniquement top down [de haut en bas]. Cette plate-forme pourrait peut-être servir à cela ! »

par Cécile Chambraud



FRANCE

L'impact du Covid-19 sous le regard des chercheurs

Piloté par l'anthropologue Laëtitia Atlani, l'institut Covid-19 Ad Memoriam entend réunir des chercheurs et des témoins de tous les horizons pour travailler sur les conséquences de la pandémie dans la société.

Comment penser la pandémie? Comment mesurer et qualifier ses impacts sur la société, l'art, le rapport au travail ou à la spiritualité? Ce sont quelques-unes des questions vertigineuses auxquelles des chercheurs de toutes les disciplines vont désormais s'atteler à répondre, alors que la France est sortie de la vague du Covid-19. Et c'est la tâche que s'assigne un institut qui vient d'être lancé sous l'égide de plusieurs universités et instituts de recherche, baptisé Covid-19 Ad Memoriam.

Le nouvel institut, qui réunit des acteurs aussi différents que l'université de Paris, l'École normale supérieure (ENS), le Samu93, des collectifs d'artistes ou des responsables religieux, entend agir dans deux domaines: d'une part, constituer une plateforme de recherche permettant à des acteurs d'univers différents de partager des expériences et des analyses de la pandémie; de l'autre, formuler des

propositions pour développer de «nouvelles pratiques commémoratives» sur le Covid.

Y travailleront des chercheurs comme le philosophe et codirecteur de l'ENS Frédéric Worms, le président du Haut Conseil de la santé publique, Franck Chauvin, le magistrat Antoine Garapon ou encore l'anesthésiste et président du conseil d'orientation à la Fondation de l'islam de France, Sadek Beloucif. Les premiers travaux devraient être rendus à l'automne.

«Vivre une expérience sans la transmettre, c'est la trahir», insiste ainsi l'anthropologue Laëtitia Atlani, citant Elie Wiesel. La chercheuse, qui pilote le nouvel institut, est aussi membre de l'équipe de scientifiques qui a conseillé l'Élysée pendant la pandémie. Elle estime qu'une telle réflexion est indispensable. Et qu'il faut la lancer dès maintenant. «Il faut

prendre le temps – et le temps long – de la réflexion: c'est un espace à aménager entre les réactions à chaud et l'oubli rapide. Mais il faut prendre acte dès maintenant qu'il y a déjà eu une rupture dans notre société, même si l'histoire de la pandémie n'est pas finie: nous sommes contraints de penser en marchant. La moitié de la planète a été arrêtée pendant plusieurs semaines», insiste Laëtitia Atlani.

La chercheuse affirme que l'institut va s'inspirer des travaux qui ont été menés autour de grands moments de rupture, comme la peste, la guerre de 1914 ou encore, plus récemment, les attentats du 13 novembre 2015. L'effet du Covid-19 sur la société est-il vraiment comparable à celui d'une guerre? «C'est trop tôt pour le dire», répond l'anthropologue. ■

par Besmond De Senneville Loup

Quelle mémoire de la pandémie pour notre futur commun ?

rfi.fr/fr/podcasts/20200623-quelle-mémoire-la-pandémie

June 23, 2020



Quelle mémoire de la pandémie pour notre avenir commun ? Pour co-construire notre mémoire collective et individuelle de la pandémie pour aujourd'hui et surtout pour l'avenir... Pourquoi est-ce essentiel de collecter, partager et transmettre nos expériences et nos vécus, nos savoirs et nos stratégies face à l'épidémie de Covid ? Comment répondre à toutes les questions vitales et essentielles qui ont surgi avec cette vague pandémique qui n'en finit pas de bouleverser nos vies.. Tous touchés, tous dans le même bateau, tous vulnérables (même si certains- et malheureusement- toujours les mêmes- le sont plus que d'autres). Comment ne pas l'oublier ? " *Vivre une expérience et ne pas la transmettre c'est trahir*" disait le prix Nobel Elie Wiesel: c'est autour de cette idée majeure que se construit l'**Institut Covid 19 Ad Memoriam**. Il ne s'agit pas d'une institution de plus, mais d'un véritable collectif international de chercheurs, soignants, artistes, juristes penseurs de tous horizons et de toutes disciplines, sous l'égide de l'OMS et de l'IRD, et qui s'engage à faire monde commun pour penser le monde qui vient ..

Nous en parlerons avec 3 de ses fondateurs

- **Laetitia Atlani-Duault**, anthropologue, directrice de la Fondation Maison des sciences de l'homme et directrice de recherche à l'IRD. Elle est membre du Comité scientifique Covid-19, pilote celui de l'IRD et préside l'**Institut Covid-19 Ad Memoriam** (IRD/ Université de Paris)

- **Sadek Beloucif**, chef du service d'Anesthésie-Réanimation à l'Hôpital Avicenne, ancien membre du Comité national d'éthique et président du Conseil d'orientation à la Fondation

de l'islam de France

- **Denis Malvy**, infectiologue au CHU de Bordeaux et membre du Conseil scientifique Covid-19

Et un partenaire de l'Institut

- **Frédéric Worms**, professeur de philosophie contemporaine à l'ENS, et membre du Comité consultatif national d'éthique.

Covid-19: «Il semble compliqué d'aller vers un nouveau confinement généralisé»

Bordenave, Vincent

ENTRETIEN - L'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault est membre du Conseil scientifique sur le Covid-19, avec qui elle vient de publier un article sur la gestion de la crise en France.

Laëtitia Atlani-Duault est membre du conseil scientifique. Directrice de recherche en anthropologie à l'Institut de Recherche pour le Développement, elle est à la tête du nouveau Centre d'excellence de l'Organisation mondiale de la santé sur les crises sanitaires et humanitaires, et préside l'institut Covid-19 Ad Memoriam. Elle vient de signer avec les autres membres du conseil scientifique Covid-19, présidé par Jean-François Delfraissy, un article dans la revue *The Lancet* sur la gestion de la crise en France. Ils y analysent les fondements des recommandations faites aux décideurs politiques durant cette période.

Quel sera l'impact sociétal de la pandémie?

C'est une des grandes questions des mois et années à venir. L'Institut Covid-19 Ad Memoriam, que nous avons lancé avec de très nombreuses institutions de recherche françaises majeures, tentera d'y répondre. La pandémie actuelle est totalement inédite, tout comme l'a été le confinement, et les conséquences de cette crise sur la société seront nombreuses et durables. Cette période marque une rupture, c'est indiscutable. En analyser les traces et la mémoire est une démarche indispensable, mais qui va demander du temps et une démarche collective. COVID-19 Ad Memoriam propose d'associer des «mondes» multiples - chercheurs, soignants, artistes, juristes, associations de victimes, autorités spirituelles et culturelles et grands courants de pensée, représentants de la société civile, philosophes, entrepreneurs... - pour penser ensemble la pandémie de COVID-19, qui constitue un moment singulier pour la société française et, plus largement notre monde globalisé.

On a pu constater une grande défiance s'exprimer notamment sur les réseaux sociaux envers le gouvernement, les médias et même les scientifiques. Est-ce quelque chose de nouveau?

Non, on l'avait vu déjà, dans un autre contexte d'épidémie, dès H1N1. La crise du Covid-19 s'inscrit dans cette dynamique, mais là encore il est trop tôt pour mesurer précisément ce phénomène.

Le conseil scientifique s'inquiète-t-il de la situation actuelle, et du frémissement observé?

Oui, la situation est préoccupante. Ce n'est pas anodin si le sénat a suggéré la prolongation de la mission du conseil scientifique COVID19 jusqu'à octobre, suggestion récemment validée par l'Assemblée nationale. Il y a une inquiétude certaine sur la situation épidémique du pays.

Un nouveau confinement est-il envisageable en cas de rebond épidémique?

Il semble compliqué d'aller vers un nouveau confinement généralisé. Mais on ne peut exclure que les autorités politiques décident d'autres mesures plus spécifiques.

Avec les autres membres du Conseil scientifique, vous venez de publier un article dans The Lancet. Quel est son objet?

Avec cet article, nous sommes dans une démarche de réflexion non plus à chaud mais qui prend de la distance sur ce qui, depuis le début de notre action, nourrit nos différents avis. Nous avons cherché à analyser les fondements des recommandations qui ont été faites aux acteurs politiques durant cette période. Il montre que notre action est influencée par deux traditions de la santé publique française. La première est celle d'une santé publique dont les

premiers pas furent marqués par l'époque coloniale, appelée dans un précédent article paru dans le Lancet un «humanitarisme vertical d'État» et focalisée sur la lutte contre les maladies infectieuses. La seconde est celle d'une santé publique nichée dans le système français, pour lequel l'accès à un système de santé universel et à un système de santé protecteur constituent deux valeurs cardinales.

Constatez-vous qu'une des deux traditions ait pris le pas sur l'autre pendant l'épidémie?

Nous nous sommes efforcés de faire reposer nos avis en prenant compte de ces deux traditions, et en tenant d'y puiser de quoi proposer une stratégie équilibrée. Les recommandations faites par le conseil scientifique, qui est très largement multidisciplinaire (infectiologues, virologues, réanimateur, médecin généraliste, santé publique, anthropologue, sociologue, représentant du milieu associatif,...) mettent en jeu des principes d'action issus de ces deux traditions, qui sont en perpétuelle tension. Ainsi, nos recommandations ont emprunté à ces deux «santés publiques» qui, loin de s'affronter, se sont liées pour nourrir nos avis. Car la gestion d'une crise aussi majeure que celle que nous venons de vivre suppose à la fois, comme on s'y efforce, de respecter les fondamentaux de la gestion des épidémies mais d'intégrer aussi les valeurs sur lesquelles se fondent les systèmes de protection sociale et l'action de l'état. Il n'empêche qu'il nous faudra, dans le futur, comparer avec les autres États européens pour pouvoir évaluer correctement ces choix.

Pourtant le confinement a conduit à un renoncement au soin inédit...

C'est en effet un des problèmes majeurs. Parmi d'autres sujets moins couverts par les médias et pour lesquels nous sommes également très inquiets, il y a aussi la situation des personnes vivant en situation de grande précarité. Le secours populaire indique une augmentation de 45% des distributions alimentaire depuis le début du confinement... Et aujourd'hui, depuis la fin de l'état d'urgence sanitaire il y a quelques jours, il y a un risque, pour ceux qui ont été logés ou relogés dans des structures d'accueil et des hôtels pendant le confinement, d'être remis à la rue, alors même qu'un logement ou un accès à des centres d'hébergements permettant des chambres individuelles pour tous limite le risque épidémique.

Covid-19: l'insouciance est finie

PAR CAROLINE COQ-CHODORGE ET DONATIEN HUET
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 1 AOÛT 2020



© Mediapart

Partout en Europe, les courbes épidémiques s'inversent – ou bien c'est déjà fait. En France, la politique de dépistage manque d'ambition comme d'efficacité, et les premières restrictions à la libre circulation reviennent. Une politique de santé publique plus incitative et responsabilisante est possible.

Un petit vent de panique est en train de saisir les États européens. Sous peine d'amende, le Royaume-Uni impose une quatorzaine à ses voyageurs de retour d'Espagne. La Belgique s'immisce dans la vie intime de ses citoyens en limitant à cinq personnes la « bulle » de chaque foyer, partout où les règles de distanciation ne s'appliquent pas. L'Italie impose de son côté des quatorzaines aux ressortissants roumains et bulgares, deux pays d'Europe de l'Est touchés à leur tour.

La France est encore en retrait, comme l'Allemagne : les deux pays se contentent jusqu'ici d'imposer des tests Covid-19 aux voyageurs revenant de pays jugés à risque. Le port du masque s'impose partout, au moins dans les lieux clos, et de plus en plus dans les zones très fréquentées à l'extérieur. En Italie, des amendes commencent à tomber contre les récalcitrants dans les transports en commun : 400 euros, contre 135 en France.

Car les courbes épidémiques, jusqu'ici descendantes, se sont inversées. En France, le nombre de tests positifs augmente pour la sixième semaine consécutive. Entre le 20 et le 26 juillet, 6 407 personnes ont été testées positives.

Par son caractère imprévisible, le virus fait son travail de sape des sociétés. Elles craignent une deuxième vague, et tout autant un nouveau confinement. Pour tous les gouvernements, le risque politique est immense.

Sont-ils en train de sur-réagir à la menace ? C'est ce que pense l'épidémiologiste Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale à la faculté de médecine de l'université de Genève. « *Les mesures prises en ce moment par les États européens vont au-delà de ce que recommande l'épidémiologie. Nos pays peuvent assumer une nouvelle maladie, tant qu'elle fait peu de morts et qu'elle n'engorge pas nos hôpitaux.* »

Début mars dans **Mediapart**, il était clairvoyant sur la vague épidémique qui déferlait vers nous. Aujourd'hui, il ne voit « *pas de signe de rebond, nulle part en Europe. Le virus continue simplement à circuler, car on ne parvient pas à l'éliminer. On le cherche activement, de plus en plus, et c'est une bonne chose. Ce qu'on voit aujourd'hui, c'est ce que l'on ne cherchait pas et que l'on ne voyait pas jusqu'ici. Pour moi, ce rebond est donc apparent, comme si une loupe était posée sur la courbe épidémiologique* ».

Faute de tests, la France n'a longtemps vu que les malades du Covid-19. Elle dépiste désormais des personnes infectées par le SARS-CoV-2 qui ne présentent aucun symptôme. Santé publique France estime le nombre de personnes asymptomatiques à 54 %.

Le nombre de malades du Covid-19 hospitalisés continue à baisser, comme le nombre de décès quotidiens, qui était de 15 le 29 juillet. « *On avait 25 % de mortalité en mars, rappelle Antoine Flahault. En France aujourd'hui, le taux de mortalité a chuté à 2,3 %, cela représente une dizaine de morts par jour, c'est toujours beaucoup, mais c'est comparable au nombre d'accidentés de la route. Avec le coronavirus, il n'y a pas de raison de prendre des mesures draconiennes, tant qu'on reste dans cette situation.* »

Le nombre de tests pratiqués aujourd'hui en Europe (rapporté au nombre d'habitants) nous rapproche des pays asiatiques qui ont le mieux maîtrisé le virus : la

Corée du Sud, Taïwan ou Singapour. Le taux de tests positifs est également un indicateur rassurant : il est très faible en Europe, entre 1 et 2 % de tests positifs. Aux États-Unis, qui testent pourtant beaucoup, le taux de tests positifs est de 8,3 %. Au Brésil, il est de 66,3 %.

L'infographie ci-dessous met en regard le nombre de tests pour 1 000 habitants, le nombre de cas par million d'habitants, et la part de tests positifs, sur une semaine. Le positionnement des pays européens (en bleu) et des pays asiatiques (en rouge) apparaît proche.

Antoine Flahault en convient cependant : « *Le virus est en train d'ensemencer l'Europe, à bas bruit, d'une manière de plus en plus homogène. L'été est un frein à la circulation du virus. Mais la circulation actuelle du virus fait possiblement le lit d'une épidémie beaucoup plus forte à l'automne. Heureusement, nous disposons désormais de masques et de tests, pour protéger les personnes à risque, écrêter le pic de l'épidémie, et éviter que le système de santé ne soit submergé.* »

« *Je ne suis pas du tout aussi rassurée* », dit au contraire Catherine Hill. Épidémiologiste spécialiste des cancers, elle a pris une part importante dans la révélation du scandale du Mediator. Aujourd'hui à la retraite, elle suit jour après jour les courbes du Covid-19 en France, compile les études scientifiques les plus solides et les analyse.

Pour elle, presque rien ne va dans le système de surveillance français de l'épidémie, et la comparaison avec les pays asiatiques ne tient pas. La France fait un peu plus de tests que la Corée du Sud, mais elle a quatorze cas quotidiens par million d'habitants, quand la Corée du Sud en a un seul. « *Et quand il y a des clusters, ces pays sont capables de tester furieusement*, poursuit-elle. *Mi-juin, Pékin a testé 2,3 millions de personnes quand est apparu un important cluster au marché de Xifandi. Ils ont trouvé 227 cas.* » Le virus a ainsi été étouffé : depuis le 5 juillet, Pékin n'a dépisté que deux cas positifs. « *Pour faire comme à Pékin*, poursuit-elle, *il faudrait tester 650 000 personnes par jour en France. On en teste 90 000 et le système est déjà saturé.* »

Contraintes ou incitation ?

En Mayenne, trois semaines après l'apparition des premiers clusters, le nombre de cas positifs continue à augmenter, à 125 pour 100 000 habitants. Depuis le début de la campagne de dépistage massif, « *10 % de la population a été testée* », s'est félicité mardi le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays-de-la-Loire, Jean-Jacques Coiplet. « *Mais il faudrait tester très vite les 300 000 habitants de la Mayenne ! s'alarme Catherine Hill. Si on ne fait pas ça, le virus continue à circuler. Il y en a aujourd'hui partout.* »

« *Nous n'avons pas de stratégie de dépistage, juge-t-elle. On teste beaucoup, mais au hasard, c'est une gabegie. Il faudrait au contraire faire un dépistage ciblé, priorisé. Quand le virus apparaît dans une ville, un quartier, il faut déployer des moyens, monter des tentes de dépistage, et ne pas se contenter d'envoyer des bons de l'assurance maladie dans les boîtes aux lettres. Les élus, les associations doivent aller au bas des maisons, des barres d'immeubles, convaincre tout le monde. On a une épidémie en cours, nous n'avons pas le droit de nous reposer. Sinon, on va droit au reconfinement* », prévient-elle.

Le système de traçage des cas lui paraît également très insuffisant. Lorsqu'une personne est testée positive, l'assurance maladie recense ses cas contacts à partir de 48 heures avant l'arrivée des symptômes. « *Plusieurs études montrent que le risque de transmission est maximum quatre jours avant les symptômes et six jours après.* »

« *Notre politique de test n'est pas du tout à la hauteur* », confirme Anne Souyris, l'adjointe de la ville de Paris à la santé. Elle aussi est inquiète devant la dynamique de l'épidémie. « *Le taux de reproduction du virus est de 1,26 à Paris* », ce qui signifie que 1 personne contamine 1,26 personne. « *Les chiffres ne sont pas énormes, mais cela monte lentement mais sûrement.* »

La ville a installé deux « *barnums* », des tentes où la population vient se faire dépister spontanément et gratuitement. « *On teste 500 personnes par jour, mais il y a beaucoup de queue. On va pouvoir*

augmenter la cadence, car le gouvernement a enfin levé l'obligation de prescription par un médecin, qui rendait la procédure très lourde. »

La mairie de Paris prépare pour la rentrée un dispositif de dépistage bien plus ambitieux : *« Un barnum par arrondissement, pour que chacun puisse se faire tester au retour des vacances, avant le retour à l'école. En juin, nous avons dû fermer trois écoles, après deux semaines seulement de fonctionnement normal. »*

Issue du milieu associatif de la lutte contre le sida, Anne Souyris réfléchit à *« une politique de réduction des risques, qui incite et responsabilise, sans contraindre. On est passé par une période liberticide, imposée par l'État, que tout le monde a envie d'oublier. Pour ne pas retomber dans le confinement, et risquer de devenir fous, il faut de la responsabilité collective »*.

Sur le modèle de la Belgique, la ville veut inciter les restaurateurs et les bars à tenir un *« registre où les clients laisseraient un mail ou un numéro de téléphone. Ce registre ne pourra pas être exploité dans un but commercial. Il pourra seulement être consulté par les autorités sanitaires en cas de test positif »*. L'idée est de pouvoir prévenir les autres clients du restaurant, pour qu'ils se fassent à leur tour tester. Elle balaie l'objection d'une atteinte à la vie privée : *« La ville n'a aucun pouvoir de contrainte. Le restaurateur peut l'imposer, mais vous pouvez donner un faux mail. L'idée est de rassurer les clients et les restaurateurs : s'il y a un cas positif dans le restaurant, ils seraient prévenus. »*

Partout où le virus circule, les arrêtés préfectoraux et municipaux tombent, notamment dans l'Ouest. En Mayenne, le port du masque a été rendu obligatoire par le préfet dans les rues des villes les plus importantes du département. À Quiberon, la ville a interdit l'accès à la plage la nuit, un bar a été fermé pendant deux mois. À Pornichet, une brasserie et un bar ont fermé, et le masque est devenu obligatoire sur les marchés.

Face au nouveau coronavirus, d'un État à l'autre, les politiques de santé se ressemblent. Mais quand certains choisissent la contrainte, d'autres optent pour l'incitation. *« En Suisse ou en Allemagne, pendant le*

confinement, on avait le droit de sortir de chez soi sans justificatifs, la vie y était certainement beaucoup plus agréable qu'en France, raconte Antoine Flahault, qui vit à Genève. La Suède n'a pas confiné son économie ni sa vie sociale, elle a fait confiance à sa population et finalement n'a pas connu des indicateurs plus mauvais qu'en France ou en Espagne, ni d'engorgement de son système de soins. »

Pour lui, la santé publique a une approche duale : *« Il existe une approche hygiéniste de santé publique, au moralisme assez austère. Personnellement, j'aime bien croire au bon sens commun. Je préfère une approche participative et plus responsabilisante de la santé. Le citoyen construit sa propre perception des risques, faisons-lui confiance pour qu'il sache alors s'y adapter. »*

Membre du conseil scientifique Covid-19, l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault distingue elle aussi *« deux traditions de la santé publique française. La première s'est forgée dans la lutte contre les maladies infectieuses, depuis l'époque coloniale : c'est un "humanitarisme vertical d'État". Mais il y a une autre tradition de santé publique, pour laquelle l'accès à un système de santé universel et à un système de santé protecteur constitue deux valeurs cardinales »*.

Tous les membres du conseil scientifique viennent de cosigner un article publié dans le *Lancet* le 16 juillet sur leur rôle dans la construction d'une réponse de santé publique à l'épidémie de Covid-19. *« C'est la première fois que nous communiquons sur notre stratégie, qui se nourrit de ces deux traditions de la santé publique française »*, poursuit Laëtitia Atlani-Duault. **Comme Jean-François Delfraissy**, elle aussi regrette que le gouvernement n'ait pas entendu les appels répétés du conseil scientifique et d'associations à la création d'un *« comité citoyen, pour aider à la prise de décision politique, qui a besoin de la participation et de l'information de tous »*.

Le conseil scientifique ne cesse pas de travailler pendant l'été. Il vient de rendre au gouvernement un avis sur la stratégie de dépistage, qui doit être rendu public dans les prochains jours.

L'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault, membre du conseil scientifique, indique simplement que l'ensemble du conseil est « *très inquiet devant l'évolution de l'épidémie* ».

Coronavirus : le Conseil scientifique dresse un "constat d'échec" du dispositif de quatorzaine

francebleu.fr/infos/sante-sciences/quatorzaine-le-conseil-scientifique-dresse-un-constat-d-echec-1599716353

September 10, 2020

Le Conseil scientifique a dressé un "constat d'échec" du dispositif de quatorzaine. Il est trop peu respecté. Raccourcie à sept jours cette période d'isolement sera mieux acceptée et permettra d'être plus efficace contre la contamination indique l'avis rendu public mercredi.

Chargé de conseiller le pouvoir face à l'épidémie, le Conseil de défense recommande de **revoir les modalités d'isolement** dans son Avis n°9 du 03 septembre 2020. Ces préconisations seront étudiées vendredi 11 septembre 2020, lors d'un conseil de défense à l'Élysée.

Ecourter la quatorzaine à sept jours

Ce conseil de défense spécial Covid devrait entériner la décision de raccourcir la quarantaine à sept jours, pour laquelle le Conseil scientifique émet un avis favorable. Le ministre de la Santé Olivier Véran l'avait sollicité considérant que la période de 14 jours était "*trop longue*" au vu des dernières connaissances. **La contamination est importante durant sept jours** (entre les deux jours avant l'apparition des symptômes et les cinq jours suivant). Une durée d'isolement plus courte pourrait ainsi être davantage appliquée par la population.

Peu de personnes respectent l'isolement

"*Aujourd'hui peu de gens s'isolent*" a regretté Laëtitia Atlani, anthropologue et membre du Conseil scientifique, mercredi au cours d'une conférence de presse en ligne. **Certains refusent**, en particulier les "*asymptomatiques*" en raison des "**pressions liées à l'emploi**", d'un "**dispositif contraignant**" ou encore la " **Crainte d'une ingérence des services de l'État dans la vie privée**".

Manque de communication

Le Conseil scientifique déplore aussi un manque de communication auprès du grand public sur les critères exacts de l'isolement et sur ses modalités. **Attendre le résultat du test pour s'isoler "c'est presque trop tard"**. Il faut s'isoler dès les signes de suspicion or, beaucoup l'ignorent.

Supprimer le délai de carence

L'isolement n'empêche pas, quand l'activité le permet, de "**télétravailler en l'absence de symptômes**", a aussi précisé Laëtitia Atlani. Mais dans le même temps, le Conseil estime qu'il faudrait supprimer le "**délai de carence**" pour les salariés en arrêt de travail pour ce motif. Une "**prime de compensation de perte de revenus pour les professions indépendantes**" faciliterait le respect de l'isolement.

Mieux organiser l'isolement à domicile, avec livraison et soin

Face à l'échec des résidences dédiées comme les hôtels destinés aux quarantaines, le Conseil scientifique privilégie la mise à l'abri au domicile, "**même si cela implique l'isolement de toute la famille**". Il faudrait aussi prévoir "*un service de prise en charge à domicile des besoins (nourriture,*

soins de santé, assistantes sociales, etc.) si nécessaire".

Manque de financement

Le conseil déplore aussi l'absence de cahier des charges précis et d'un budget dédié à l'échelle nationale, **faisant reposer l'organisation et le financement sur les collectivités locales**. Ce qui s'est traduit par "*une très forte hétérogénéité de la réponse selon les territoires*", observe Laëtitia Atlani.

Adhésion citoyenne, avant des mesures plus contraignantes

Dans un premier temps, le Conseil scientifique privilégie de "*s'appuyer sur l'adhésion citoyenne*" pour respecter cette période de mise à l'écart. Mais "**_sans exclure que si la situation sanitaire le nécessitait, en particulier dans certaines régions_, on puisse passer à une situation de contrainte**", a averti Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique.

La stratégie "tester, tracer, isoler" pas suffisamment appliquée, des mesures plus contraignantes envisagées

 [rmc.bfmtv.com/emission/la-strategie-tester-tracer-isoler-pas-suffisamment-appliquee-des-mesures-plus-contraignantes-envisagees-1974484.html](https://www.rmc.bfmtv.com/emission/la-strategie-tester-tracer-isoler-pas-suffisamment-appliquee-des-mesures-plus-contraignantes-envisagees-1974484.html)

Caroline Philippe avec Guillaume Dussourt

September 10, 2020



Le niveau de l'épidémie est "inquiétant" en France et le gouvernement "va être obligé de prendre un certain nombre de décisions difficiles dans les huit à dix jours maximum", juge le président du Conseil scientifique Jean-François Delfraissy. Car selon lui, le triptyque "tester, tracer, isoler", stratégie promue par le gouvernement, ne fonctionne pas.

C'est ce que constate le docteur Bertrand Legrand, médecin généraliste à Tourcoing observe que l'isolement des personnes testées positives et des cas contacts n'est pas toujours respecté: Dans les écoles on voit des professeurs en cours de symptômes qui vont travailler. Il y a des fêtes de mariage où des personnes positives se rendent et après on se retrouve avec une ribambelle de contaminés".

"On met la pression car la stratégie "tester, tracer, isoler" n'est pas assez respectée", confirme ce jeudi sur RMC Laëtitia Atlani-Duault, anthropologue et membre du conseil scientifique.

Alors dans certaines régions, le conseil scientifique n'écarte pas la possibilité de mettre en place des "mesures contraignantes" pour la période d'isolement. Une éventualité qui exaspère Rémy Sebbah, médecin généraliste à Marseille et président de la Confédération des syndicats Médicaux Français dans les Bouches-du-Rhône: "C'est ahurissant. on va mettre toutes les personnes susceptibles de le développer dans des ghettos ? Il y a un ras le bol dans la population", assure Rémy Sebbah, médecin généraliste à Marseille et président".

"Le conseil scientifique c'est une chose, mais il faut comprendre que les Français donnent leur avis et il faut écouter leur avis!", plaide-t-il.

Des mesures d'accompagnement pour les personnes isolées

Et c'est bien là tout l'enjeu car une récente enquête de la direction générale de la santé montre très clairement le manque d'adhésion de la population à la stratégie d'isolement.

Le conseil scientifique justement, veut réduire la durée d'isolement et mettre en place des mesures d'accompagnement pour aider les personnes concernées avant de sévir: "Nous souhaitons réduire la durée d'isolement, de 14 à 7 jours. Tout d'abord parce que les données scientifiques montrent que le risque est maximum jusqu'à sept jours et aussi parce que nous jugeons cette mesure très contraignante", promet Laëtitia Atlani-Duault.

"La seconde recommandation c'est la mise en place de mesures d'accompagnement comme des prescriptions d'arrêt de travail, des primes de compensation pour perte de revenus comme les professions indépendantes, des services d'accompagnement à domicile", ajoute-t-elle.



AFP Infos Françaises
vendredi 11 septembre 2020 - 08:37:56 GMT 764 mots

Covid-19: une situation qui inquiète, des décisions qu'on attend

Paris, 11 sept 2020 (AFP) - - La journée des "décisions difficiles"? Un conseil de défense se réunit vendredi en fin de matinée et prendra des mesures pour "donner de la visibilité sur les prochaines semaines", selon Emmanuel Macron, au moment où la France redoute un rebond de l'épidémie de Covid-19.

Le gouvernement "va être obligé de prendre un certain nombre de décisions difficiles", "dans les huit à dix jours maximum", a prévenu mercredi Jean-François Delfraissy, le président du Conseil scientifique qui guide les pouvoirs publics.

Un avertissement fracassant qu'a nuancé le président de la République jeudi: "Le Conseil scientifique est dans son rôle, qui est technique", mais c'est aux dirigeants politiques de "prendre des décisions".

"Il faut, je pense, continuer à être exigeants, réalistes, sans céder à quelque panique que ce soit", a déclaré le chef de l'Etat, qui souhaite "donner de la visibilité sur les prochaines semaines".

"Ce sont évidemment les politiques qui décident, on est là pour les aider à prendre des décisions qui sont extrêmement difficiles, et en aucune façon il n'y a eu ni l'envie, ni une tentative de pouvoir médical", a concédé le Pr Delfraissy vendredi matin.

Le tableau général est préoccupant, avec des indicateurs qui ne cessent de se dégrader, en particulier dans certaines régions comme Provence-Alpes-Côte d'Azur. Sur l'ensemble de la France, le nombre de cas positifs et le taux de positivité des tests augmentent régulièrement ces dernières semaines.

Dans une moindre mesure, cela commence à se ressentir sur le nombre de personnes transférées à l'hôpital, voire, pour les cas les plus graves, en réanimation.

- Près de 10.000 cas -

Près de 10.000 cas (9.843) de Covid-19 ont été enregistrés en 24 heures, selon les données rendues publiques jeudi soir. Un niveau record depuis le début de l'épidémie et le lancement des tests à grande échelle dans le pays.

Or, une augmentation du nombre de personnes infectées va entraîner "mécaniquement" une hausse des cas graves, avec quelques semaines de décalage, a mis en garde le ministre de la Santé Olivier Véran.

Le nombre de malades hospitalisés en réa a d'ailleurs dépassé jeudi la barre des 600, pour la première fois depuis fin juin, même si on reste très loin des 7.000 du mois d'avril, au pic de l'épidémie.

Toute la question est de savoir dans quelles proportions le nombre d'hospitalisations va augmenter.

Echaudés par la première vague, nombre de médecins craignent que les hôpitaux et les services de réa soient à

nouveau débordés cet automne.

Actuellement, le virus circule surtout parmi les jeunes, population peu à risque, mais les personnes âgées et celles en mauvaise santé seront inexorablement touchées, préviennent-ils.

"Ce qui est complexe dans cette situation, c'est que comme les gens ne voient pas" augmenter fortement le nombre d'hospitalisés et de morts, "ils disent: +On en fait trop+. Alors que c'est la seule façon de contenir la situation", a analysé l'épidémiologiste Dominique Costagliola dans l'émission "C dans l'air".

- **"Bulle"** -

A l'inverse, dans une tribune publiée vendredi dans Le Parisien, plusieurs chercheurs et scientifiques dénoncent "la communication anxiogène" des autorités qui, selon eux, "exagèrent systématiquement les dangers". Parmi les 35 signataires, l'épidémiologiste Laurent Toubiana et le philosophe André Comte-Sponville, qui sont sur cette ligne depuis le début de la pandémie.

Reste donc à savoir quelles mesures seront annoncées, alors que les grands rassemblements sont déjà interdits et que le masque est obligatoire dans les lieux publics fermés ainsi que dans les rues de certaines grandes villes.

Le Pr Delfraissy a évoqué un renforcement de la protection des personnes âgées ou à risque (diabète, obésité, maladies respiratoires...) pour "créer une sorte de bulle" autour d'elles.

En outre, limiter le nombre de personnes à un rassemblement, y compris à la maison, "fait partie des éléments sur la table", a dit sur France Info jeudi l'un des membres du Conseil scientifique, Bruno Lina.

De son côté, le collectif de médecins Stop-Postillons a demandé que le masque soit porté par les enfants dès 6 ans, à l'école primaire, et non dès le collège.

Enfin, le conseil de défense devrait écourter à sept jours, contre 14 actuellement, la période d'isolement des personnes contaminées ou ayant été en contact prolongé avec une personne infectée.

Le Conseil scientifique y est favorable, car le dispositif actuel ne fonctionne pas. "On peut faire plusieurs constats d'échecs", a déclaré l'une des membres du Conseil, Laëtitia Atlani. Parmi ces échecs, "une augmentation du refus" de l'isolement, mais aussi des insuffisances dans les dispositifs sociaux d'accompagnement et de dédommagement de ceux qui doivent s'y soumettre.

bur-pr/BC/may/shu

Aussi paru dans 11 septembre 2020 - L'Humanité (site web réf.)

Santé

Mesures sociales sur fond de hausse de Covid

Camille Bauer

Emmanuel Macron devrait annoncer, ce vendredi, des dispositions pour répondre à la remontée de l'épidémie.

«S'adapter à l'évolution du virus, ralentir au maximum la circulation de celui-ci, tout en permettant de continuer à vivre. » En quelques mots, Emmanuel Macron a résumé, jeudi, l'équilibre que va devoir respecter le Conseil de défense pour élaborer les réponses à la hausse de la circulation du Covid-19. Des annonces que le président devrait rendre publiques ce vendredi. Le niveau de l'épidémie est « inquiétant », a alerté mercredi Jean-François Delfraissy, le président du Conseil scientifique. Le gouvernement « va être obligé de prendre un certain nombre de décisions difficiles », « dans les huit à dix jours au maximum », a-t-il estimé. Dans certaines zones, les hausses concernent les contaminations mais aussi les hospitalisations. Le Conseil scientifique a ainsi mis en avant le cas de la région Paca, qui pourrait « se trouver en situation difficile en termes de lits de réanimation dans les semaines qui viennent ». Jeudi, le centre hospitalier de la Guadeloupe a indiqué être au bord de la « saturation ».

Face à la menace, certains ministres ont d'ores et déjà commencé à annoncer des mesures d'accompagnement. Le gouvernement va ainsi « maintenir le niveau de prise en charge » du chômage partiel de longue durée à 84 % du salaire net « jusqu'à l'été prochain », a déclaré, jeudi, sur BFM, la ministre du Travail, Élisabeth Borne. Autre question en suspens depuis plusieurs jours, celle du sort réservé aux parents, contraints de garder leurs enfants en cas de fermeture de classe pour cause de contamination. Ils vont « bénéficier d'un revenu de remplacement dès le premier jour de leur arrêt de travail, et au plus tard jusqu'à la fin de la période d'isolement », a tranché le ministère de la Santé.

Le président de la République devrait aussi se prononcer sur la question du nombre de jours d'isolement nécessaires pour les cas contaminés. Le Conseil scientifique préconise de les réduire de 14 à 7, les Français ayant du mal à respecter la quatorzaine. En principe plus efficace parce que mieux acceptée, une baisse du nombre de jours doit cependant s'accompagner d'un isolement plus précoce. « Nos concitoyens ont l'idée qu'ils s'isolent quand ils ont un test positif. C'est presque trop tard : il faut s'isoler dès les signes de suspicion clinique », a indiqué Laëtitia Atlani, anthropologue du Conseil scientifique. Un conseil que les salariés auront sans doute du mal à faire valoir auprès de leurs employeurs.



• Actualités

"Covid-19 Ad Memoriam": l'impact sociétal de la pandémie à la loupe

Publié le 15/09/2020

 Lecture 2 min.



AFP/Relaxnews
Agence de Presse



La pandémie de Covid-19 et le confinement ont provoqué un choc dans la société, mais qu'en retiendrons-nous à l'avenir ? Quelles séquelles sociales, psychologiques, culturelles... laissera cette expérience collective inédite ? Un nouvel institut de recherche mène la réflexion.

Sommaire

1 | "Agent invisible"

Depuis sa création en juin, l'Institut "Covid-19 Ad Memoriam" collecte, archive et analyse les traces et mémoires de cette crise sans précédent. En partant de ce constat: *"par la durée et l'intensité des mesures prises - ne serait-ce que par le confinement de l'ensemble de la population", l'épidémie constitue "une rupture anthropologique majeure, porteuse de conséquences durables"*.

Lesquelles ? *"Il est trop tôt pour avoir une réponse collective fine", estime la chercheuse Laetitia Atlani, qui pilote l'institut. Son ambition est donc de "réfléchir collectivement, pour maintenir la société française unie dans la durée, parce qu'elle est secouée. C'est nécessaire, à la fois scientifiquement et politiquement"*.

L'idée n'était pas de créer *"un énième institut"*, mais une *"plateforme dédiée"*. Car *"il manquait un espace de collecte, mais aussi d'échanges et de débats"*, explique à l'AFP cette anthropologue, également membre du Conseil scientifique chargé d'éclairer les pouvoirs publics.

Multidisciplinaire, "Covid Ad Memoriam" rassemble des *"mondes qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble"*: chercheurs en sciences fondamentales et sciences sociales (CNRS, Inserm...), mais aussi acteurs de la santé (comme le Samu), juristes, représentants des communautés religieuses, associations de victimes, personnalités du monde de la culture (cinéma, festivals...).

"Agent invisible"

"Nous ne voulions pas laisser le monopole aux seuls chercheurs, et permettre un accès plus large de la population. Car chacun a vécu cette période particulière de manière très différenciée, et chaque expérience subjective est intéressante", développe Laetitia Atlani.

Et *"vivre une expérience sans la transmettre, c'est la trahir"*, commente-t-elle, citant le prix Nobel de la Paix Elie Wiesel.

Données de recherche, manuscrits, journaux intimes, photos, vidéos, histoire orale dans les entreprises, les hôpitaux... Tous ces témoignages ont vocation à être

compilés, pour nourrir les travaux du consortium.

L'objet des recherches, c'est "cet agent invisible" auquel la société fait face, explique dans un communiqué l'institut, dont le président d'honneur est Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique.



Les précautions sanitaires drastiques, imposées au pic de l'épidémie, ont "*bouleversé le rapport à la finitude et à la mort, y compris en perturbant la pratique des rituels permettant aux sociétés de surmonter les grands traumatismes*".

Outre ce deuil bouleversé, l'isolement, la "*dématérialisation des relations*", la "perte des repères" avec les visages dissimulés derrière le masque, ont aussi affecté la population, et auront un impact psychologique certain.

Mais l'institut examine également les éventuelles "*mutations positives*" que la pandémie a pu accélérer (télétravail, télé médecine...).

En parallèle, il contribue à "*l'invention collective de pratiques commémoratives*" de l'événement.

"Covid-19 Ad Memoriam" devrait livrer son diagnostic dans quatre ans.

Covid: face à la mort, une société nue

 laprovence.com/article/france-monde/6200151/covid-face-a-la-mort-une-societe-nue.html

December 6, 2020

- dimanche 06/12/2020 à 08h44 - Mis à jour à 11h26
- | [France - Monde](#)

Par © 2020 AFP Par Juliette COLLEN

Paris - Une funèbre litanie égrenée chaque soir, une déferlante d'images de malades intubés, de cercueils... Avec la pandémie de Covid, la mort s'est brutalement rappelée au souvenir d'une société habituée à la cacher et a bousculé les liens entre vivants et défunts.

Des experts interrogés par l'AFP tentent de comprendre ce qui se joue en coulisses de cette tragédie moderne.

Une épidémie sans mémoire ?

La pandémie interroge notre rapport à la mort de façon inédite et nous manquons de points de repères. Pour l'historienne Isabelle Séguy, le coronavirus a révélé une "forme d'oubli": "Sous l'Ancien régime, les épidémies se succédaient suffisamment rapidement pour que les gens en gardent la mémoire. Puis il y a eu des générations et des générations sans épidémies".

La grippe espagnole en 1918? "Les gens revenaient de quatre années de guerre et de barbarie, elle n'a pas provoqué de sentiment de peur comme l'avait fait la peste", observe cette spécialiste des épidémies.

La grippe de Hong Kong de 1968-1970? (30.000 morts) "En France, Pompidou n'avait même pas éprouvé le besoin de prendre la parole à la télévision!", se souvient Antoine Garapon, magistrat associé à l'institut "Covid Ad Memoriam", qui planche sur l'impact sociétal de la pandémie. "On était dans un tout autre rapport au temps, on était encore dans les Trente Glorieuses".

Et le Sida? Le VIH s'attaquait à des jeunes, contrairement au SARS-CoV2. "Aujourd'hui, nous avons une représentation de la mort au grand âge, que le Covid amplifie. De ce point de vue, il bouleverse moins le rapport à la mort ordinaire", note la sociologue Gaëlle Clavandier, auteur de "La mort collective".

Le déni jusqu'au paroxysme

"Cette pandémie est venue nous rappeler que nous étions tous vulnérables", analyse Sadek Beloucif, chef de service en anesthésie-réanimation à l'hôpital Avicenne de Bobigny. C'est nouveau, car "la mort a été progressivement évacuée de nos sociétés", poursuit le médecin, également associé aux travaux de Covid Ad Memoriam. "Quand j'étais petit, dans les années 1960, je voyais souvent de grandes tentures noires sur les immeubles en signe de deuil".

Avant le Covid, notre société avait "basculé dans le rêve transhumaniste qui promettait de +tuer la mort+", appuie le philosophe Eric Chevet, auteur de "La mort aujourd'hui". S'en est suivi un "effacement progressif des symboles et rituels", qu'il nomme "déli symbolique".

Tentés d'oublier la mort naturelle, nous n'étions donc pas préparés au pire, et rendus "hyper sensibles au tragique". Lors de la première vague, le déni a été "poussé jusqu'au paroxysme avec l'impossibilité de participer aux cérémonies funéraires, ou d'accompagner les personnes en fin de vie", ajoute le philosophe.

La souffrance été d'autant plus vive que les proches n'ont pu accéder à l'hôpital, devenu aujourd'hui le principal lieu de décès, relève le sociologue Arnaud Esquerré.

La sidération

"Tout à coup, on a parlé que de ça", témoigne François Chauchot, psychiatre à l'hôpital Saint-Anne. Le virus a littéralement "envahi notre champ psychique et nos échanges. C'est la première fois qu'on parle autant de maladie, qu'on voit des images de malades intubés", remarque ce spécialiste du trouble panique.

Ce "raz-de-marée" sur la pathologie a provoqué chez ses patients "une sidération, une angoisse brute peu exprimable autrement que par +j'ai peur de mourir+, d'une maladie d'autant plus redoutée qu'on étouffe, et qui donne l'impression d'une infestation".

"On ne pouvait plus penser autrement qu'en termes de risque de mourir, créant une impossibilité psychique de réfléchir, justement, à la mort", regrette-t-il. "Avancer que le coronavirus tuait essentiellement des personnes âgées n'était pas audible. Et c'était culpabilisant de se sentir responsable de la mort de son voisin".

La peur a généré des mécanismes de défense, comme la recherche d'un coupable, ajoute le juriste Antoine Garapon, qui se dit "frappé par la vague de judiciarisation" survenue au printemps (procès contre le gouvernement, des médecins, des employeurs...). Il y voit le signe d'une société en "panique morale", qui attend de la justice qu'elle "confère un sens à la mort, parce qu'elle ne peut vivre sans un système d'interprétation du mal".

La lassitude et l'espoir

Pourquoi la "grande faucheuse" fait-elle moins la Une en cette deuxième vague? "Avec le temps, nous nous sommes habitués aux chiffres de la mortalité parce qu'ils restent abstraits. La mathématisation fait écran", analyse Eric Chevet.

Ces chiffres ne sont "pas incarnés, il y a peu de visages associés, comme ça peut être le cas avec les attentats", remarque Gaëlle Clavandier. "Dans la plupart des situations de mort de masse --attentats, catastrophes-- on est sur une temporalité réduite. Deux vagues successives, c'est inédit".

La peur est aussi atténuée par les masques, une meilleure connaissance de la maladie et l'horizon d'un vaccin.

Le vocabulaire guerrier des pouvoirs publics a disparu, de même que les applaudissements au balcon. "Le premier confinement a provoqué un extraordinaire élan de solidarité (...). Aujourd'hui, on semble perdus, on n'arrive plus à trouver nos héros", avance Antoine Garapon.

La "fatigue psychique et le sentiment d'impuissance" ont succédé à l'angoisse, dit le Dr Chauchot. A l'image de ces grands-parents qui prennent le risque de voir leurs petits-enfants. "Pendant les années Sida, se rappelle le Dr Beloucif, certains avaient des rapports non protégés, par besoin de normalité".

Actualité

Paris

Covid: face à la mort, une société nue

Paris - Une funèbre litanie égrenée chaque soir, une déferlante d'images de malades intubés, de cercueils... Avec la pandémie de Covid, la mort s'est brutalement rappelée au souvenir d'une société habituée à la cacher et a bousculé les liens entre vivants et défunts.



Des employés d'une entreprise funéraire ferment le cercueil d'une personne décédée du Covid-19 dans un hôpital à Mulhouse, le 5 avril 2020
afp.com/SEBASTIEN BOZON

Actualité

Des experts interrogés par l'AFP tentent de comprendre ce qui se joue en coulisses de cette tragédie moderne.

Une épidémie sans mémoire ?

La pandémie interroge notre rapport à la mort de façon inédite et nous manquons de points de repères. Pour l'historienne Isabelle Séguy, le coronavirus a révélé une *"forme d'oubli"*: *"Sous l'Ancien régime, les épidémies se succédaient suffisamment rapidement pour que les gens en gardent la mémoire. Puis il y a eu des générations et des générations sans épidémies"*.

La grippe espagnole en 1918? *"Les gens revenaient de quatre années de guerre et de barbarie, elle n'a pas provoqué de sentiment de peur comme l'avait fait la peste"*, observe cette spécialiste des épidémies.

La grippe de Hong Kong de 1968-1970? (30.000 morts) *"En France, Pompidou n'avait même pas éprouvé le besoin de prendre la parole à la télévision!"*, se souvient Antoine Garapon, magistrat associé à l'institut *"Covid Ad Memoriam"*, qui planche sur l'impact sociétal de la pandémie. *"On était dans un tout autre rapport au temps, on était encore dans les Trente Glorieuses"*.

Et le Sida? Le VIH s'attaquait à des jeunes, contrairement au SARS-CoV2. *"Aujourd'hui, nous avons une représentation de la mort au grand âge, que le Covid amplifie. De ce point de vue, il bouleverse moins le rapport à la mort ordinaire"*, note la sociologue Gaëlle Clavandier, auteur de *"La mort collective"*.

Le déni jusqu'au paroxysme

"Cette pandémie est venue nous rappeler que nous étions tous vulnérables", analyse Sadek Beloucif, chef de service en anesthésie-réanimation à l'hôpital Avicenne de Bobigny. C'est nouveau, car *"la mort a été progressivement évacuée de nos sociétés"*, poursuit le médecin, également associé aux travaux de Covid Ad Memoriam. *"Quand j'étais petit, dans les années 1960, je voyais souvent de grandes tentures noires sur les immeubles en signe de deuil"*.

Avant le Covid, notre société avait *"basculé dans le rêve transhumaniste qui promettait de +tuer la mort+"*, appuie le philosophe Eric Chevet, auteur de *"La mort aujourd'hui"*.

S'en est suivi un "*effacement progressif des symboles et rituels*", qu'il nomme "*déni symbolique*".

Tentés d'oublier la mort naturelle, nous n'étions donc pas préparés au pire, et rendus "*hyper sensibles au tragique*". Lors de la première vague, le déni a été "*poussé jusqu'au paroxysme avec l'impossibilité de participer aux cérémonies funéraires, ou d'accompagner les personnes en fin de vie*", ajoute le philosophe.

La souffrance été d'autant plus vive que les proches n'ont pu accéder à l'hôpital, devenu aujourd'hui le principal lieu de décès, relève le sociologue Arnaud Esquerré.

La sidération

"*Tout à coup, on a parlé que de ça*", témoigne François Chauchot, psychiatre à l'hôpital Saint-Anne. Le virus a littéralement "*envahi notre champ psychique et nos échanges. C'est la première fois qu'on parle autant de maladie, qu'on voit des images de malades intubés*", remarque ce spécialiste du trouble panique.

Ce "*raz-de-marée*" sur la pathologie a provoqué chez ses patients "*une sidération, une angoisse brute peu exprimable autrement que par +j'ai peur de mourir+, d'une maladie d'autant plus redoutée qu'on étouffe, et qui donne l'impression d'une infestation*".

"*On ne pouvait plus penser autrement qu'en termes de risque de mourir, créant une impossibilité psychique de réfléchir, justement, à la mort*", regrette-t-il. "*Avancer que le coronavirus tuait essentiellement des personnes âgées n'était pas audible. Et c'était culpabilisant de se sentir responsable de la mort de son voisin*".

La peur a généré des mécanismes de défense, comme la recherche d'un coupable, ajoute le juriste Antoine Garapon, qui se dit "*frappé par la vague de judiciarisation*" survenue au printemps (procès contre le gouvernement, des médecins, des employeurs...). Il y voit le signe d'une société

en "*panique morale*", qui attend de la justice qu'elle "*confère un sens à la mort, parce qu'elle ne peut vivre sans un système d'interprétation du mal*".

La lassitude et l'espoir

Pourquoi la "*grande faucheuse*" fait-elle moins la Une en cette deuxième vague? "*Avec le temps, nous nous sommes habitués aux chiffres de la mortalité parce qu'ils restent abstraits. La mathématisation fait écran*", analyse Eric Chevet.

Ces chiffres ne sont "*pas incarnés, il y a peu de visages associés, comme ça peut être le cas avec les attentats*", remarque Gaëlle Clavandier. "*Dans la plupart des situations de mort de masse --attentats, catastrophes-- on est sur une temporalité réduite. Deux vagues successives, c'est inédit*".

La peur est aussi atténuée par les masques, une meilleure connaissance de la maladie et l'horizon d'un vaccin.

Le vocabulaire guerrier des pouvoirs publics a disparu, de même que les applaudissements au balcon. "*Le premier confinement a provoqué un extraordinaire élan de solidarité (...). Aujourd'hui, on semble perdus, on n'arrive plus à trouver nos héros*", avance Antoine Garapon.



L'application L'Express

Pour suivre l'analyse et le décryptage où que vous soyez



Télécharger l'app

La "*fatigue psychique et le sentiment d'impuissance*" ont succédé à l'angoisse, dit le Dr Chauchot. A l'image de ces grands-parents qui prennent le risque de voir leurs petits-enfants. "*Pendant les années Sida, se rappelle le Dr Beloucif, certains avaient des rapports non protégés, par besoin de normalité*".

La mort revient à la surface

Décryptage. Une funèbre litanie égrenée chaque soir, une déferlante d'images de malades intubés, de cercueils... Avec la pandémie de Covid, la mort s'est brutalement rappelée au souvenir d'une société habituée à la cacher et à bousculer les liens entre vivants et défunts.

Des experts interrogés tentent de comprendre ce qui se joue en coulisses de cette tragédie moderne.

Une épidémie sans mémoire ?

La pandémie interroge notre rapport à la mort de façon inédite et nous manquons de points de repères. Pour l'historienne Isabelle Séguy, le coronavirus a révélé une « *forme d'oubli* » : « *Sous l'Ancien régime, les épidémies se succédaient suffisamment rapidement pour que les gens en gardent la mémoire. Puis il y a eu des générations et des générations sans épidémies* » .

La grippe espagnole en 1918 ? « *Les gens revenaient de quatre années de guerre et de barbarie, elle n'a pas provoqué de sentiment de peur comme l'avait fait la peste* » , observe cette spécialiste des épidémies.

La grippe de Hong Kong de 1968-1970 ? (30 000 morts) « *En France, Pompidou n'avait même pas éprouvé le besoin de prendre la parole à la télévision !* » , se souvient Antoine Garapon, magistrat associé à l'institut « Covid Ad Memoriam », qui planche sur l'impact sociétal de la pandémie. « *On était dans un tout autre rapport au temps, on était encore dans les Trente Glorieuses* » .

Et le Sida ? Le VIH s'attaquait à des jeunes, contrairement au SARS-CoV2. « *Aujourd'hui, nous avons une représentation de la mort au grand âge, que le Covid amplifie. De ce point de vue, il bouleverse moins le rapport à la mort ordinaire* » , note la sociologue Gaëlle Clavandier, auteur de « La mort collective » .

Le déni jusqu'au paroxysme

« *Cette pandémie est venue nous rappeler que nous étions tous vulnérables* » , analyse Sadek Beloucif, chef de service en anesthésie-réanimation à l'hôpital Avicenne de Bobigny. C'est nouveau, car « *la mort a été progressivement évacuée de nos sociétés* » , poursuit le médecin, également associé aux travaux de Covid Ad Memoriam. « *Quand j'étais petit, dans les années 1960, je voyais souvent de grandes tentures noires sur les immeubles en signe de deuil* » .

Avant le Covid, notre société avait « *basculé dans le rêve transhumaniste qui promettait de "tuer la mort"* » , appuie le philosophe Eric Chevet, auteur de « La mort aujourd'hui » . S'en est suivi un « *effacement progressif des symboles et rituels* » , qu'il nomme « déni symbolique » .

Tentés d'oublier la mort naturelle, nous n'étions donc pas préparés au pire, et rendus « *hyper sensibles au tragique* ». Lors de la première vague, le déni a été « poussé jusqu'au paroxysme avec l'impossibilité de participer aux cérémonies funéraires, ou d'accompagner les personnes en fin de vie », ajoute le philosophe.

La souffrance été d'autant plus vive que les proches n'ont pu accéder à l'hôpital, devenu aujourd'hui le principal lieu de décès, relève le sociologue Arnaud Esquerré.

La sidération

« *Tout à coup, on a parlé que de ça* », témoigne François Chauchot, psychiatre à l'hôpital Saint-Anne. Le virus a littéralement « *envahi notre champ psychique et nos échanges. C'est la première fois qu'on parle autant de maladie, qu'on voit des images de malades intubés* », remarque ce spécialiste du trouble panique.

Ce « *raz-de-marée* » sur la pathologie a provoqué chez ses patients « *une sidération, une angoisse brute peu exprimable autrement que par "j'ai peur de mourir", d'une maladie d'autant plus redoutée qu'on étouffe, et qui donne l'impression d'une infestation* ».

« *On ne pouvait plus penser autrement qu'en termes de risque de mourir, créant une impossibilité psychique de réfléchir, justement, à la mort* », regrette-t-il. « *Avancer que le coronavirus tuait essentiellement des personnes âgées n'était pas audible. Et c'était culpabilisant de se sentir responsable de la mort de son voisin* ».

La peur a généré des mécanismes de défense, comme la recherche d'un coupable, ajoute le juriste Antoine Garapon, qui se dit « *frappé par la vague de judiciarisation* » survenue au printemps (procès contre le gouvernement, des médecins, des employeurs...). Il y voit le signe d'une société en « *panique morale* », qui attend de la justice qu'elle « *confère un sens à la mort, parce qu'elle ne peut vivre sans un système d'interprétation du mal* ».

La lassitude et l'espoir

Pourquoi la « *grande faucheuse* » fait-elle moins la Une en cette deuxième vague ? « *Avec le temps, nous nous sommes habitués aux chiffres de la mortalité parce qu'ils restent abstraits. La mathématisation fait écran* », analyse Eric Chevet.

Ces chiffres ne sont « pas incarnés, il y a peu de visages associés, comme ça peut être le cas avec les attentats », remarque Gaëlle Clavandier. « *Dans la plupart des situations de mort de masse - attentats, catastrophes - on est sur une temporalité réduite. Deux vagues successives, c'est inédit* ».

La peur est aussi atténuée par les masques, une meilleure connaissance de la maladie et l'horizon d'un vaccin.

Le vocabulaire guerrier des pouvoirs publics a disparu, de même que les applaudissements au balcon. « *Le premier confinement a provoqué un extraordinaire élan de solidarité (...). Aujourd'hui, on semble perdus, on n'arrive plus à trouver nos héros* », avance Antoine Garapon.

La « *fatigue psychique et le sentiment d'impuissance* » ont succédé à l'angoisse, dit le Dr Chauchot. A l'image de ces grands-parents qui prennent le risque de voir leurs petits-enfants. « *Pendant les années Sida, se rappelle le Dr Beloucif, certains avaient des rapports non protégés, par besoin de normalité* ».



« Monsieur le président, rendons hommage aux victimes du Covid »

EXCLUSIF Dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, Sabrina, endeuillée par la mort de son père et de son frère, et l'association Victimes du Covid-19 réclament une cérémonie nationale.

Par Elsa Mari

Les jours défilent, les morts s'accumulent, mais son amertume reste « intacte ». Cette souffrance à vif, Sabrina Sellami, 44 ans, ne peut plus la supporter. On lui a volé son deuil, répète-t-elle alors que son père Nour, 82 ans, et son frère Zerouk, 56 ans, ont été emportés en mars, à vingt-quatre jours d'intervalle. Ils sont partis sans qu'on leur tienne la main, enterrés à toute allure par peur du virus.

Dès lors, comment réaliser, accepter, se reconstruire ? Le temps qui passe n'y change rien. Pour elle, comme pour des milliers d'autres. « Pourquoi nous, les familles de victimes, on ne nous entend pas, on ne nous voit pas alors que des médecins sont reçus tous les jours sur les plateaux télé ? s'interroge-t-elle. Aujourd'hui, que fait-on pour tous ces morts, partis dans des conditions inhumaines ? »

Ce cri de colère, ultime appel au secours, Sabrina, référente pour l'Ile-de-France de l'association Victimes du Covid-19, a décidé de l'adresser au président dans une lettre ouverte (voir ci-dessous). A nouveau, elle réclame à Emmanuel Macron un hommage national qui permettrait de « réhabiliter la dignité des personnes disparues » et d'initier un travail de deuil en suspens. « Quand on pose la question, on nous répond que l'épidémie n'est pas finie, que la priorité est le combat pour la vie. Vous croyez

qu'on ne le sait pas ? Mais si une journée de deuil national n'est pas décrétée, organisons au moins un hommage. C'est la seule chose qui nous apaiserait. L'Espagne l'a fait et il a duré dix jours ! » D'où l'interrogation de Sabrina : combien faut-il de victimes pour qu'il ait enfin lieu, « 100 000... plus » ?

« Jetés dans des cercueils »

71 342 hommes et femmes sont décédés du Covid, 369 rien que ces dernières vingt-quatre heures. L'espérance de vie a baissé, le taux de mortalité augmenté de 9 %. « On est tous concernés, liés les uns les autres par cette épidémie. » Avec les membres de l'association, elle souhaiterait être reçue par le chef de l'Etat. « On nous dit qu'il est très occupé. Il a le temps d'appeler Bigard après son coup de gueule sur la fermeture des bars, mais pas de nous rencontrer dix minutes ? »

Si Sabrina est si révoltée, c'est aussi parce que, après le choc du printemps, elle a lu les livres des médecins sur la crise, à la rentrée, racontant qu'ils n'étaient pas prêts. « J'ai appris qu'au début les hôpitaux ne faisaient même pas de tests, pourquoi l'Etat ne reconnaît-il pas cette impréparation ? »

Nour, son père, lui, a dû attendre six jours avant d'être dépisté. Pendant ce temps, Zerouk, son fils, l'a veillé

longuement dans sa chambre d'hôpital sans savoir qu'il avait le Covid. Les deux sont décédés. Sabrina a dû faire ses adieux à son père alors qu'il était encore vivant. « Les médecins nous ont dit qu'après ce ne serait pas possible à cause des protocoles stricts. » Face à lui, elle s'est excusée de pas pouvoir l'accompagner jusqu'au bout. Et puis c'est tout. Quant à Zerouk, elle a pu soulever le drap pour le voir « dans un sac-poubelle, du coton dans la bouche, les oreilles, le nez, du sparadrap sur les yeux ». Et puis « ils ont été jetés dans des cercueils ». Au cimetière de Thiais (Val-de-Marne), où il fallait abréger les funérailles, elle se souvient des agents municipaux qui hurlaient dans des mégaphones : « Sortez, d'autres personnes attendent ! » « On se demande parfois si ces morts sont bien les nôtres, ça nous hante. »

« Une forme de reconnaissance »

Lionel Petitpas, fondateur de l'association, se pose la même question : « Est-ce bien les cendres de ma femme que j'ai dispersées ? » En mars, il l'a vue partir dans l'ambulance, elle lui a fait coucou et il ne l'a plus revue vivante. « Pourquoi on ne m'a pas laissé au moins lui dire au revoir derrière une vitre ? » souffle-t-il. Neuf mois plus tard, le silence qui rôde dans la maison le glace. « Je me lève, je suis seul, je me couche, je suis seul, j'ai du mal à m'y faire. » Privé de rites funéraires, il a bataillé pour

obtenir un hommage national, écrivant plusieurs fois au président, au Premier ministre, au ministre de la Santé et à de nombreux députés. En vain. « C'est pendant la guerre que l'on prépare la future paix, non ? On ne demande, pourtant, pas la Lune. » En attendant, il fait face à l'immense détresse des autres familles.

Ce rituel de deuil est, selon le psychiatre Gérard Lopez, indispensable. « Il permet de constater la réalité du décès sinon les gens continuent de vivre de façon hallucinatoire avec les morts. Cet hommage national serait une forme de reconnaissance et de compensation de ce dont l'Etat les a privés. » Contacté, l'Elysée dit « par-

tager et s'associer à la douleur des familles » mais « rappelle que le virus est encore très présent et que la priorité du gouvernement est de tout mettre en œuvre pour protéger les Français ». ■

Covid, déjà un an de crise : l'appel à une journée nationale d'hommage aux soignants

Florence Méréo

Il y a des nuits de garde qui ne s'oublient pas. Début mars 2020, le docteur Joy Mootien est appelé pour un patient en détresse respiratoire. « A-t-il voyagé en Italie? », demande le réanimateur à sa famille. « Non, mais il a participé à un rassemblement religieux. » Celui qui deviendra le fameux « cluster évangélique de Mulhouse ».

Une semaine plus tard, l'hôpital du Haut-Rhin est submergé, 18 de ses 20 lits de réanimation médicale sont occupés par des patients Covid. Bientôt, il faudra l'appui d'un hôpital militaire de campagne. Bientôt, la situation du Grand-Est ne sera plus une exception. Bientôt, la France va connaître le premier confinement de son histoire. Ce sera le 17 mars, il y a pile un an.

Vers de nouvelles mesures de restriction ?

Douze mois durant lesquels 91 000 vies ont été fauchées. Où l'épidémie s'est fatiguée, puis ragaillardie, boostée par le variant anglais. Ce que l'on imaginait être une parenthèse s'est installé dans nos quotidiens, Jean Castex parlant désormais de « sorte de troisième vague. » Aujourd'hui, l'Hexagone vire au rouge, et le gouvernement n'exclut plus de nouvelles mesures, voire une troisième mise sous cloche de tout ou - plus probablement - partie du pays.

Covid-19 : la France est entrée dans «une forme de troisième vague», affirme Castex

« Nous aurons à prendre dans les jours qui viennent, sans doute, de nouvelles décisions », a averti Emmanuel Macron, qui a consulté ce mardi des membres du Conseil scientifique chargé de l'éclairer sur la crise. La seule bouffée d'oxygène a pris du plomb dans l'aile. Le vaccin d'AstraZeneca, suspecté de provoquer des troubles de la coagulation, reste suspendu dans la majeure partie de l'Europe. Bien que « fermement convaincue » de son bénéfice, l'Agence sanitaire du Vieux Continent rendra un avis plus poussé, ce jeudi.

« Ce que la France vit, la douleur des familles, est affreusement brutal, reprend à Mulhouse le Dr Mootien. Mais cette année de crise aura montré la capacité des hôpitaux et des équipes à s'adapter. » C'est dans ce contexte de tension dans les établissements de santé, Ile-de-France en tête, qu'un appel à commémoration va être lancé, comme nous le révélons, ce mercredi.

Une journée pour débattre chaque année de l'état du système de santé

« Nous souhaitons la création d'une Journée nationale de célébration des soignants de l'hôpital public. Nous lancerons la première édition le 17 mars 2022 », nous annonce Frédéric Valletoux, le patron de la Fédération hospitalière de France (FHF) qui fédère 1 000 hôpitaux et 4 500 Ehpad publics. Un appel de la FHF, soutenu par l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, un espace de mémoire présidé par l'anthropologue du Conseil scientifique Laëtiti Atlani-Duault et dont le président d'honneur est Jean-François Delfraissy, le chef de file du même Conseil scientifique.

Un 17 mars de mémoire, pour quoi faire ? « Pour valoriser l'engagement de nos soignants, qui ne s'est pas démenti depuis un an et est parti pour durer, détaille Frédéric Valletoux. Il y a ensuite une dimension politique : nous voulons que chaque année, à cette date, se tienne un débat sur l'état du système de santé, une question qui sera au coeur de la campagne présidentielle. »

Les blouses blanches broient du noir

Ce mardi, le patron de la FHF a présenté son projet à Emmanuel Macron qui s'est dit « séduit par l'idée ». Et a posé sur la table du chef de l'Etat un sondage qu'il nous dévoile. On y observe que les blouses blanches, fatiguées et peu confiantes en l'avenir, broient du noir. Si 46 % sont « tout à fait » fières de leur métier, seules 12 % sont « totalement » satisfaites de leurs conditions de travail.

« L'oubli arrive vite. Or, il s'agit ici de ne pas oublier, ni les actes de bravoure individuels, ni la force dont a fait preuve le système de santé français », pointe de son côté l'anthropologue Laëticia Atlani-Duault, dont l'Institut lance également un appel à témoignage des personnels hospitaliers. « Garder trace de ce qui s'est passé est essentiel, c'est un legs aux générations futures et une façon de préparer nos sociétés en cas de nouvelle pandémie, crise sanitaire ou même environnementale. »

En clair, ne pas délaissé le futur, même quand le présent (op)presse. « La situation est critique, relève Frédéric Valletoux. Le Conseil de défense qui doit se tenir ce mercredi ne doit pas exclure l'idée de reconfinements territorialisés. Il faut en finir avec ce tabou. »

Sondage Harris Interactive, réalisé en ligne du 2 au 10 mars auprès de 511 personnels hospitaliers et 1 029 personnes de la population française.

Entretien

Laëtitia Atlani-Duault : "Il n'y aura pas que de mauvais souvenirs de cette épidémie"

Avec l'institut Covid-19 Ad Memoriam, l'anthropologue et membre du Conseil scientifique entend sauvegarder la mémoire de la pandémie.

Durée : 5 min



Anthropologue, Laëtitia Atlani-Duault est membre du Conseil scientifique.
Oliver Foulon

Actualité | Idées et Débats

Propos recueillis par
Stéphanie Benz et
Thomas Mahler

Anthropologue, Laëtitia Atlani-Duault est membre du Conseil scientifique. Elle préside aussi l'institut Covid-19 Ad Memoriam, qui ambitionne de recueillir les traces et la mémoire de cette pandémie. Cet institut s'associe à la Fédération hospitalière de France pour lancer, le 17 mars, une journée nationale de célébration des personnels hospitaliers, et mener un travail conjoint de collecte de la mémoire de l'hôpital public dans cette pandémie. Laëtitia Atlani-Duault interviendra également lors des "Journées PandemIA", un colloque entièrement en ligne organisé jeudi 18 mars et vendredi 19 mars (1).



Articles Audio

Acast

Laëtitia Atlani-Duault : « Il n'y aura pas que de mauvais souvenirs de...



16 mars 2021 · 4 min ·

[Écouter plus tard](#)

[Conditions d'utilisation](#)

L'Express : Vous avez créé l'institut Covid-19 Ad Memoriam. De quoi s'agit-il ?

Laëtitia Atlani-Duault : L'un des objectifs de cet institut, basé à l'Université de Paris, est de créer un lieu de mémoire actif de la pandémie du Covid-19, une crise sanitaire, mais aussi sociale, économique et politique. J'ai fait le pari d'y associer, dès son lancement, des "mondes multiples" : le monde de la recherche, mais aussi celui de la santé, du droit et de la justice, des associations de victimes, le monde de la culture et des arts, ainsi que l'ensemble des grandes communautés religieuses de France, qui nous ont rejoint dès le départ pour fonder Covid-19 Ad Memoriam. C'est uniquement en faisant dialoguer ces mondes multiples que l'on pourra, pour construire l'avenir, penser ensemble cette pandémie, qui est loin d'être derrière nous. Avec tous ceux qui m'entourent, dont le prix Nobel de médecine et vice-présidente de l'Institut, Françoise Barré-Sinoussi, nous aimons citer cette phrase d'Elie Wiesel : "Vivre une expérience et ne pas la transmettre, c'est la trahir".



La Loupe, le podcast

Nouveau ! Ecoutez l'info de plus près
Le matin, dès 6h



Je découvre gratuitement

Concrètement, cela se traduit comment ?

D'abord, par la création d'un lieu de mémoire active et inclusive de la pandémie. Un des moyens que nous avons choisis pour atteindre ces objectifs est le lancement d'une grande consultation citoyenne qui permettra de récupérer le maximum de témoignages de la mémoire pandémique sous toutes les formes possibles (journaux intimes, photos, vidéos, histoires orales...). Ces données seront essentielles et serviront de base de travail pour nos chercheurs et analystes, qui en tireront des enseignements précis pour l'avenir. La première étape est le lancement d'un appel à témoignages avec la Fédération hospitalière de France, qui rassemble 4800 établissements publics de santé - dont 1000 hôpitaux et 3800 structures médico-sociales.

Dans les
semaines et
les mois qui
viennent,
par d'autres
appels à

**"Une conscience planétaire qu'il va
falloir apprendre à vivre avec ce
virus"**

témoignages, mais aussi par des enquêtes de terrain, et le dépôt, par des acteurs multiples, de leurs mémoires de la pandémie dans la plateforme numérique, nous allons collecter des traces qui serviront de base de travail aux chercheurs du futur ; elles seront accessibles également à tout un chacun, aux citoyens qui voudront partager leurs expériences. Nous avons également un gros chantier en cours de collecte de la mémoire institutionnelle. De grosses organisations de recherche ainsi que des hôpitaux déposent leurs archives de la pandémie à l'institut Covid-19 Ad Memoriam et, pour les compléter, vont mener avec nous des enquêtes de l'intérieur afin de collecter des archives orales de la pandémie.

La collecte et l'archivage des traces et mémoires de la

pandémie
n'est
néanmoins
qu'un des
aspects de
l'institut.

**LIRE AUSSI >> *Les souvenirs des
jours confinés, des trésors à
conserver***

Nous sommes aussi un lieu d'échanges et de recherche. Les colloques que nous organiserons en mai sur la solidarité intergénérationnelle en temps de Covid-19, en juin sur les enjeux éthiques du numérique, ou encore la conférence sur les traces et mémoires de la pandémie, qui se tiendra en novembre à l'Université de Paris, en sont de bonnes illustrations.

Selon vous, le Covid-19 a provoqué une "rupture anthropologique". Pensez-vous vraiment que nous serons à jamais changés par cette pandémie ?

Le temps n'est pas encore venu du retour sur expérience. Mais c'est la première fois qu'une pandémie semble aussi mondialisée, touchant l'ensemble des pays de la planète avec une intensité jamais vue auparavant. Les mesures face au virus ont elles aussi été mises en oeuvre dans un très grand nombre d'Etats, à l'échelle globale, en ayant parfois recours à des décisions drastiques dans un premier temps - on pense bien sûr au confinement, qui a immobilisé une grande partie de la planète au même moment l'an dernier, à une échelle qui est elle aussi inédite. Même si les quarantaines ou l'usage des masques ne sont pas nouveaux, ce qui en fait une rupture relative.



Avec le retour à une vie normale, les gens ne seront-ils pas pressés d'oublier cette épreuve ? Ou, au contraire, pensez-vous qu'ils ressentiront aussi, parfois, un peu de nostalgie pour cette période extraordinaire ?

Cette pandémie ne se résume pas seulement à des morts, à des drames. Nous voulons également collecter les expériences heureuses de cette pandémie, avec les inventions nées durant cette période particulière, certaines pratiques positives de télétravail, de nouveaux rituels sur des applications comme Zoom... Il n'y aura pas que de mauvais souvenirs de cette épidémie.

En dépit d'un bilan estimé en millions de morts (entre un et quatre pour chacune), la grippe asiatique ainsi que celle de Hong Kong ont laissé très peu de traces dans la mémoire collective...

Vous avez raison. Nous espérons que le travail que nous faisons pourra aussi mieux préparer la société française face à d'autres crises à venir. Il ne faut pas laisser le monopole de la collecte de données aux médias, aux tribunaux - qui sont saisis sur la gestion de la crise - , ou aux enquêtes parlementaires. Il faut un espace de données accessible au grand public pour parler de la pandémie et la penser. Le citoyen est au coeur de l'enjeu mémoriel, et la multitude des réalités de la situation que nous vivons depuis un an doit être mise en avant. Donner accès à des données fiables et neutres sur la pandémie, c'est permettre le dialogue pour un processus démocratique renforcé. Or ce dialogue est clé car il permet de poser la question du sens des politiques publiques et des priorités futures. Une question éminemment politique dont la réponse doit se nourrir de données factuelles accessibles par tous. C'est une des missions de l'institut Covid-19 Ad Memoriam.

*(1) Le collectif PandemIA, avec le soutien de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, organise les 18 et 19 mars, en partenariat avec BFM et L'Express, "Les journées PandemIA". Ce colloque sur l'épidémie de Covid-19, entièrement en ligne, rassemblera, outre Laëtitia Duault-Atlani, une soixantaine d'orateurs prestigieux (Esther Duflo, Hubert Védrine, Jean-François Delfraissy, Arnaud Fontanet, Dominique Costagliola, Yazdan Yazdanpanah...)
Le programme et l'inscription (gratuite) sont accessibles sur le site : <https://lesjourneespandemia.fr>*



TV



REPLAY

SANTÉ

COVID-19: VERS UNE JOURNÉE NATIONALE D'HOMMAGE AUX SOIGNANTS TOUS LES 17 MARS?

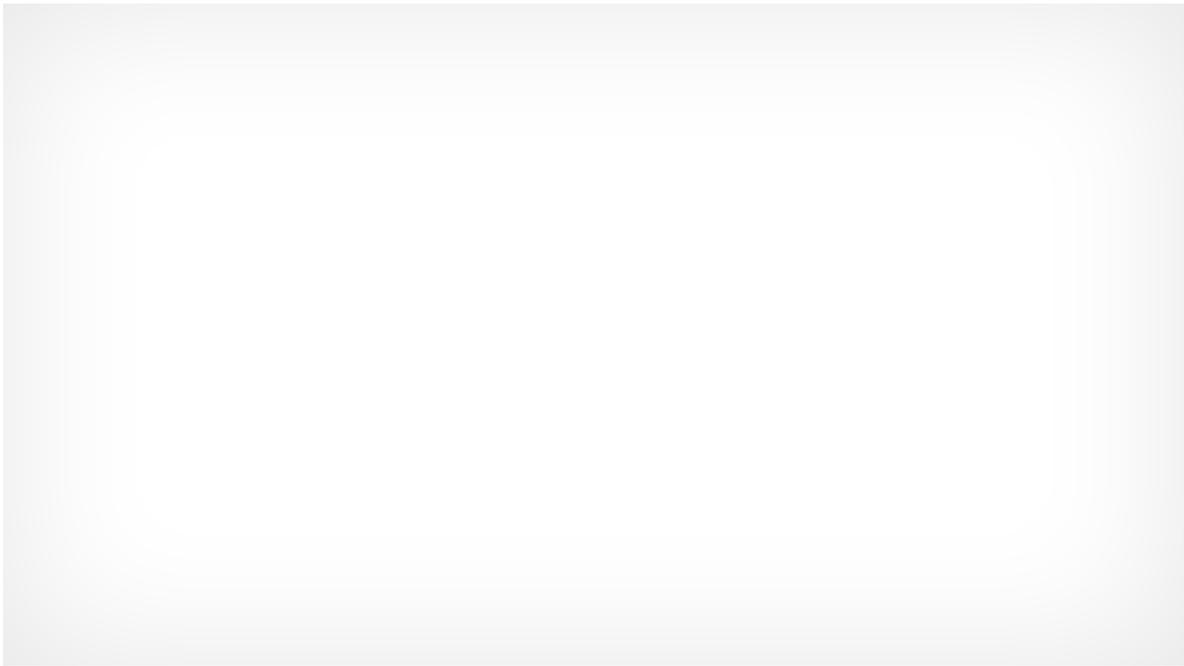
Le 17/03/2021 à 15:11



La Fédération Hospitalière de France souhaite également que cette date marque "un temps de débat sur l'état de notre système public de santé."

Le rendez-vous est pris pour 2022. Alors que la France "célèbre" le premier anniversaire de son premier confinement, de nombreuses voix s'élèvent afin que de manière officielle une journée d'hommage pour le personnel soignant, qui a été en première ligne durant de nombreux mois pour lutter contre le Covid-19, soit respectée tous les 17 mars.

A l'origine, une proposition de la Fédération Hospitalière de France (FHF) qui souhaite "que le 17 mars devienne une journée nationale des hospitaliers", afin de faire de la date un rendez-vous d'hommage et de mémoire, mais aussi "un temps de débat sur l'état de notre système public de santé", avec une première édition en 2022, à quelques semaines du premier tour de la présidentielle.



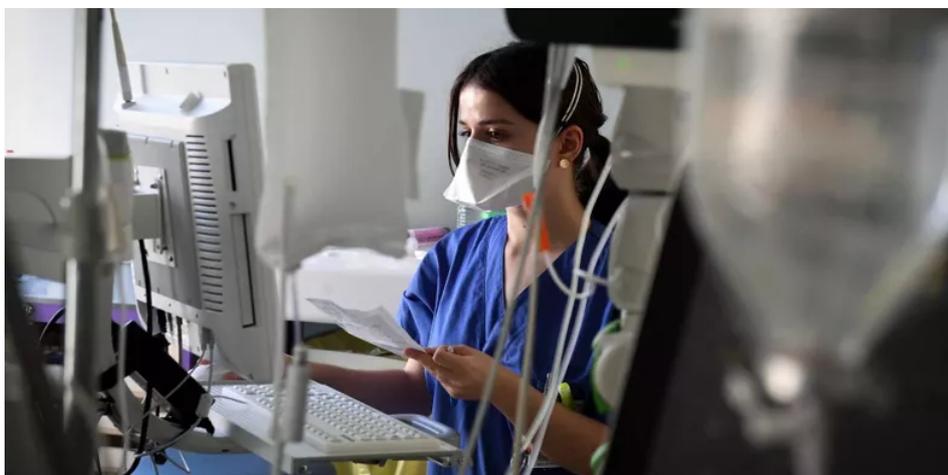
Cette initiative "portée avec l'Institut Covid Ad Memoriam" (présidé par Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique, et Françoise Barré-Sinoussi, co-découvreuse du virus du sida) a été présentée par Frédéric Valletoux, responsable de la fédération, à Emmanuel Macron lors d'un entretien mardi. Selon le président de la FHF, le chef de l'État "s'est dit séduit par cette idée".

"Toutes les mémoires méritent d'être entendues et respectées"

Invité ce mercredi à l'antenne de BFMTV, Lionel Petitpas, président de l'association Victimes du Covid-19 dont l'épouse a été emportée par la maladie lors de la première vague de l'épidémie, souligne quant à lui que cette journée pourrait également servir d'hommage aux victimes du coronavirus.

"Les morts ont été maltraités et sont partis comme des pestiférés, sans aucun respect, dignité et reconnaissance. On peut comprendre que le Covid faisait peur, mais on pouvait mettre de

La santé, "enjeu prioritaire" de la présidentielle 2022, selon un sondage



Le système de santé est en tête des "enjeux prioritaires" de la prochaine élection présidentielle, pour les soignants comme pour l'ensemble des Français, selon un sondage Harris Interactive pour la Fédération hospitalière de France (FHF) publié mercredi.

A un an de la présidentielle, le [Covid-19](https://www.europe1.fr/dossiers/coronavirus) (<https://www.europe1.fr/dossiers/coronavirus>) rebat les cartes des priorités. Selon un sondage Harris Interactive pour la Fédération hospitalière de France (FHF), 53% des personnes interrogées classent "le système de santé français" parmi les enjeux "tout à fait prioritaires" de l'élection de 2022, au même niveau que l'emploi (54%) et nettement avant la sécurité, le terrorisme (46%) et l'éducation (44%). La proportion monte même à 68% parmi le personnel hospitalier, secoué avant même la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 par une année de grèves et de manifestations.

>> EN DIRECT - [Coronavirus : suivez l'évolution de la situation mercredi 17 mars](https://www.europe1.fr/sante/en-direct-coronavirus-suivez-levolution-de-la-situation-jeudi-17-mars-4031945)
(<https://www.europe1.fr/sante/en-direct-coronavirus-suivez-levolution-de-la-situation-jeudi-17-mars-4031945>).

Les programmes des futurs candidats pour le système de santé auront par conséquent "un rôle très important sur les choix de vote" de 47% des Français et 56% des hospitaliers, des scores supérieurs à toutes les autres priorités. Cette enquête, réalisée du 2 au 10 mars par internet, a été menée auprès d'échantillons représentatifs de 1.029 Français majeurs et 511 hospitaliers (méthodes des quotas).

"Jamais la santé n'a été le thème fort d'une campagne présidentielle"

Ces résultats sont inédits pour le président de la FHF, Frédéric Valletoux. "Jamais les questions de santé n'ont été le thème fort d'une campagne présidentielle", déclare-t-il à l'AFP, jugeant "plutôt rassurant que le sujet soit abordé" car "tout le monde a compris maintenant que l'hôpital a été mis à la diète depuis dix ans". Après plusieurs réformes "qui ont évité de s'attaquer aux vrais maux", il serait selon lui "incompréhensible que le prochain quinquennat ne prenne pas ce sujet à bras le corps".

>> A LIRE AUSSI - [Pour André Comte-Sponville, dresser la santé en valeur suprême "revient à sacrifier les jeunes"](https://www.europe1.fr/sante/pour-andre-comte-sponville-dresser-la-sante-en-valeur-supreme-revient-a-sacrifier-les-jeunes-4031988) (<https://www.europe1.fr/sante/pour-andre-comte-sponville-dresser-la-sante-en-valeur-supreme-revient-a-sacrifier-les-jeunes-4031988>).

Pour s'en assurer, la FHF veut "que le 17 mars devienne une journée nationale des hospitaliers", afin de faire de la date du début du premier confinement une date d'hommage et de mémoire, mais aussi "un temps de débat sur l'état de notre système public de santé", avec une première édition en 2022, à quelques semaines du premier tour de la présidentielle. Cette initiative "portée avec l'Institut Covid Ad Memoriam" (présidé par Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique, et Françoise Barré-Sinoussi, co-découvreuse du virus du sida) a été présentée par Frédéric Valletoux à Emmanuel Macron, lors d'un entretien mardi. Selon le président de la FHF, le chef de l'État "s'est dit séduit par cette idée".

CARNET - HOMMAGE

Devoir de mémoire : une journée nationale pour les soignants

Publié le 26/03/2021 par [Titouan De Sousa](#)



**Un an
après le
début
du 1er**



Dessin de Plantu affiché sur la façade du siège de la FHF

confinement, la Fédération hospitalière de France (FHF) et l'Institut Covid-19 Ad Memoriam s'associent pour créer une journée nationale. À compter de l'année 2022, le 17 mars sera célébré comme la journée nationale des soignants.

« Cette *journée nationale de célébration des hospitaliers publics* aura pour but de commémorer leur mobilisation historique et de construire des propositions pour l'avenir du service public de santé au moyen d'un débat annuel, réunissant la communauté hospitalière comme la communauté universitaire », indique la FHF dans un [communiqué](#).

Faire vivre la mémoire des 4800

établissements publics de santé

À l'occasion du premier « anniversaire » du confinement de mars 2020, la FHF a recueilli les attentes des soignants, par le biais d'une étude réalisée par l'institut Harris Interactive. Il en ressort que :

- Dans un contexte de 3e vague COVID, **82% des hospitaliers sont fiers de travailler à l'hôpital public et 90% se disent convaincus d'être utiles à la société ;**
- Malgré cela, **49% estiment que la crise sanitaire a dégradé leur confiance dans l'avenir du système de santé** et dans leur capacité à exercer leur métier à l'avenir dans de bonnes conditions (43%) ;
- Près de **7 hospitaliers sur 10 estiment avoir été insuffisamment soutenus par les pouvoirs publics depuis le début de la crise**
- Enfin, plus de **90 % des hospitaliers et des Français considèrent que le système de santé devrait être un enjeu prioritaire de la prochaine campagne présidentielle.**

Face à ce bilan, la FHF et [l'institut Covid-19 Ad Memoriam](#) ont décidé de s'associer « afin de collecter et faire vivre la mémoire des 4800 établissements publics de santé représentés par la FHF durant cette crise ». L'objectif est double. D'une part mémoriel, pour perpétuer la mémoire de cet événement sanitaire historique. D'autre part démocratique, ce travail de recherche et de collecte mémorielle permettra de nourrir la réflexion autour de l'avenir du système de soins.

Des projets à long terme

Cette alliance se déploiera sur le long-terme avec comme première annonce phare, la création de la journée nationale. Chaque 17 mars donnera lieu à un débat autour du futur de la Santé. Au quotidien, le partenariat entre le FHF et l'Institut Covid-19 Ad Memoriam se traduira par quatre types d'actions :

- **La contribution par la FHF aux mémoires institutionnelles et collectives** avec le dépôt de la mémoire des soignants au sein de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam
- **L'organisation d'une collecte de témoignages de la mémoire des hospitaliers** de la FHF menée par l'Institut Covid-19 Ad Memoriam,

- **L'objectivation des données médicales liées à la crise,** dans le cadre du travail mémoriel de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam;
- **La formulation de propositions quant au modèle français de protection sociale et de service public.**

Pour marquer cette année de lutte, la FHF a aussi déployé sur la façade de son siège [un dessin géant réalisé par Plantu](#) afin de remercier les hospitaliers publics pour leur engagement auprès de la population.

Pour Laëtitia Atlani-Duault, présidente de l'Institut Covid 19 Ad Memoriam : « *La FHF et l'Institut Covid-19 Ad Memoriam sont animés par des valeurs communes avec une ambition forte : faire vivre la mémoire de la pandémie pour préparer nos sociétés aux crises de demain. Nous portons avec la FHF l'appel à témoignage auprès du personnel hospitalier public, essentiel au travail que nous menons de collecte des traces et des mémoires - ordinaires et extraordinaires - de la pandémie. Nous accompagnerons de plus, en apportant un regard distancé, critique et constructif issu des mondes multiples qui constituent l'institut Covid19 Ad Memoriam, l'invention de nouvelles pratiques commémoratives que la FHF se propose de mener en hommage à son personnel* ».

Pour Frédéric Valletoux, président de la FHF, « *ce partenariat acte notre volonté de mobiliser la recherche universitaire au service de la réflexion démocratique. Le 17 mars doit devenir une journée qui remette la question de l'avenir de notre service public de santé au cœur du débat, une piqûre de rappel annuelle à la société et aux politiques* ».

Titouan De Sousa

Coronavirus : Anne Hidalgo veut construire "un lieu de mémoire active" pour les victimes de l'épidémie

lejdd.fr/Politique/coronavirus-anne-hidalgo-veut-construire-un-lieu-de-memoire-active-pour-les-victimes-de-lepidemie-4038262

14h05 , le 13 avril 2021, modifié à 14h39 , le 13 avril 2021

- **Mathilde Durand**
- avec AFP

La maire de Paris, Anne Hidalgo, a indiqué vouloir "construire un lieu de mémoire active" dans la capitale, en hommage aux victimes de la pandémie de Covid-19, alors que la France s'approche du seuil des 100.000 morts.

Un lieu de mémoire. En ouverture du Conseil de Paris, la maire PS Anne Hidalgo a indiqué mardi vouloir "construire un lieu de mémoire active" à Paris, afin de rendre hommage aux victimes de l'épidémie de Covid-19 en France. Si elle n'a pas précisé la forme que prendra cet espace, il sera réalisé en partenariat avec l'institut "Covid-19 Ad memoriam", dont les professeurs Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique, et Françoise Barré-Sinoussi, présidente du Comité analyse recherche et expertise (CARE), sont les présidents d'honneur.

Unanimité. Un vœu "pour un hommage public immatériel ou matériel" a été présenté par l'adjointe à la mémoire, Laurence Patrice, et adopté à l'unanimité par le conseil municipal. "Nous voulons analyser ce bouleversement que constitue la pandémie du Covid-19 et contribuer ainsi à l'édification d'une mémoire vivante de ses effets psychologiques, sociaux, politiques et économiques", a expliqué la maire de Paris.

Comment célébrer la mémoire? La question de la mémoire des victimes du Covid-19 revient dans le débat public. Plusieurs associations réclament une journée de deuil national pour honorer la mémoire des personnes décédées des suite du virus, notamment celles de la première vague dont les obsèques ont été bouleversés par les mesures sanitaires strictes. Un autre appel a également été lancé par la Fédération hospitalière de France (FHF) pour la création d'une "journée nationale de célébration des soignants de l'hôpital public", le 17 mars, date du début du premier confinement dans le



Bougies en hommage aux victimes du Covid-19, à Prague. (Reuters)

pays. Un temps de célébration de l'engagement des soignants mais aussi de débat sur l'état du système de santé français. L'idée aurait "séduit" Emmanuel Macron, selon le président de la FHF, Frédéric Valletoux.

Des exemples internationaux. La ville de Paris pourrait, à l'avenir, s'inspirer de New York. Le 14 mars, la ville a organisé un évènement commémoratif virtuel pour célébrer la mémoire de certaines des 30.000 personnes décédées dans la ville. Des plans vont également être élaborés pour créer prochainement un mémorial permanent pour tous les Américains. En Italie, où plus de 114.000 personnes sont mortes du Covid-19, le 18 mars est désormais actée comme une "journée en mémoire de toutes les victimes de l'épidémie de coronavirus". Une cérémonie officielle a eu lieu à Bergame, ville particulièrement meurtrie, cette année. Dès le mois de mai 2020, l'Espagne avait déclaré dix jours de deuil national, en hommage aux morts du Sars-Cov-2. Dans d'autres villes, des cérémonies non-officielles sont organisées, à l'instar de Prague ou de Budapest. Des croix ou des cailloux, aussi nombreux que les victimes de l'épidémie, ont été installés sur certaines places.

Vers le seuil des 100.000 décès. Lundi, la France a dépassé le seuil des 99.000 morts depuis le début de l'épidémie, et s'approche de la barre symbolique des 100.000 décès. Si les députés ont observé une minute de silence en hommage aux victimes le 16 mars dernier à l'Assemblée nationale, à la demande de la présidente du groupe socialiste Valérie Rabault, les modalités d'un hommage ou d'une journée de commémoration nationale pour les victimes ou les soignants ne sont pas encore établies. Dans un courrier aux associations de victimes, au début du mois de mars, l'Elysée avait indiqué que des "des réflexions" étaient "en cours concernant l'instauration d'une journée dédiée à la mémoire de celles et ceux qui ont été emportés par ce fléau".

Coronavirus à Paris : Anne Hidalgo veut « un lieu de mémoire active »

[20minutes.fr/paris/3020163-20210413-coronavirus-paris-anne-hidalgo-veut-lieu-memoire-active](https://www.20minutes.fr/paris/3020163-20210413-coronavirus-paris-anne-hidalgo-veut-lieu-memoire-active)

Manon Aublanc

La maire PS de Paris, Anne Hidalgo, a annoncé, ce mardi, vouloir « construire un lieu de mémoire active » à Paris en hommage aux victimes de l'épidémie de coronavirus, dont le bilan approche les 100.000 décès dans l'Hexagone.

Ce lieu de mémoire, dont la forme doit encore être précisée, sera le fruit d'un partenariat avec l'institut « Covid-19 Ad memoriam », dont les professeurs Jean-François Delfraissy et Françoise Barré-Sinoussi sont les présidents d'honneur, a précisé la maire de la capitale en ouverture du Conseil de Paris.



Anne Hidalgo à Douai le 17 mars 2021. —
FRANCOIS GREUEZ/SIPA

« Une mémoire vivante de ses effets psychologiques, sociaux, politiques et économiques »

Un vœu en ce sens présenté par l'adjointe à la mémoire Laurence Patrice pour un « hommage public immatériel ou matériel » a été adopté à l'unanimité par le conseil municipal. « Nous voulons analyser ce bouleversement que constitue la pandémie du Covid-19 et contribuer ainsi à l'édification d'une mémoire vivante de ses effets psychologiques, sociaux, politiques et économiques », a expliqué Anne Hidalgo, possible candidate à l'élection présidentielle.

« Chaque jour, ce sont près de 300 personnes qui disparaissent dans notre pays. Depuis le début de la pandémie, 100.000 personnes sont mortes du Covid en France », a encore déclaré la maire en soulignant le « choc sans précédent sur l'espérance de vie des Françaises et des Français ».

« Plus d'un an pour protéger les 1,4 million de Parisiens »

« Les quantités de vaccins allouées par l'État restent très en dessous de ce dont nous avons besoin pour atteindre un niveau d'immunisation collective suffisant d'ici l'été », a déploré l'élue socialiste, selon laquelle « l'accélération » promise par le gouvernement « ne vient pas, ou trop timidement. Il nous faut des vaccinodromes et beaucoup plus de vaccins, beaucoup plus vite. Il faut que l'on vaccine 7 jours sur 7 et jusque tard dans la nuit », a-t-elle insisté. Avec seulement 16.000 primo-injections prévues cette semaine dans les 24 centres parisiens, la campagne pâtit des « retards de livraison » et de « la défiance grandissante envers le vaccin AstraZeneca », a encore souligné Anne Hidalgo.

« À ce rythme, il nous faudrait plus d'un an pour protéger les 1,4 million de Parisiennes et de Parisiens de plus de 18 ans qui n'ont pas encore eu accès à la vaccination ». La maire a également rappelé le coût économique de la crise pour la capitale, « évalué à plus d'un milliard d'euros ». Intervenu par visioconférence, le préfet de police Didier Lallement a indiqué être cas contact. Les deux tiers des plus de 75 ans ont reçu une première dose à Paris, a-t-il souligné.

Confinement à Paris : « On espère que ce seront les 4 dernières semaines, on va tout faire pour », annonce Anne Hidalgo

Paris va rendre hommage «à ses habitants emportés par la pandémie»

liberation.fr/politique/paris-va-rendre-hommage-a-ses-habitants-emportes-par-la-pandemie-20210414_SEGF6Z6W3FB4DC3GIGRQ2HYDSM/

Covid-19

La pandémie de Covid-19 en France dossier <

Le Conseil de Paris a voté à l'unanimité mardi un vœu créant notamment une journée de commémoration pour les Parisiens et Parisiennes morts du Covid-19. La mairie souhaite également mener un «travail mémoriel».



L'hôtel de ville de Paris en juin 2020. (Ludovic Marin/AFP)

par Sacha Nelken

publié le 14 avril 2021 à 17h16

Bien souvent, au Conseil de Paris, les questions d'hommage marquent une trêve entre les débats houleux entre la gauche, la droite et les écologistes. Mardi, le vœu sur «*la mémoire de l'épidémie de Covid-19 et de ses victimes*» présenté en ouverture de la nouvelle session du conseil municipal n'a pas dérogé à la règle. Tous les votants (soit 108 au total) ont approuvé le texte qui consiste à «*travailler à un hommage public de Paris à la mémoire des victimes du Covid-19*» selon les mots de l'adjointe à la mémoire et au monde combattant, Laurence Patrice.

Ainsi, la ville instaurera prochainement une journée d'hommage aux Parisiennes et aux Parisiens décédés des suites du Covid-19 depuis le début de l'épidémie. Cette journée de commémoration dont ni la date ni le déroulé n'ont été fixés – contactée, la mairie de Paris ne souhaite pas s'exprimer plus sur le sujet pour le moment – sera la «*première pierre*» d'un travail plus global sur la mémoire.

Plus largement, la maire de Paris, Anne Hidalgo, souhaite qu'un *«travail mémoriel»* soit mené *«sans délai»* dans la capitale associant les 17 maires d'arrondissement, les différents groupes politiques du Conseil de Paris, les associations de victimes, des universitaires, les représentants des cultes et des artistes. L'objectif : *«imaginer les formes d'un hommage public, immatériel ou matériel, que rendrait la ville de Paris à ses habitants emportés par la pandémie de Covid-19»*, explique la mairie.

«Edification d'une mémoire vivante»

Mais surtout, pour mener ce travail de mémoire, la municipalité annonce avoir noué avec un partenariat avec l'institut Covid-19 Ad Memoriam présidé par l'anthropologue et membre du Conseil scientifique Laëtitia Atlani-Duault. Cette nouvelle institution, lancée en juin 2020, collecte, archive et analyse les traces et mémoires de la pandémie. Pour cela, elle associe tous les univers (chercheurs, soignants, membres d'association de victimes, représentants de la société civile ou artistes) pour aboutir sur la création *«d'un lieu de mémoire active et numérique»* de la pandémie. Un objectif partagé avec la ville de Paris. *«Nous voulons analyser ce bouleversement que constitue la pandémie du Covid-19 et contribuer ainsi à l'édification d'une mémoire vivante de ses effets psychologiques, sociaux, politiques et économiques»*, a affirmé Anne Hidalgo. Là encore, sa forme concrète n'a pas encore été arrêtée.

Le travail de l'Institut Covid-19 Ad-Memoriam consiste à recueillir le maximum de témoignages venus de tous horizons (journaux intimes, interviews, sons...) à grands coups de consultations citoyennes pour ensuite permettre à des spécialistes *«d'analyser les traces et mémoires»* de l'épidémie. *«Il n'y a pas d'espérance sans mémoire»* estime Anne Hidalgo.

Hasard ou coïncidence, le vote au Conseil de Paris porté par l'édile socialiste et potentielle candidate à la présidentielle de 2022 intervient au moment où la France approche de la barre officielle des 100 000 victimes du Covid et qu'à l'Élysée, on estime que l'heure est plus à la gestion de la crise qu'au temps de l'hommage. *«N'oublions jamais que, derrière les chiffres, [...] derrière les graphiques, derrière les courbes que nous scrutons, ce sont de vies dont nous parlons.»* a insisté la maire de Paris dans son discours introductif consacré à la crise sanitaire. S'il n'était pas forcément adressé au gouvernement, le message semble avoir été reçu. Ce mercredi, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a annoncé lors du compte rendu du Conseil des ministres qu'il y aura *«évidemment un temps d'hommage, de deuil pour les victimes»*. Sans toutefois donner de date.

donner son nom), sans trop s'inquiéter. L'ambiance est insouciante, et la nouvelle d'un premier décès lié au Covid-19 en France, un enseignant de Crépy-en-Valois (Oise), paraît bien lointaine.

Lire le reportage : [« Si les gens savaient... » : à l'hôpital Bichat, une troisième vague de Covid-19 violente avec des patients de plus en plus jeunes](#)

Ancien ouvrier d'une sucrerie de l'Aisne, Patrice, 72 ans, photographie les défilés. On rigole de la mort du roi Carnestoltes, personnage emblématique des carnivals catalans. « *C'est formidable !* », lançait-il à son fils au téléphone, jovial. « *Il était loin de se douter que le corbillard serait pour lui* », plaisante avec tristesse Paulette.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Un an plus tard, elle n'a toujours pas eu le courage de regarder les photos. « *Je ne suis pas fichue de les mettre sur ma télé* », soupire-t-elle. Son mari a été emporté par le Covid-19 en dix jours à leur retour d'Espagne, très probablement contaminé pendant le voyage. « *Quand nous avons repris le car, nous avons appris qu'une dame avait passé toute la semaine clouée au lit dans sa chambre. Un docteur a diagnostiqué une grippe, et elle est rentrée avec nous* », se souvient la veuve, qui remarque plusieurs autres participants mal en point.

Lire l'article interactif : [Qui sont les 100 000 morts du Covid-19 en France ?](#)

Seule à l'enterrement de son mari

Elle n'a jamais revu son mari, emmené dans une ambulance appelée en urgence. A l'hôpital comme à la morgue les visites sont interdites, le corps du défunt déposé dans une housse hermétique sitôt le décès prononcé. « *A l'enterrement, je me suis retrouvée seule avec mon fils* », témoigne Paulette. Seule trace de la cérémonie, une petite annonce publiée le lendemain dans le journal local, précisant que Patrice était mort du SARS-CoV-2.

Sur la tombe est posé son portrait. « *C'est tout ce qu'il me reste* », souligne sans colère Paulette, en se remémorant tous ces moments du quotidien qui lui manquent. Patrice râlant devant BFM-TV, en boucle dans le salon ; discutant avec les voisins en chaussons dans la rue ; bricolant dans la maison

avec son pantalon de travail élimé ; dansant sur la piste du bal des anciens combattants. « *On aimait le madison, le tango, la valse, le cha-cha-cha, toutes ces danses des 70 ans* », raconte la septuagénaire, elle aussi contaminée pendant le voyage en Espagne, mais chez qui les symptômes sont passés avec quelques comprimés de Doliprane.

Depuis, cette grand-mère ne quitte pas son masque, et se fait tester à chaque réunion de famille – toujours en petit comité – de crainte de contaminer son entourage. Elle s'est aussi fait vacciner. Autour d'elle, le Covid-19 a continué à faucher. « *J'étais à l'enterrement d'un ami la semaine dernière. Sa femme est toujours en réanimation, elle ne sait pas encore que son mari est décédé, soupire-t-elle. On entend souvent les cloches de l'église sonner.* »

Lire aussi | [100 000 morts du Covid-19 en France : ferons-nous en sorte que le monde d'après ne permette plus une telle tragédie ?](#)

« Un oubli instantané »

Partout en France, l'épidémie a tué par surprise, emportant 100 000 personnes en un peu plus d'une année. Ce bilan considérable s'inscrit dans la lignée des grandes épidémies de grippe du XX^e siècle : celle de Hongkong (1968-1970) et la grippe asiatique (1956-1958) avec chacune un bilan de 25 000 à 30 000 morts, et la grippe espagnole responsable d'au moins 200 000 morts en France en 1918.

Mais, au-delà du choc que cela représente pour les familles concernées, que signifie ce chiffre pour la société française ? Quelle empreinte laisseront ces disparus dont la vie a soudainement été interrompue par un virus dont on connaissait à peine le nom il y a un an ?

« *C'est un phénomène historique majeur car aucune épidémie n'a fait autant de morts depuis la grippe espagnole* », estime Jocelyn Raude, enseignant-chercheur à l'École des hautes études en santé publique (Ehesp) et associé à l'enquête CoviPrev qui documente le comportement des Français pendant l'épidémie. Mais, paradoxalement, le chercheur s'attend à ce que ces décès sombrent assez vite dans l'oubli. « *Lorsqu'on regarde les documents historiques qui suivent les grandes épidémies, ces tragédies sont assez peu présentes* », témoigne-t-il, « *impressionné par cette capacité des populations à l'amnésie* ». Les événements n'ont finalement été exhumés qu'a posteriori, lors de l'émergence de nouvelles épidémies.

« *Ces 100 000 décès, c'est abstrait, il n'y a rien d'humain derrière ces chiffres* », décrypte Patrick Zylberman, historien à l'Ehesp. « *Nous avons l'art de mettre le malheur à distance, nous préférons mettre toute cette souffrance loin de notre regard. Je ne sais pas s'il faut s'en féliciter* », poursuit le chercheur qui parie, lui aussi, sur « *un oubli instantané* » dès que la crise sera derrière nous. « *On va repartir de l'avant en se disant qu'on est heureux* », anticipe-t-il, attribuant en partie cette attitude à l'individualisme contemporain décrit dans *L'Ere du vide* (Gallimard, 1983) par le philosophe Gilles Lipovetsky.

« Banalisation de la maladie »

A Rosendaël (Nord), le 7 avril 2021. AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

D'abord effrayants, les chiffres égrenés chaque soir par le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, lors du premier confinement ont peu à peu perdu de leur sens. « *On est de plus en plus insensible à cette litanie du nombre de décès qui fait partie du quotidien depuis un an* », constate Jocelyn Raude. « *On note aussi que, depuis six mois, la population française est de moins en moins réactive aux signaux de risque – l'augmentation du nombre de morts notamment. Il y a peu à peu une décorrélation entre la situation épidémique et les comportements* », précise encore le chercheur. Ce phénomène n'est pas propre à la France. L'Organisation mondiale de la santé lui a même trouvé un nom : la « fatigue pandémique ».

Lire aussi l'entretien : [« Ces morts n'ont été ni identifiés, ni pleurés collectivement »](#)

Avec cette « *banalisation de la maladie* », la peur s'est transformée, reléguant les morts au second plan. « *Au début, on avait surtout peur d'être contaminé et de mourir. Maintenant, on a davantage peur de ne pas pouvoir être traité dans de bonnes conditions parce que le système de santé est embolisé, et surtout des effets de cette pandémie sur la société, l'économie, les emplois, les jeunes* », décrypte Jocelyn Raude. Le profil des Français disparus pendant la crise accentue encore le phénomène. En France, plus de 90 % des cas de Covid-19 décédés étaient âgés de 65 ans ou plus. « *Globalement, plus la mortalité intervient à un âge élevé, mieux elle est acceptée* », relève M. Raude.

L'onde de choc de ces 100 000 morts est difficile à apprécier car elle est aussi indissociable des autres décès. En 2020, l'Insee en a enregistré 654 000 au total en France métropolitaine et l'Institut national d'études démographiques (INED) estime à 42 000 la surmortalité liée à l'épidémie due au coronavirus, soit bien moins que les 65 000 décès liés au Covid-19 recensés au 31 décembre 2020 par l'agence de sécurité sanitaire Santé publique France. « *Les décès par Covid-19 ont frappé en partie des personnes fragiles souffrant d'autres maladies. Une fraction d'entre elles seraient de toute façon décédées en 2020, même en l'absence d'épidémie* », expliquent Gilles Pison et France Meslé, chercheurs à l'INED, [dans la revue *Population & Sociétés*](#).

Ces derniers avancent aussi « *le recul d'autres causes de décès comme la grippe et les accidents de la circulation* » pour expliquer le différentiel moins élevé que le décompte des morts liés au Covid-19, mais le bilan définitif ne sera pas connu avant 2024, le temps d'analyser tous les certificats de décès.

« Tirer un enseignement »

« *Lors d'une épidémie de grippe, l'excès de mortalité peut atteindre de 7 000 à 15 000 décès* », souligne à titre de comparaison Franck Chauvin, président du Haut Conseil de santé publique et membre du conseil scientifique, en rappelant que la population bénéficie d'une immunité collective contre ce virus qui pourrait autrement « *faire des ravages* ».

Le SARS-CoV-2 – virus à l'origine du Covid-19 – s'est en revanche attaqué à une population naïve, et seule des mesures très strictes de limitation des contacts ont permis de limiter sa diffusion et le nombre de décès.

Pour que l'empreinte des disparus ne s'efface pas, un collectif de chercheurs dont il fait partie a lancé il y a un peu plus d'un an un projet baptisé « Covid-19 Ad Memoriam ». L'objectif est de « *collecter, d'archiver et analyser* » les traces laissées par la pandémie sous la forme d'écrit, de photos, de vidéos et d'enregistrements, afin « *que les générations futures n'oublient pas* », explique l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault, présidente d'Ad Memoriam et membre du conseil scientifique. « *Il ne s'agit pas tant de se souvenir que de tirer un enseignement de ce qui nous est arrivé pour être plus fort* », souligne-t-elle.

Lire aussi | [L'Institut Covid-19 Ad Memoriam commence ses travaux](#)

Un premier colloque doit être organisé à la fin du mois de mai en partenariat avec [le Comité consultatif national d'éthique](#) pour aborder la question de la mort, de la fin de vie et du deuil pendant la pandémie, en particulier dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad).

« *Avec cette épidémie, le traumatisme pour les familles et la société n'est pas tant lié aux chiffres qu'à la façon dont ces décès se sont passés* », analyse Franck Chauvin, rappelant les mesures de protection très strictes adoptées pendant l'épidémie : interdiction des visites, mise en bière immédiate, impossibilité de voir les défunts. « *Les Ehpad complètement fermés, ça a été un traumatisme extrêmement important pour les familles et pour les résidents qui se sont retrouvés isolés, insiste-t-il. C'est cela qui va rester.* »

Covid-19 à Paris : un lieu de recueillement pour les familles des victimes du coronavirus

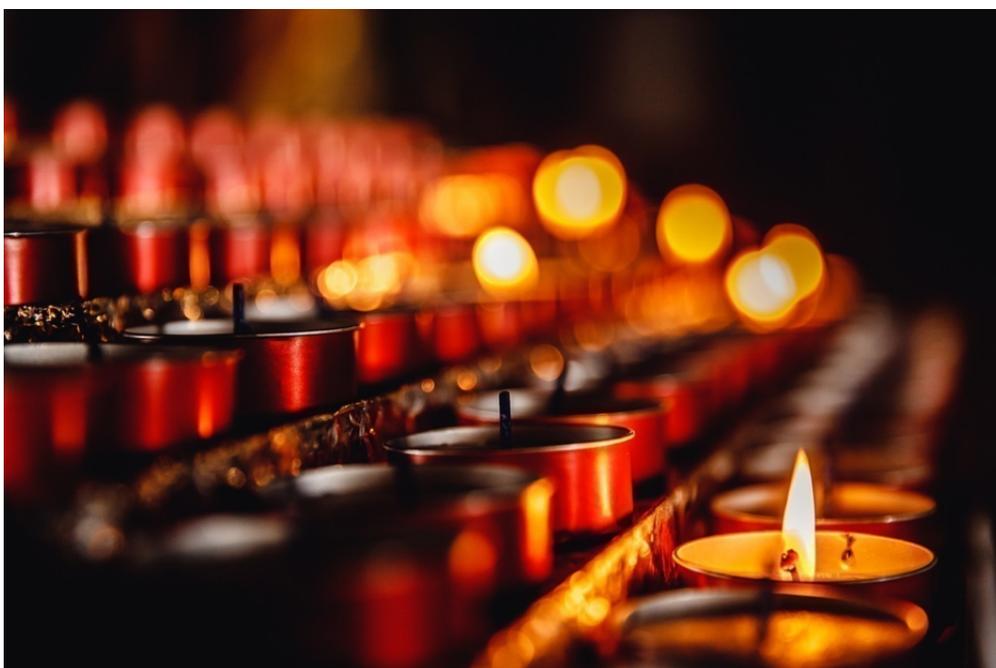
[a actu.fr/ile-de-france/paris_75056/covid-19-a-paris-un-lieu-de-recueillement-pour-les-familles-des-victimes-du-coronavirus_41424695.html](https://actu.fr/ile-de-france/paris_75056/covid-19-a-paris-un-lieu-de-recueillement-pour-les-familles-des-victimes-du-coronavirus_41424695.html)

Mercredi 28 avril 2021, Jean-Pierre Lecoq, maire du 6ème arrondissement de Paris, a annoncé l'ouverture prochaine d'un lieu de recueillement pour les victimes du Covid-19.

Par **Marie Amelie Marchal** Publié le 28 Avr 21 à 17:29

Actu Paris

Voir mon actu



Début mai 2021, un lieu de recueillement pour les victimes du Covid-19 ouvrira dans le 6ème arrondissement de Paris. (©Illustration / Adobe Stock)

Se recueillir, faire son deuil alors que les rites funéraires sont soumis à des protocoles stricts qui privent parfois les familles d'un dernier hommage aux victimes du **Covid-19**, est un projet que porte l'**association Tenir ta main** présidée par la comédienne **Stéphanie Draber-Bataille**.

Ce mercredi 28 avril 2021, l'association a obtenu l'autorisation d'ouvrir dans le **6ème arrondissement de Paris** un lieu de recueillement dans la chapelle Saint-Paul de l'église Saint-Sulpice. Le mémorial a été inauguré vendredi 30 avril.

À lire aussi

Légère baisse du chômage à Paris en mars, malgré un niveau historiquement haut

Un lieu de recueillement pour toutes les religions

Le maire du 6ème arrondissement, **Jean-Pierre Lecoq**, « salue la décision prise par le Curé de Saint-Sulpice » de répondre favorablement à la demande de l'association Tenir ta main pour faire de la chapelle un « lieu de recueillement pour celles et ceux qui sont décédés dans la solitude, à l'hôpital ou en Ehpad, éloignés de leurs proches par les contraintes sanitaires ».

Au sein de la chapelle, qui n'était plus utilisée par la paroisse, les familles des personnes mortes des suites du Covid-19, quelque soit leurs religions, bénéficieront d'un lieu de recueillement. Elles pourront venir y afficher une photo de leur proche, déposer des fleurs, allumer un cierge, prier avec d'autres personnes à la mémoire de leur défunt.

Ouvert de 8 heures à 19 heures, des célébrations pourront y être organisées à la demande des familles.

Un travail mémoriel mené par la Ville

Lors du dernier Conseil de Paris, les élus ont voté pour la création d'une journée hommage aux Parisiens emportés par le Covid-19.

La maire de Paris a également émis la volonté de mener un travail pour « imaginer les formes d'un hommage public, immatériel ou matériel » qui sera réalisé en partenariat avec l'institut « Covid-19 Ad memoriam », dont les professeurs **Jean-François Delfraissy**, président du Conseil scientifique, et **Françoise Barré-Sinoussi**, présidente du Comité analyse recherche et expertise (CARE), sont les présidents d'honneur.

Cet article vous a été utile ? Sachez que vous pouvez suivre Actu Paris dans l'espace Mon Actu . En un clic, après inscription, vous y retrouverez toute l'actualité de vos villes et marques favorites.

Souviens-toi du confinement, ou comment préserver les traces d'une crise sanitaire exceptionnelle

Comment garantir que l'on se souviendra de cette période ? Archivistes et musées récoltent un inconcevable volume de traces, qui pose des questions de méthode.

Par Julien Lemaigen

Publié le 16 mai 2021 à 03h37 - Mis à jour le 16 mai 2021 à 17h36 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Une employée classe dans les étagères des archives du MuCEM de Marseille les objets fabriqués durant le premier confinement, le 1er février 2021. NICOLAS TUCAT / AFP

Dans la quarantaine de témoignages du premier confinement que la mairie de Saint-Chamond a reçu de ses habitants, on trouve des poèmes parlant d'espoir ou de solitude. Anne-Marie Yanez, la responsable des archives, retient aussi une photographie de Playmobil vêtus de masques et de blouses blanches, en hommage aux soignants.

« On est partis du principe qu'on conservait tout, le fonds n'est pas clos et la collecte continue plus généralement sur l'épidémie, précise-t-elle. Au départ, les gens avaient extrêmement peur ; aujourd'hui, c'est une lassitude. Il est important de dire que l'état d'esprit a changé. » L'initiative se prolonge avec des ateliers d'écriture auprès de personnes âgées, pour qu'elles livrent leurs versions.

Lire aussi | [archivé](#)

[Masques usagés, attestations obsolètes, photos de confinement... Ils ont tout](#)

La petite ville de la Loire n'est pas la seule à avoir sollicité très vite des témoignages pour garantir la mémoire de cette période exceptionnelle. Comme elle, avec le concours des Archives de France, des dizaines de collectivités françaises ont suivi l'exemple des archives départementales des Vosges, dont [l'appel à contributions lancé en mars 2020 sur Twitter](#), un jour après le début du premier confinement, a fait boule de neige.

Un volume de données difficile à concevoir

Un peu partout sur la planète, on prélève les traces de la crise sanitaire. A la fin du mois de janvier, le Musée de Londres a ainsi acquis treize tweets marquants du confinement dans la capitale britannique. Un musée du bourg d'Urahoro, dans le nord du Japon, a récupéré un prospectus annonçant l'annulation de festivals dans un sanctuaire religieux. Aux Etats-Unis, le petit musée du comté de Loudoun, en Virginie, [justifie sa collecte sur son site Internet](#) : « *Les produits de votre isolement – les vidéos de karaoké sur Imagine, l'écharpe que vous avez appris à tricoter (...) – sont tous des artefacts historiques.* »

Ces initiatives amassent un volume de données difficile à concevoir. Dans un [article publié par la revue scientifique Nature](#) en décembre 2020, Laura Spinney, autrice d'un livre sur la grippe espagnole (*La Grande Tueuse*, Albin Michel, 2018), considérait cette « *frénésie* » avec perplexité. « *Des archivistes préviennent que les historiens du futur auront plus de matériel que ce qu'ils seront capables de rendre intelligible* », écrivait-elle, quand d'autres s'inquiètent des « *angles morts* » de ces travaux. Cet effort d'archivage est aussi « *inégal* », d'après elle, selon les régions du globe.

Les questions d'objectifs et de méthodes agitent donc les institutions qui se sont lancées dans l'aventure. Comment faire le tri dans ces corpus ? Comment savoir maintenant ce qui fera sens plus tard ? Comment faire, aussi, pour n'oublier personne ?

« Ne pas se limiter au point de vue du chercheur »

« *La multiplication des collectes est une chance immense, mais elle pose la question de quand on s'arrête, comment on s'arrête, ce qu'on en fait* », convient Aude Fanlo, responsable du département d'enseignement et de recherche du MuCEM. En quête d'objets du quotidien liés au confinement, le musée marseillais a [lancé un appel à contributions qui a suscité autour de 600 réponses](#). Parmi celles-ci, 170 pièces intéressent le musée qui cherche à les obtenir. Au terme d'un parcours d'entrée en collection d'au moins deux ans, certaines seront déclarées à l'inventaire du patrimoine et leur statut nouveau engagera les autorités à assurer leur conservation au même titre que les plus précieuses œuvres d'art.

Ce destin sera peut-être celui d'une laisse utilisée à répétition pour promener le chien ou d'un faux col porté lors de visioconférences de travail. « *A ce stade, ce n'est pas une démarche méthodique*, explique Aude Fanlo. *Notre collecte est un échantillon, elle a des biais, c'est là toute l'humilité de l'expérience ; toutefois, la dimension patrimoniale ne réside pas que dans la représentativité scientifique, mais aussi dans la charge de récit et les dimensions affectives.* »

Lire aussi | [Internet](#)

[Comment les archivistes de la BNF sauvegardent la mémoire du confinement sur](#)

Soupçonnant que sa collecte n'a touché qu'un public familier des musées, le MuCEM cherche à

l'élargir. C'est l'une des missions de Simon Le Roulley, postdoctorant en sociologie à l'Institut Sociétés en mutation en Méditerranée de l'université Aix-Marseille et au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail.

Afin de découvrir et de récupérer certains « objets de confinement » de populations moins favorisées, il a pris contact avec le collectif dit du « McDo de Sainte-Marthe », dans le nord de la cité phocéenne, qui, au printemps 2020, distribuait des colis d'aide alimentaire aux plus démunis. Il conduira aussi des entretiens approfondis avec les contributeurs, de manière à préciser le sens des objets retenus et « *mettre à mal les intuitions pour ne pas se limiter au point de vue du chercheur* ».

Dans les archives retenues par la mairie de Saint-Chamond de ses habitants, on trouve une photographie de Playmobil vêtus de masques et de blouses blanches, en hommage aux soignants. [ARCHIVES DE LA MAIRIE DE SAINT-CHAMOND](#)

Convaincre les populations fragiles de témoigner

« *Une chose est de collecter, une autre est d'en tirer le maximum* », abonde l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault, conceptrice et présidente de Covid-19 Ad Memoriam. Depuis le printemps 2020, cet institut de l'université de Paris et de l'Institut de recherche pour le développement fait dialoguer des spécialistes de « *mondes multiples, recherche, santé, droit, justice, cultes, arts et culture, associations* », pour recueillir et analyser les traces de la pandémie « *individuelles et collectives, ordinaires comme extraordinaires* ». « *Il est important de ne pas laisser aux tribunaux, aux médias, aux politiques, l'accès principal à l'ensemble des données* », soutient Laëtitia Atlani-Duault.

L'institut va lancer dans quelques semaines un appel à témoignages, via une application, pour toucher un maximum de Français. Un autre est prévu auprès de tout le personnel hospitalier du pays. Il s'agit aussi de convaincre les populations les plus fragiles de témoigner. « *On n'a pas la prétention de dire qu'on n'oubliera personne* », précise sa présidente, qui revendique plutôt une « *posture d'humilité très inclusive* ».

Certains cherchent tout de même à être le plus exhaustif possible et ambitionnent de construire la mémoire de la pandémie à l'échelle globale.

C'est le cas d'Yves Rozenholc, professeur de science des données à la faculté de pharmacie de l'université de Paris. Depuis un an, il conçoit le Covid-19 Museum, pour lequel il cherche encore un financement, et qui a pour objectif d'agrèger l'ensemble des traces numériques disponibles de la crise sanitaire. « *Toute personne qui vous dira qu'elle sait à l'avance ce qui est pertinent ou pas trompe l'histoire, justifie-t-il. En sélectionnant les documents, vous infligez un biais à l'analyse future.* »

Améliorer la capacité de résistance des sociétés

Le MuCEM et d'autres « collecteurs » ont été avisés. Dans ce « *musée électronique participatif* », les collectes pourraient intégrer une base de données au moyen d'un logiciel en open source, les « ontologies » – comprendre : façons de ranger – seraient unifiées, et sur cet ensemble pourraient se lancer des recherches, y compris au moyen d'intelligences artificielles.

Par exemple, le scientifique imagine comment l'étude massive de dessins d'enfants pourrait servir à cerner l'impact du confinement sur leur mental, et comment ils l'ont enduré. Ou comment on pourrait, à partir de vidéos prises par des soignants, reconstituer en 3D des unités hospitalières transformées à la hâte en « unités Covid », à des fins de formation.

« Dans le domaine du VIH-sida, on n'avait pas su garder suffisamment tôt la mémoire de ce qui s'est passé, rappelle Françoise Barré-Sinoussi, Prix Nobel de médecine en 2008. Un bon nombre des leçons des années 1980-1990 a été oublié. Ne faisons pas les mêmes erreurs. »

Car, outre la sauvegarde du patrimoine et la connaissance, les initiatives de mémoire veulent améliorer la capacité de résistance des sociétés. Il faut « *apprendre de la crise* », souligne Laëtitia Atlani-Duault, et c'est ce qui a poussé Françoise Barré-Sinoussi, prix Nobel de médecine en 2008 et codécouvreuse du virus du sida en 1983, à accepter la présidence d'honneur de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam.

« *Dans le domaine du VIH-sida, on n'avait pas su garder suffisamment tôt la mémoire de ce qui s'est passé, rappelle la virologue. Un bon nombre des leçons des années 1980-1990 a été oublié. Ne faisons pas les mêmes erreurs.* » Par exemple, « *dans la crise du Covid-19, on n'a pas suffisamment pris en compte la participation de la société civile. On avait pourtant appris combien c'était important : quand les experts du VIH-sida ont voulu imposer leurs façons de faire en Afrique, ça n'a pas marché du tout, jusqu'au jour où les populations, localement, se sont organisées pour passer des messages. On a à apprendre les uns des autres.* » Or, « *on sait très bien qu'on va vivre d'autres épidémies avec des maladies émergentes* ». Il importe de s'y préparer, et, par conséquent, de se souvenir.

Bloc-notes

Comment commémorer les morts du Covid-19

Un institut

Piloté par l'anthropologue Laëtitia Atlani, l'Institut Covid-19 Ad Memoriam doit travailler sur toutes les conséquences de la pandémie dans la société.

Il réunit des institutions de la recherche, de la santé, du droit et de la justice, mais aussi des associations du monde des cultes, des arts et de la culture. Il entend agir dans deux domaines : d'une part, constituer une plateforme de recherche permettant à des acteurs d'univers très différents de partager des expériences et des analyses de la pandémie ; de l'autre, formuler des propositions pour mettre au point de « nouvelles pratiques commémoratives » sur le Covid.

« *Vivre une expérience sans la transmettre, c'est la trahir* », insiste ainsi l'anthropologue Laëtitia Atlani, citant Elie Wiesel. L'Institut va s'inspirer des travaux qui ont été menés autour de grands moments de rupture, comme la peste, la guerre de 1914 ou encore, plus récemment, les attentats du 13 novembre 2015 à Paris.

Des collectes

De nombreuses opérations de collectes de témoignages, d'images et d'objets liés au premier confinement avaient été lancées l'année dernière pour garder les traces de cet événement. Des grelots utilisés pour faire du bruit à 20 heures, des billets de spectacles annulés, une boîte de masques, un journal intime brodé... À Marseille, les réserves du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem) se sont enrichies de 120 objets du quotidien liés au premier confinement. À Paris, la maire Anne Hidalgo a annoncé vouloir « *construire un lieu de mémoire active* » en hommage aux victimes de la pandémie, pour un « *hommage public immatériel ou matériel* ».

Une date

Côté politique, le député du Maine-et-Loire Matthieu Orphelin a prié le président de la République et son premier ministre, d'inscrire à l'ordre du jour parlementaire une proposition de loi « *visant à établir une journée nationale d'hommage aux victimes du Covid le 17 mars* », date du premier confinement, en 2020. Et « *pour que les familles n'attendent pas encore un an de plus* », l'élu soumet une « *date transitoire* » en 2021 : le 14-Juillet. « *On peut prévoir un moment de recueillement spécifique, pourquoi pas lors du défilé sur les Champs-Élysées.* »

À l'étranger . Une minute de silence a été respectée et un « *mémorial permanent* » annoncé au Royaume-Uni, le 23 mars, lors d'une « *Journée de la réflexion* ». En Espagne, un monument a été érigé à Madrid dès le 15 mai 2020. Au Brésil, l'ONG Rio de Paz a creusé symboliquement une centaine de tombes dans le sable de la célèbre plage de Copacabana.

éthique

Après l'OMS et l'ONU, l'Académie de médecine appelle à combattre l'âgisme

Dépendance-Autonomie-Aidants

Trois mois après la prise de position de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Académie de médecine reprend le flambeau de la lutte contre l'âgisme, en France.

« Il est important de lutter contre l'âgisme, qui concerne, certes, les personnes âgées, mais aussi et on l'ignore souvent, les jeunes adultes. La pandémie de Covid-19 a confirmé combien ces discriminations sont fréquentes et constituent des stéréotypes sur les personnes âgées, mais aussi sur les jeunes adultes. Elle les a majorées », écrit l'institution dans un communiqué.

Une personne sur deux responsable d'une attitude âgiste

En mars dernier, l'OMS et l'ONU avaient appelé à combattre l'âgisme, *« fléau insidieux dont la société souffre »*, pour surmonter la crise du Covid. Et ce à travers trois stratégies : l'adoption de politiques et de lois pour lutter contre les inégalités et les discriminations, la mise en œuvre d'interventions éducatives et le développement des contacts intergénérationnels. Le rapport accompagnant le plaidoyer révélait qu'une personne sur deux avait une attitude *« âgiste »* à l'encontre des personnes âgées ; et une personne sur trois en Europe déclare avoir été la cible de l'âgisme.

L'âgisme est associé chez les personnes âgées à un plus grand isolement social avec une solitude accrue rappelle l'Académie de médecine. Quelque 6,3 millions de cas de dépression dans le monde seraient liés à l'âgisme. Quant aux jeunes adultes, ils subissent des discriminations dans des domaines tels que l'emploi, la santé, le logement et la politique, où ils n'ont souvent pas voix au chapitre.

Agir jusque dans les essais cliniques

Soutenant les stratégies proposées par les instances internationales, l'Académie de médecine rappelle que *« la législation peut s'attaquer à la discrimination et aux inégalités fondées sur l'âge ; l'éducation peut corriger les idées fausses et lutter contre les stéréotypes ; les réunions intergénérationnelles représentent une stratégie clé pour réduire l'âgisme »*. Elle appelle en outre à financer et améliorer les données et la recherche pour mieux comprendre l'âgisme et les moyens de le combattre. Et de citer comme actions concrètes envisageables : la modulation du caractère fixe de l'âge de la retraite, pour tenir compte de l'état physique, intellectuel et du désir des personnes ; ou encore l'évolution de la pratique des essais cliniques, dont les personnes âgées sont souvent exclues, créant ainsi un obstacle à l'accès aux nouveaux traitements.

Cette prise de position rejoint celles des acteurs du grand âge, qui se sont exprimés dès le début de la pandémie, ainsi que les réflexions du nouvel institut Ad Memoriam élaborées lors de son premier colloque (à lire dans le « Quotidien du médecin » du 11 juin).

La vieillesse à l'épreuve du Covid

Durée de lecture : 5 minutes



Les activités actives ont repris dans la résidence des Glénans, près de Nantes, le 30 mars 2021 - © Loïc Venance / AFP

Publié le 9 juin 2021 (Mise à jour le 9/06)

🖨️ Imprimer (<https://www.reforme.net/vivre-mieux/sante/2021/06/09/la-vieillesse-a-lepreuve-du-covid/?print=print>) 📄 Télécharger le PDF (<https://www.reforme.net/vivre-mieux/sante/2021/06/09/la-vieillesse-a-lepreuve-du-covid/?print=pdf>)

Par **Laure Salamon**

Quels enseignements la société peut-elle tirer de la crise sanitaire et de la manière dont les personnes âgées ont été considérées tout au long de cette période ?

Pour la première fois, les personnes âgées ont été au centre des décisions de l'État. C'est en ces termes que l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault conclut le colloque du 28 mai sur les personnes âgées, organisé par le Comité consultatif national d'éthique et l'Institut Covid-19 Ad Memoriam (<http://institutcovid19admemoriam.com>). Malgré les 26 426 décès en établissement, la fermeture de ces résidences et le confinement strict du printemps 2020 ont permis d'éviter une hécatombe. « *Nous avons tiré les leçons de la canicule de 2003, pendant laquelle nous avons laissé mourir nos personnes âgées* », affirme Sylvie Dupont, directrice des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) au sein de la Fondation de l'Armée du Salut.

Cette fois, la France a choisi de les protéger. Mais à quel prix? Il faut faire une distinction entre les personnes âgées vivant chez elles et celles dans les Ehpad. Celles qui étaient chez elles ont parfois souffert d'isolement ou de solitude, mais ont pu retrouver leur liberté après le déconfinement. Dans les structures, les résidents ont vu les restrictions perdurer. « *On nous a imposé des contraintes trop fortes et sans nous demander notre avis* », avance Philippe Wender (<https://www.reforme.net/portraits/2021/04/22/un-poisson-nomme-wender/>), président de Citoyennâge, une association qui représente les résidents des Ehpad.

Survie biologique et bien-être mental

Pour Bruno Carles, directeur du Refuge protestant de Mazamet (<http://lerefugeprotestant.fr>) (Tarn), les décisions ont été prises sans chercher l'équilibre entre le risque biologique et le bien-être mental. « *Dans nos établissements protestants, nous avons l'habitude de considérer la personne dans son être biologique, social et spirituel. Mais nous avons été emportés par un enchevêtrement d'injonctions et de recommandations. Dans cette gouvernance, les usagers n'ont pas été pris en compte.* »



Offre numérique illimitée

Je m'abonne

5 € | par mois

(<https://www.reforme.net/produit/abonnement-mensuel-100-numerique-formule-liberte-prelevement-carte-bancaire/>)

Les attentes des uns et des autres semblent tout simplement incompatibles. Bruno Carles, également animateur du cercle des personnes âgées de la Fédération de l'entraide protestante (<https://fep.asso.fr>) avec Sylvie Dupont, témoigne de la division des résidents, entre ceux qui étaient prêts à prendre le risque de mourir en recevant des visites et d'autres craignant pour leur vie. Si personne ne peut juger l'une ou l'autre attitude, faire la place aux deux au sein d'un même établissement est un exercice des plus délicats.

Le gériatre Régis Aubry, membre du Comité consultatif national d'éthique, rappelle que toutes ces décisions ont été prises dans l'urgence, avec comme moteur principal d'éviter l'engorgement des hôpitaux. Il souligne aussi le désarroi des directions d'établissements où le virus s'est introduit et a décimé la moitié des résidents. Quelque 900 dossiers ont été déposés auprès de la Défenseure des droits pour des situations conflictuelles en établissement. C'est sûr, le modèle Ehpad a fait beaucoup pester... Et Sylvie Dupont de reconnaître que les familles ont encore peur aujourd'hui de confier leur proche à une structure.

Repenser la qualité du soin

Le constat sur les fragilités du modèle des Ehpad a amené sœur Marie-Pierre, chargée du développement éthique à la Fondation des Diaconesses de Reuilly (<https://www.reforme.net/gratuit/2020/07/02/portrait-des-diaconesses-de-reuilly/>), à réfléchir sur le sens du soin. « Certes, il a été mis à mal, mais qu'en faisons-nous aujourd'hui ? Quelles valeurs voulons-nous lui associer ? Quand un soignant pratique une toilette ou lève le résident, il faut que ce soit fait sans force. Le consentement et la bienveillance sont essentiels. »

Pour elle, les Ehpad doivent être des lieux où la personne est vivante et debout jusqu'à la fin. Par exemple, en proposant de faire marcher les résidents vingt minutes par jour, on évite de les rendre grabataires, avec tous les problèmes cardiaques, sanguins et autres qui en découlent. La Fondation des Diaconesses de Reuilly a commencé un travail sur le repositionnement du soin dans plusieurs établissements. « Il faut rester porté par l'espérance pour œuvrer à l'évolution de ces lieux, en respectant les personnes et leurs désirs », poursuit sœur Marie-Pierre.



Envoyez-nous vos témoignages
courrier@reforme.net



Posez vos questions à la rédaction, aux pasteurs et théologiens

« Nous ne voulions pas regarder la question de cet ultime vieillissement, nous voulions nous convaincre que l'Ehpad était un bon modèle. La crise a révélé ses fragilités »

Toutes les personnes interviewées estiment que c'est la société entière qui doit considérer la vieillesse. Selon Régis Aubry, « nous n'avons pas réellement pris la mesure de ce que vieillir veut dire ». Cette crise nous pousse à nous interroger sur la place à accorder aux personnes âgées dans notre société. Mais de quoi parle-t-on ? Entre 65 et 100 ans, les personnes âgées regroupent des réalités très différentes. « La dépendance est compliquée à gérer, explique Sylvie Dupont de la Fondation de l'Armée du Salut (<https://www.armedusalut.fr>). La vulnérabilité prend le pas sur la citoyenneté, on décide pour eux et ils n'ont plus leur mot à dire. »

La Fédération de l'entraide protestante se bat contre l'idée que les personnes âgées occuperaient une place à part dans la société. « Elles en font partie ! Quelle place souhaitons-nous donner dans notre société aux enfants ou aux cadres supérieurs de la finance ? » fait mine de s'interroger un Bruno Carles agacé, qui a justement quitté le monde économique pour devenir directeur d'une maison de retraite.

« Nous ne voulions pas regarder la question de cet ultime vieillissement, reconnaît Régis Aubry. Nous voulions nous convaincre que l'Ehpad était un bon modèle. La crise a révélé ses fragilités. En fermant les établissements, nous avons coupé les résidents des relations avec leurs proches. Cette absence de relations a entraîné une mortalité accrue car une vie sans relations n'est pas une vie. J'espère que nous allons en tirer les leçons, mais je crains que les politiques se saisissent de cette réalité pour en faire un enjeu électoraliste en cherchant des coupables plutôt que des solutions. »

La vieillesse est une chance, pas un délit

Pour le sociologue Michel Billé, spécialiste du vieillissement, la solution est toute trouvée : « *Il faut arrêter de voir la vieillesse comme un problème, une maladie ou un délit, mais plutôt comme une chance. Dans sa prière du psaume 71, le vieillard dit : "Je suis une question (un cas étrange) pour beaucoup"; il ne dit pas : "Je suis un problème." Oui, j'admets que la vieillesse soulève des problèmes à résoudre mais elle n'est considérée que sous l'angle de la maladie. La preuve, le seul spécialiste du grand âge est le gériatre, un médecin. J'ai même entendu dire dans des colloques que la vieillesse était une maladie à éradiquer. Elle est aussi parfois considérée comme un délit, avec ces "vieux qui ont le culot d'être encore en vie et de coûter cher". Entre les ambitions transhumanistes des uns et les tentations de vouloir mourir le plus vite possible des autres, ne faudrait-il pas se demander ce que les générations peuvent mutuellement s'apporter ?* »

Le sociologue assure que la vieillesse est une chance pour les familles, pour la société et pour l'économie. « *Une dame de 90 ans vit chez elle. Le kiné passe la voir, une auxiliaire de vie vient l'aider, ses repas lui sont livrés... Sa présence génère des emplois, des réseaux économiques. Pourquoi ne serait-il pas possible que l'Ehpad devienne un lieu d'ouverture et non de fermeture ? Avec l'antenne d'une médiathèque, une crèche ou un cabinet médical et dentaire accessibles à tout le monde ?* »

Et Michel Billé de citer son ami Michel Philibert, spécialiste des personnes âgées et protestant engagé : « *Demain je serai un peu plus vieux ou je serai mort.* » Une autre manière de considérer cette période de la vie...

Référence

Michel Billé, **La Chance de vieillir. Essai de gérontologie sociale** (https://www.editions-harmattan.fr/livre-la_chance_de_vieillir_michel_bille-9782747560801-17334.html), L'Harmattan, 2004, 254 p., 24€.

Éthique du numérique : la crise à la loupe

hospitalia.fr/Ethique-du-numerique-la-crise-a-la-loupe_a2783.html

Organisé par le Comité National Pilote d'Éthique du Numérique (CNPEN) et l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, le colloque « Numérique et pandémie : les enjeux d'éthique un an après » a réuni, entre autres, plusieurs figures du monde de la e-santé. Ensemble ils ont abordé les problématiques soulevées par cette situation inédite.



Déjà fortement présent dans nos vies, le numérique prend de plus en plus de place depuis quelques mois. Télémédecine, parcours, recherche, logistique... La pandémie a renforcé nos usages de ces outils aujourd'hui incontournables. Pourtant, « *la montée fulgurante du numérique engendre plusieurs questions éthiques* », a indiqué Claude Kirchner, directeur du Comité National Pilote d'Éthique du Numérique (CNPEN), lors d'un colloque intitulé « Numérique et pandémie – les enjeux d'éthique un an après ». Organisé par le CNPEN et l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, vendredi 11 juin, l'événement a réuni tout au long de la journée plusieurs spécialistes de l'éthique, du numérique, du médical, du médico-social mais aussi de l'enseignement, des réseaux sociaux ou encore du travail. Une démarche

saluée par Cédric O, secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, qui, intervenant en vidéo, a souligné la qualité « *technique* » de ces débats.



Claude Kirchner, directeur du CNPEN. © Capture d'écran

La crise comme accélérateur

« *La crise a permis de montrer la richesse de l'écosystème des acteurs du numérique en santé* », a ainsi noté Hela Ghariani, directrice de projet à la Délégation du numérique en santé du ministère des Solidarités et de la Santé, lors d'une table-ronde dédiée aux systèmes d'information pour les professionnels de santé. « *La situation a chamboulé le plan de développement de la société, a nécessité de reprioriser certaines choses notamment en matière de sécurité du parc informatique* », a raconté, lors de la même table-ronde, Clément Goehrs, co-fondateur de Synapse Medicine. Pourtant, si le plan de développement a été modifié à court terme, le dirigeant l'a assuré : « *Sur le long terme, nous aurions de toute façon effectué ces changements* ». C'est peut-être là le principal impact de cette crise : devant l'urgence de la situation de nombreux domaines ont connu une accélération soudaine dans leur développement.

La télémédecine, une situation particulière

Profitant des nombreuses dérogations et adaptations des outils numériques et de notre système de santé, la télémédecine en est l'un des exemples les plus criants. « *Dans les premières semaines de crise, nous sommes passés de 10 000 à 1 million de téléconsultation par semaine* », a constaté Raja Chatila, professeur de robotique, d'intelligence artificielle et d'éthique à l'ISIR-CNRS, lors d'une table-ronde dédiée à la pratique. « *La téléconsultation est entrée dans les mœurs. En témoignent les chiffres : 10 millions de rendez-vous sur Doctolib depuis janvier 2019, et leur nombre par semaine multiplié par dix lors de la première vague Covid* », a complété Henri Pitron, directeur de la communication de Doctolib.

Interrogations éthiques autour de la télémédecine et plus largement la médecine

Facilitant le recours aux soins, la digitalisation du parcours des usagers, l'évolution des conditions de travail des professionnels de santé et le suivi des patients, notamment ceux atteints de maladies chroniques, la télémédecine possède de nombreux avantages. Néanmoins, « *l'utilisation accrue de la télémédecine pose de nombreuses questions éthiques en termes d'autonomie, d'équité d'accès, de confidentialité, d'interopérabilité, de remise en question du principe de solidarité dans le cas de la consultation de médecins étrangers, d'objets connectés...* », a constaté Raja Chatila. Ainsi, la question de la présence d'un tiers lors de la consultation, celle de la sécurité des outils ou de leur simplicité d'utilisation semblent naturellement se poser.

Mais au-delà, « les interrogations éthiques autour de la télémédecine invitent à revisiter l'application des règles dans la médecine au sens large », a souligné le Dr Jacques Lucas, président de l'Agence du Numérique en Santé. Pour lui, puisque le législateur définit la télémédecine comme « *une forme de la pratique médicale* », celle-ci « *est soumise aux mêmes règles légales et déontologiques* » et s'inscrit donc dans ces cadres. Les « *quatre grands principes de l'éthique médicale* » y sont donc inclus : « *le principe de bienfaisance* » ; « *le principe de non-malfaisance* » qui intègre la possibilité de demander un examen complémentaire mais pose également le problème de l'exploitation secondaire des données recueillies ; « *le principe de justice* » qui garantit un accès équitable aux soins et est donc à

considérer en lien avec la question des inégalités territoriales d'accès au numérique ; et le « principe de l'autonomie » qui prévoit la possibilité de refuser la télémédecine.



L'après-midi, une table ronde réunissant Valérie Peugeot, David Gurson, Adrien Parrot, Héra Ghariani et Clément Goerhs portait sur les systèmes d'informations pour les professionnels de santé. © Capture d'écran

Le problème de l'hypercentralisation et du traitement des données

Parmi ces problématiques, la question du stockage et du traitement des données de santé se pose de plus en plus, y compris auprès du grand public. Ces derniers mois, l'hébergement du Health Data Hub par Microsoft, et les réactions associées, en sont la parfaite illustration. « *Nous nous inquiétons toujours de l'hébergement et du traitement de données sensibles hors de l'Europe* », a précisé Valérie Peugeot, membre de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), elle aussi présente à ce colloque.

Outre les questions de souveraineté, cette situation illustre aussi l'un des enjeux actuels en matière de numérique : l'hypercentralisation des données. « *On assiste à un changement majeur sur les comportements : l'utilisation massive des Cloud et l'hypercentralisation des données chez quelques acteurs* », s'est ainsi inquiété Adrien Parrot, président d'InterHop, une association qui milite « *pour des logiciels libres et une utilisation autogérée des données de santé à l'échelle locale* ».

L'accès au numérique et la formation des acteurs

Mais ces questions n'arrivent pas seules, puisque, comme évoqué plus haut, l'éthique prévoit également l'accès égal aux soins pour tous. « *La dématérialisation du monde de la santé n'est pas un bonheur pour tous, il faut en être conscient* », a rappelé Valérie Peugeot. « *L'accélération à marche forcée de la numérisation peut engendrer de l'inégalité* », a-t-elle ajouté, s'inquiétant particulièrement pour les personnes les plus fragiles, qui ne bénéficient pas déjà du meilleur accès aux soins. Pour pallier ce problème, ces spécialistes insistent sur la nécessité d'équiper, d'aménager et de former usagers comme professionnels du numérique. « *On observe actuellement une hyper-responsabilisation, voire parfois une culpabilisation des citoyens, mais il faut aussi qu'ils puissent être accompagnés dans leurs choix*, a précisé Valérie Peugeot. *Cela n'est d'ailleurs pas spécifique au monde de la santé. Que ce soit en termes de sécurité ou d'usages, nous devons travailler en amont avec les acteurs et les utilisateurs du numérique, y compris du numérique en santé* ».

Coronavirus, une conversation mondiale : qu'allons-nous oublier de la crise sanitaire ?

 franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/le-temps-du-debat-emission-du-vendredi-25-juin-2021

A New-York, des mémoriaux à la mémoire des personnes décédées de la Covid sont réalisés par Naming the Lost Memorials, un groupe d'artistes et d'activistes volontaires. • Crédits : *SPENCER PLATT - AFP*

Nous le sentons tous confusément : l'intensité avec laquelle nous avons vécu confinement et déconfinement s'estompe petit à petit, du moins en France. La suspension du temps laisse place à la flèche de l'avenir et à l'idée que demain sera enfin meilleur. Pourtant nous le savons, il ne faudra pas oublier l'épreuve qui a frappé simultanément le monde entier.

Une faculté d'oubli facilitée par la Covid elle-même qui atteint parfois le cerveau et rend les capacités de mémoire moins intenses.

Au point que certains se demandent si cette épreuve collective peut s'apparenter au syndrome post-traumatique caractéristique des après-guerres et des violences extrêmes.

Nous en débattons ce soir avec nos deux invités l'anthropologue Laetitia Atlani Duault, membre du Conseil scientifique et fondatrice de l'institut COVID-19 Ad Memoriam et la médecin et chercheuse au centre de recherches norvégien sur le stress et les violences traumatiques, Lise Eilin Stene.

Intervenants

- **Laetitia Atlani-Duault**
Anthropologue et membre du Conseil scientifique sur le Covid-19, initiatrice du projet « Institut Covid-19 Ad Memoriam », plateforme de recherche et de réflexion collective qui a pour vocation d'évaluer les implications sociales de la pandémie
- **Lise Eilin Stene**
Médecin chercheuse au NKTVS, le Centre de recherches norvégien sur le stress et les violences traumatiques

France Culture

Un institut Covid pour se souvenir et préparer les prochaines crises (TROIS QUESTIONS), PreV

par Françoise Kadri

Paris, 4 juil 2021 (AFP) - L'anthropologue et spécialiste de santé publique Laëtitia Atlani-Duault dirige l'Institut Covid-19 Ad Memoriam de l'Université de Paris et de l'IRD, créé au début de la pandémie en 2020 pour collecter et analyser les témoignages et recherches sur la pandémie et se préparer à d'autres crises sanitaires.

- Pourquoi se souvenir si beaucoup de gens ont envie d'oublier ?

Avec nos partenaires (centres de recherche, mondes de la santé, du droit, des associations, des cultes et des arts), il nous a semblé essentiel de collecter, archiver et analyser les mémoires de la pandémie pour maintenir unie la société autour de valeurs qu'il va falloir réinventer.

L'objectif est aussi de renforcer la prévention des crises sanitaires à venir, pas forcément épidémiques, pouvant découler de catastrophes naturelles, conflits ou violences politiques.

Avec l'épidémie, on est passés d'un stress aigu, une forme de sidération et de repli sur soi, à un stress chronique qui se manifeste par des réactions allant du déni de la réalité, de l'évitement, à la recherche de responsabilités ou de boucs émissaires et pour certains jusqu'à la théorie du complot. C'est pour cela qu'il faut une réponse politique, sociétale et économique.

Notre idée est d'utiliser des outils numériques et les techniques des sciences sociales pour offrir un espace auquel les chercheurs et citoyens puissent se référer pour tirer un bilan, sans dépendre d'autres arènes comme les médias, les enquêtes parlementaires, les tribunaux ou les théories du complot.

- Quels travaux ont été lancés en un an ?

Premier axe: la mémoire collective. L'Institut a lancé des programmes de collecte des mémoires du Covid-19 dans les hôpitaux, les associations, ou auprès d'autorités politiques locales. Des chercheurs auront carte blanche pour mener des enquêtes au sein de l'Institut Pasteur. Autre exemple: la Fédération Hospitalière de France a entamé une collecte de témoignages du personnel soignant des hôpitaux et Ehpad publics. Troisième exemple: la mairie de Paris a lancé une campagne (similaire) auprès des Parisiens avec l'accent mis sur les invisibles: pompiers, caissières, éboueurs. Comme l'institut Pasteur, elle va tout stocker sur la plateforme Ad Memoriam (<https://www.institutcovid19ad-memoriam.com/>).

Deuxième axe: les mémoires individuelles. Le 14 septembre, l'Institut lancera un grand appel à témoignages pour que chacun dépose sur une application des

textes, des photos, de la musique afin que les citoyens partagent leurs expériences. Il ne s'agit pas de se focaliser sur la mort ou le deuil, mais aussi de garder la trace d'évènements positifs ou d'inventions. Des colloques sont également organisés pour notamment réfléchir à la bascule vers des formes hybrides de travail, aux questions de souveraineté sur la protection de nos données ou de fraternité numérique avec l'entrée inédite des technologies numériques en réanimation pour accompagner les mourants.

D'autres travaux pourront porter sur les nouvelles formes de conjugalité, la judiciarisation de la pandémie ou le modèle français des Ehpad et le renversement de tendance à l'égard de personnes âgées, replacées au centre pour l'accès aux soins. Le troisième axe de l'Institut consiste à accompagner, par exemple la Fédération hospitalière et la mairie de Paris qui veulent organiser des journées d'hommage, dans l'invention de nouvelles pratiques commémoratives.

- Y a-t-il d'autres instituts similaires à l'international ?

Le modèle est totalement original. L'Institut est financé en partie par l'OMS qui soutient fortement son internationalisation. Celle-ci passera par l'établissement d'un réseau d'Instituts Covid-19 Ad Memoriam. Les premiers pays à se lancer, en s'appuyant, comme nous, sur des universités publiques d'excellence, seront le Ghana et le Burkina Faso. Il sera très intéressant de les entendre tirer le bilan de l'épidémie de Covid-19 sur leur sol alors que les pays africains, fortement marqués par Ebola et le Sida, ont un regard tout autre. Pour eux, il est très important de réfléchir non pas en termes de mortalité mais aux répercussions des fermetures de frontières. Le réseau est en train de s'étendre aussi au Royaume-Uni et au Canada, et bientôt en Asie du sud-est.

fka/fmp/mpm ■

Un institut Covid pour se souvenir et préparer les prochaines crises

Par AFP - 04.07.2021 à 19h32

 Lecture 4 min.

MENU

Home

Espace

Santé

Nutrition

Nature

Animaux

High-Tech

Archéo



S'ABONNER DÈS 1€



La présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, Laëtitia Atlani-Duault à Paris le 14 avril 2021.

 AFP - JOEL SAGET

L'anthropologue et spécialiste de santé publique Laëtitia Atlani-Duault dirige l'Institut Covid-19 Ad Memoriam de l'Université de Paris et de l'IRD, créé au début de la pandémie en 2020 pour collecter et analyser les témoignages et recherches sur la pandémie et se préparer à d'autres crises sanitaires.

- Pourquoi se souvenir si beaucoup de gens ont envie d'oublier ?

Avec nos partenaires (centres de recherche, mondes de la santé, du droit, des associations, des cultes et des arts), il nous a semblé essentiel de collecter, archiver et analyser les mémoires de la pandémie pour maintenir unie la société autour de valeurs qu'il va falloir réinventer.

L'objectif est aussi de renforcer la prévention des crises sanitaires à venir, pas forcément épidémiques, pouvant découler de catastrophes naturelles, conflits ou violences politiques.

Sponsorisé | Business Infoline

Avec l'épidémie, on est passés d'un stress aigu, une forme de sidération et de repli sur soi, à un stress chronique qui se manifeste par des réactions allant du déni de la réalité, de l'évitement, à la recherche de responsabilités ou de boucs émissaires et pour certains jusqu'à la théorie du complot. C'est pour cela qu'il faut une réponse politique, sociétale et économique.

Notre idée est d'utiliser des outils numériques et les techniques des sciences sociales pour offrir un espace auquel les chercheurs et citoyens puissent se référer pour tirer un bilan, sans dépendre d'autres arènes comme les médias, les enquêtes parlementaires, les tribunaux ou les théories du complot.

- Quels travaux ont été lancés en un an ?

Premier axe: la mémoire collective. L'Institut a lancé des programmes de collecte des mémoires du Covid-19 dans les hôpitaux, les associations, ou auprès d'autorités politiques locales. Des chercheurs auront carte blanche pour mener des enquêtes au sein de l'Institut Pasteur. Autre exemple: la Fédération Hospitalière de France a entamé une collecte de témoignages du personnel soignant des hôpitaux et Ehpad publics. Troisième exemple: la mairie de Paris a lancé une campagne (similaire) auprès des Parisiens avec l'accent mis sur les invisibles: pompiers, caissières, éboueurs. Comme l'Institut Pasteur, elle va tout stocker sur la plateforme Ad Memoriam (<https://www.institutcovid19admemoriam.com/>).

Deuxième axe: les mémoires individuelles. Le 14 septembre, l'Institut lancera un grand appel à témoignages pour que chacun dépose sur une application des textes, des photos, de la musique afin que les citoyens partagent leurs expériences. Il ne s'agit pas de se focaliser sur la mort ou le deuil, mais aussi de garder la trace d'événements positifs ou d'inventions. Des colloques sont également organisés pour notamment réfléchir à la bascule vers des formes hybrides de travail, aux questions de souveraineté sur la protection de nos données ou de fraternité numérique avec l'entrée inédite des technologies numériques en réanimation pour accompagner les mourants.

D'autres travaux pourront porter sur les nouvelles formes de conjugalité, la judiciarisation de la pandémie ou le modèle français des Ehpad et le renversement de tendance à l'égard de personnes âgées, replacées au centre pour l'accès aux soins. Le troisième axe de l'Institut consiste à accompagner, par exemple la Fédération hospitalière et la mairie de Paris qui veulent organiser des journées d'hommage, dans l'invention de nouvelles pratiques commémoratives.

- Y a-t-il d'autres instituts similaires à l'international ?

Le modèle est totalement original. L'Institut est financé en partie par l'OMS qui soutient fortement son internationalisation. Celle-ci passera par l'établissement d'un réseau d'Instituts Covid-19 Ad Memoriam. Les premiers pays à se lancer, en s'appuyant, comme nous, sur des universités publiques d'excellence, seront le Ghana et le Burkina Faso. Il sera très intéressant de les entendre tirer le bilan de l'épidémie de Covid-19 sur leur sol alors que les pays africains, fortement marqués par Ebola et le Sida, ont un regard tout autre. Pour eux, il est très important de réfléchir non pas en termes de mortalité mais aux répercussions des fermetures de frontières. Le réseau est en train de s'étendre aussi au Royaume-Uni et au Canada, et bientôt en Asie du sud-est.

Un institut Covid pour se souvenir et préparer les prochaines crises



Santé

Publié le 04/07/2021 à 08:00 , mis à jour à 12:31

(AFP) - L'anthropologue et spécialiste de santé publique Laëtitia Atlani-Duault dirige l'Institut Covid-19 Ad Memoriam de l'Université de Paris et de l'IRD, créé au début de la pandémie en 2020 pour collecter et analyser les témoignages et recherches sur la pandémie et se préparer à d'autres crises sanitaires.

- Pourquoi se souvenir si beaucoup de gens ont envie d'oublier ?

Avec nos partenaires (centres de recherche, mondes de la santé, du droit, des associations, des cultes et des arts), il nous a semblé essentiel de collecter, archiver et analyser les mémoires de la pandémie pour maintenir unie la société autour de valeurs qu'il va falloir réinventer.

L'objectif est aussi de renforcer la prévention des crises sanitaires à venir, pas forcément épidémiques, pouvant découler de catastrophes naturelles, conflits ou

violences politiques.

Avec l'épidémie, on est passés d'un stress aigu, une forme de sidération et de repli sur soi, à un stress chronique qui se manifeste par des réactions allant du déni de la réalité, de l'évitement, à la recherche de responsabilités ou de boucs émissaires et pour certains jusqu'à la théorie du complot. C'est pour cela qu'il faut une réponse politique, sociétale et économique.

Notre idée est d'utiliser des outils numériques et les techniques des sciences sociales pour offrir un espace auquel les chercheurs et citoyens puissent se référer pour tirer un bilan, sans dépendre d'autres arènes comme les médias, les enquêtes parlementaires, les tribunaux ou les théories du complot.

- Quels travaux ont été lancés en un an ?

Premier axe : la mémoire collective. L'Institut a lancé des programmes de collecte des mémoires du Covid-19 dans les hôpitaux, les associations, ou auprès d'autorités politiques locales. Des chercheurs auront carte blanche pour mener des enquêtes au sein de l'Institut Pasteur. Autre exemple : la Fédération Hospitalière de France a entamé une collecte de témoignages du personnel soignant des hôpitaux et Ehpad publics. Troisième exemple : la mairie de Paris a lancé une campagne (similaire) auprès des Parisiens avec l'accent mis sur les invisibles : pompiers, caissières, éboueurs. Comme l'Institut Pasteur, elle va tout stocker sur la plateforme Ad Memoriam (<https://www.institutcovid19admemoriam.com/>).

Deuxième axe : les mémoires individuelles. Le 14 septembre, l'Institut lancera un grand appel à témoignages pour que chacun dépose sur une application des textes, des photos, de la musique afin que les citoyens partagent leurs expériences. Il ne s'agit pas de se focaliser sur la mort ou le deuil, mais aussi de garder la trace d'évènements positifs ou d'inventions. Des colloques sont également organisés pour notamment réfléchir à la bascule vers des formes hybrides de travail, aux questions de souveraineté sur la protection de nos données ou de fraternité numérique avec

l'entrée inédite des technologies numériques en réanimation pour accompagner les mourants.

D'autres travaux pourront porter sur les nouvelles formes de conjugalité, la judiciarisation de la pandémie ou le modèle français des Ehpad et le renversement de tendance à l'égard de personnes âgées, replacées au centre pour l'accès aux soins. Le troisième axe de l'Institut consiste à accompagner, par exemple la Fédération hospitalière et la mairie de Paris qui veulent organiser des journées d'hommage, dans l'invention de nouvelles pratiques commémoratives.

- Y a-t-il d'autres instituts similaires à l'international ?

Le modèle est totalement original. L'Institut est financé en partie par l'OMS qui soutient fortement son internationalisation. Celle-ci passera par l'établissement d'un réseau d'Instituts Covid-19 Ad Memoriam. Les premiers pays à se lancer, en s'appuyant, comme nous, sur des universités publiques d'excellence, seront le Ghana et le Burkina Faso. Il sera très intéressant de les entendre tirer le bilan de l'épidémie de Covid-19 sur leur sol alors que les pays africains, fortement marqués par Ebola et le Sida, ont un regard tout autre. Pour eux, il est très important de réfléchir non pas en termes de mortalité mais aux répercussions des fermetures de frontières. Le réseau est en train de s'étendre aussi au Royaume-Uni et au Canada, et bientôt en Asie du sud-est.



Relaxnews

Un institut Covid pour se souvenir et anticiper d'autres crises

Publié le 5 juillet 2021 - par LeBlob.fr, avec l'AFP



L'anthropologue et spécialiste de santé publique Laëticia Atlani-Duault dirige l'Institut Covid-19 Ad Memoriam de l'université de Paris et de l'IRD, créé au début de la pandémie en 2020 pour collecter et analyser les témoignages et recherches sur la pandémie et se préparer à d'autres crises sanitaires.



La présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, Laëtitia Atlani-Duault, à Paris le 14 avril 2021 © AFP Joel Saget

Pourquoi se souvenir si beaucoup de gens ont envie d'oublier ?

Avec nos partenaires (centres de recherche, mondes de la santé, du droit, des associations, des cultes et des arts), il nous a semblé essentiel de collecter, archiver et analyser les mémoires de la pandémie pour maintenir unie la société autour de valeurs qu'il va falloir réinventer. L'objectif est aussi de renforcer la prévention des crises sanitaires à venir, pas forcément épidémiques, pouvant découler de catastrophes naturelles, conflits ou violences politiques.

Avec l'épidémie, on est passés d'un stress aigu, une forme de sidération et de repli sur soi, à un stress chronique qui se manifeste par des réactions allant du déni de la réalité, de l'évitement, à la recherche de responsabilités ou de boucs émissaires et pour certains jusqu'à la théorie du complot. C'est pour cela qu'il faut une réponse politique, sociétale et économique.

Notre idée est d'utiliser des outils numériques et les techniques des sciences sociales pour offrir un espace auquel les chercheurs et citoyens puissent se référer pour tirer un bilan, sans dépendre d'autres arènes comme les médias, les enquêtes parlementaires, les tribunaux ou les théories du complot.

Quels travaux ont été lancés en un an ?

Premier axe : la mémoire collective. L'Institut a lancé des programmes de collecte des mémoires du Covid-19 dans les hôpitaux, les associations, ou auprès d'autorités politiques locales. Des chercheurs auront carte blanche pour mener des enquêtes au sein de l'Institut Pasteur. Autre exemple : la Fédération hospitalière de France a entamé une collecte de témoignages du personnel soignant des hôpitaux et Ehpad publics. Troisième exemple : la mairie de Paris a lancé une campagne (similaire) auprès des Parisiens avec l'accent mis sur les invisibles : pompiers, caissières, éboueurs. Comme l'institut Pasteur, elle va tout stocker sur la plateforme Ad Memoriam.

Deuxième axe : les mémoires individuelles. Le 14 septembre, l'Institut lancera un grand appel à témoignages pour que chacun dépose sur une application des textes, des photos, de la musique afin que les citoyens partagent leurs expériences. Il ne s'agit pas de se focaliser sur la mort ou le deuil, mais aussi de garder la trace d'évènements positifs ou d'inventions. Des colloques sont également organisés pour notamment réfléchir à la bascule vers des formes hybrides de travail, aux questions de souveraineté sur la protection de nos données ou de fraternité numérique avec l'entrée inédite des technologies numériques en réanimation pour accompagner les mourants.

D'autres travaux pourront porter sur les nouvelles formes de conjugalité, la judiciarisation de la pandémie ou le modèle français des Ehpad et le renversement de tendance à l'égard de personnes âgées, replacées au centre pour l'accès aux soins.

Le troisième axe de l'Institut consiste à accompagner, par exemple la Fédération hospitalière et la mairie de Paris qui veulent organiser des journées d'hommage, dans l'invention de nouvelles pratiques commémoratives.

Y a-t-il d'autres instituts similaires à l'international ?

Le modèle est totalement original. L'Institut est financé en partie par l'OMS qui soutient fortement son internationalisation. Celle-ci passera par l'établissement d'un réseau d'Instituts Covid-19 Ad Memoriam. Les premiers pays à se lancer, en s'appuyant, comme nous, sur des universités publiques d'excellence, seront le Ghana et le Burkina Faso. Il sera très intéressant de les entendre tirer le bilan de l'épidémie de Covid-19 sur leur sol alors que les pays africains, fortement marqués par Ebola et le Sida, ont un regard tout autre. Pour eux, il est très important de réfléchir non pas en termes de mortalité mais aux répercussions des fermetures de frontières. Le réseau est en train de s'étendre aussi au Royaume-Uni et au Canada, et bientôt en Asie du Sud-Est.

En savoir plus : Institut Covid-19 Ad Memoriam

Société institut Covid bilan memoire temoignage commémoration
répercussion sciences sociales

:vidéo

Covid-19 : une plateforme numérique invite les Français à "venir raconter leur vécu" de la crise

Publié le 06/10/2021 08:45



franceinfo

Covid-19 : une plateforme numérique invite les Français à "venir raconter leur vécu" de la crise



franceinfo
Radio France

Le site se veut "un outil facile d'usage qui permette à chacun de venir déposer sa pierre à l'édifice de la mémoire collective de la pandémie", explique sur franceinfo l'anthropologue Laetitia Atlani-Duault, fondatrice de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam.

Et si vous veniez témoigner de votre crise sanitaire ? L'Institut Covid-19 Ad Memoriam lance, jeudi 7 octobre, "[Histoires de crise](#)", une plateforme numérique pour collecter les témoignages des Français sur la pandémie de [Covid-19](#). "Chacun, chacune, quelles que soient ses expériences, peut venir raconter son vécu du Covid-19", annonce le site.

"Dès mars 2020, il nous a paru essentiel de collecter tout ce qui relève de traces et de mémoires de la pandémie, les témoignages de nous tous qui avons été ébranlés", explique mercredi 6 octobre sur franceinfo Laetitia Atlani-Duault, anthropologue, membre du conseil scientifique et spécialiste des crises humanitaires, fondatrice et présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam.



La plateforme "Histoires de crise". (HISTOIRES DE CRISE / CAPTURE D'ECRAN)

Ces témoignages peuvent être "des textes, des photos, des vidéos, de la musique. On pourra tout poster et tout sera accessible à tous. Il y a un vrai enjeu de transparence", ajoute Laetitia Atlani-Duault. Cela peut être des histoires personnelles ou collectives, des instants de vie, "heureux comme tristes, étonnants comme attendus, anodins ou surprenants". Les témoignages peuvent être anonymes ou nominatifs.

Une "mémoire collective de la pandémie"

La matière qui sera récoltée aura pour vocation à servir la recherche pour comprendre comment chacune, chacun de nous a traversé le temps du Covid et quelles leçons, sur nous-mêmes et sur les autres, nous pouvons tirer de cette expérience pour sortir renforcés de cette épreuve et nous préparer aux crises à venir.

"Histoires de crise" permet aussi de partager, lire, regarder les expériences et témoignages postés par d'autres. Le site se veut "un outil facile d'usage qui permette à chacun de venir déposer sa pierre à l'édifice de la mémoire collective de la pandémie."

L'Institut Covid-19 Ad Memoriam est un institut d'Université de Paris et de l'Institut de recherche pour le développement. Il a pour objectif de constituer un "lieu de mémoire" numérique de la pandémie.

 Voir les commentaires

Partager :

Covid-19. Une plateforme appelle les Français à raconter « leur vécu » de la pandémie

Paul GRATIAN.

Et vous ? Comment avez-vous vécu l'épidémie de coronavirus ? Une plateforme pour édifier une « mémoire collective de la pandémie » va être lancée ce jeudi 7 octobre sur un site internet.

Une plateforme sera lancée jeudi 7 octobre pour appeler les Françaises et les Français à témoigner de la façon dont ils ont vécu la pandémie de coronavirus. « **Racontez-nous librement votre vécu du Covid** », appelle la plateforme sur son site internet.

« **Témoignez de ces moments de vie qui ont marqué votre quotidien. Postez des textes, des photos, des images, des bandes sonores. Partagez, lisez, regardez, écoutez ces instants ordinaires comme extraordinaires** », invite la plateforme, alors que la pandémie n'a cessé de bousculer notre quotidien depuis plus d'un an et demi, entre confinements, débats sur les masques, et alors que plus de 100 000 personnes sont décédées en France.

« Mémoire collective de la pandémie »

L'idée de ce site visant à établir « **une mémoire collective de l'épidémie** » a été mise en place par Laetitia Atlani-Duault, anthropologue, fondatrice et présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam. « **Dès mars 2020, il nous a paru essentiel de collecter tout ce qui relève de traces et de mémoires de la pandémie, les témoignages de nous tous qui avons été ébranlés** », a détaillé, ce mercredi 6 octobre cette membre du conseil scientifique sur *franceinfo*.

[Cet article est paru dans Ouest-France \(site web\).](#)

Coronavirus : « Il est nécessaire de créer un lieu de mémoire numérique pour faire face aux crises à venir »

Hakima Bounemoura

INTERVIEW L'Institut Covid-19 Ad Memoriam lance ce jeudi une appli pour collecter les histoires ordinaires et extraordinaires des Français autour de la crise sanitaire. Sa présidente Laëtitia Atlani-Duault, anthropologue et membre du Conseil scientifique, a répondu à « 20 Minutes »

L'Institut Covid-19 Ad Memoriam de l'Université de Paris lance une application baptisée « Histoires de crise » pour collecter les histoires personnelles et ouvrir le dialogue autour de la pandémie. « C'est une plateforme de partage d'anecdotes, de textes, d'images, bandes sonores... C'est un peu comme un réseau social, "un Instagram de la pandémie", qui va permettre aux gens d'aller raconter leur vécu », détaille Paul Duan, concepteur de l'application et président de l'ONG Bayes Impact. « L'objectif de ce projet inédit est de créer un lieu de mémoire numérique de la pandémie pour penser l'époque que nous vivons. Chacun pourra participer à la construction d'une mémoire collective », explique Laëtitia Atlani-Duault.

C'est l'humanité tout entière qui a été chamboulée. Plus d'un an et demi après le début de la crise du Covid-19, les conséquences de la pandémie se font toujours sentir sur le quotidien des populations. Même si l'heure n'est toujours pas au bilan, plusieurs initiatives dans le monde ont vu le jour afin de récolter et d'analyser les témoignages et études sur la crise sanitaire. En France, l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, créé il y a quelques mois et financé en partie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), s'est donné pour objectif de rassembler « les mémoires » de la pandémie.

Pour mener à bien cet objectif, l'Institut rattaché à l'Université de Paris lance ce jeudi l'application « Histoires de crise » pour collecter les histoires ordinaires et extraordinaires de chaque citoyen, et ouvrir le dialogue autour de la crise sanitaire. « C'est une application en ligne qui se présente comme une plateforme de partage d'anecdotes, de textes, d'images, de musique... C'est un peu comme un réseau social, "un Instagram de la pandémie", qui va permettre aux gens d'aller raconter leur vécu, et où ils vont pouvoir avoir accès aux contenus postés par les autres », explique Paul Duan, concepteur de l'appli et président de l'ONG Bayes Impact.

Au-delà de cette plateforme, l'objectif est donc de créer une véritable « mémoire collective de la pandémie ». 20 Minutes a interrogé Laëtitia Atlani-Duault, anthropologue spécialiste des crises humanitaires, et membre du Conseil scientifique qui dirige l'Institut Covid-19 Ad Memoriam.

Beaucoup de Français ont envie d'oublier la période que l'on vient de vivre. Pourquoi est-il si important de s'en souvenir ?

Il nous a paru évident, dès le départ, qu'il était indispensable de ne pas oublier. Il est important de comprendre ce qui s'est passé, et ce que nous vivons encore aujourd'hui. Il nous faudra tirer un bilan, un enseignement de la crise majeure que l'on a vécue. Et notre objectif est d'offrir à tous la possibilité de pouvoir partager son expérience de la pandémie et, en retour, d'avoir accès aux expériences des autres, de façon à participer à une meilleure compréhension de ce qu'il s'est passé.

C'est pourquoi, avec nos partenaires - instituts de recherche et universités, mondes de la santé, du droit, des associations, des cultes et des arts -, il nous a semblé essentiel de collecter, archiver et analyser tous ces témoignages, ordinaires comme extraordinaires, qui constituent les mémoires individuelles et collectives de la pandémie. Cette épidémie ne se résume pas à des morts, à des drames. En lançant cette plateforme numérique, nous voulons aussi collecter les expériences heureuses de cette crise, avec les inventions nées durant cette période particulière, certaines pratiques positives de télétravail, de nouveaux rituels... Il n'y aura pas que de mauvais souvenirs de cette épidémie.

« L'objectif est de renforcer la prévention des crises sanitaires à venir, pouvant découler d'épidémies, catastrophes naturelles, de conflits ou de violences politiques »

La création de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam et la plateforme numérique « Histoires de crise », c'est aussi un moyen d'élargir les sources d'information et de lutter contre le complotisme ?

Il ne faut pas laisser l'exclusivité de la collecte de données de masse aux médias, aux tribunaux - qui sont saisis sur la gestion de la crise -, aux enquêtes parlementaires ou encore aux autorités politiques. Notre choix est d'utiliser des outils

numériques et les techniques des sciences sociales pour offrir un espace auquel les chercheurs, mais aussi tous les citoyens, puissent se référer, un espace de données accessible au grand public sur notre vécu de la pandémie. Nos expériences à tous, y compris de ceux que l'on a appelés les « invisibles de la pandémie », sont essentielles, et la multitude des réalités de la situation que nous vivons tous, différemment, depuis un an, doit être reconnue et mise en avant.

Donner accès à des données fiables et neutres sur la pandémie, c'est permettre le dialogue pour un processus démocratique renforcé. Or ce dialogue est clé car il permet de poser la question du sens des politiques publiques et des priorités futures. Il permettra aussi, on l'espère, de renforcer la préparation des crises sanitaires à venir, pouvant découler par exemple d'épidémies, catastrophes naturelles, de conflits ou de violences politiques.

Selon vous, le Covid-19 a provoqué une « rupture anthropologique ». La pandémie a-t-elle changé l'humanité ?

C'est l'une des questions majeures au cœur de l'Institut Covid-19 Ad-Memoriam. Qu'a-t-on vécu ? Que vivons-nous ? On est tous d'accord pour dire - notamment à propos premier confinement - que l'on a traversé un moment singulier, qui peut même marquer pour certains un moment de rupture mais qui, en tout état de cause, questionne tout le monde. Mais comment définir ce moment singulier ? Comment y a-t-on fait face ? Et comment se préparer à d'autres ébranlements à l'avenir ? Cela fait partie des questions qu'il s'agira de creuser. Et, pour cela, les témoignages de tous - et non seulement de ceux qui sont mis en avant et relayés à propos de cette pandémie - sont essentiels.

Pourquoi ne pas ouvrir, à terme, un véritable musée sur la pandémie de Covid-19 ?

Nous avons entamé une collaboration avec le Mucem (Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, à Marseille) sur ce sujet-là. Eux ont commencé à recueillir depuis quelques mois des objets liés à la pandémie de Covid-19, des objets du confinement. Alors que notre projet porte sur la construction d'un lieu de mémoire exclusivement numérique. On se demande dans quelle mesure on peut imaginer une mise en commun à terme des données que l'on aura chacun collecté. Nos deux projets peuvent donc être complémentaires, et nous discutons en ce moment de la manière dont nous pourrions, dans un avenir proche, mettre nos forces en commun.

[Cet article est paru dans 20 Minutes \(site web\)](#)

Un appel à témoignages pour faire mémoire de la pandémie

L'Institut Covid-19 Ad Memoriam, un réseau de chercheurs constitué pour faire mémoire de la pandémie, lance un appel à témoignages pour créer un mémorial numérique. Il s'agit aussi de prévenir les crises futures et de réfléchir aux politiques publiques.

Alice Le Dréau

« *Chèr journal (sic), le jeudi 12 mars, une nouvelle annonce du président de la République a annoncé la fermeture de mon école car il y a un virus très grave nommé Covid-19. J'ai appris cette nouvelle à la télé chez Hanouna. Ma première pensée a été de la joie car je ne serai plus obligée d'aller à l'école...* » Ce carnet de bord est signé par Julie, 9 ans, élève de CM2. Il sera peut-être utile, un jour, à des chercheurs, pour raconter ce que fut la crise sanitaire de 2020, en France, et ses répercussions. C'est en tout cas dans cet esprit que l'Institut Covid-19 Ad Memoriam lance un appel à témoignages, ce jeudi 7 octobre.

Créé au début de la pandémie pour documenter et analyser le vécu et les impacts de la crise sur la société française, ce réseau de chercheurs réunissant anthropologues, médecins, biologistes et juristes ouvre au grand public une plateforme numérique, Histoires de crise (1), afin de recueillir les témoignages des Français. L'idée : garder des traces du quotidien, à travers textes, dessins d'enfants, photos, musique, enregistrement sonore...

« *La crise sanitaire a été un tel choc, pour tout le monde, qu'il est nécessaire de faire mémoire* », explique Laetitia Atlani-Duault, présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam. L'anthropologue parle même d'une « *bascule anthropologique* ». Une rupture. « *La pandémie a été un événement structurant dans la vie de beaucoup de Français* », analyse à son tour Aymeril Hoang, conseiller pour le numérique au conseil scientifique et pilote d'Histoires de crise. « *Il y a un avant et un après. Le confinement, les gestes barrières ont bouleversé des quotidiens, obligé à réinventer des relations amicales, familiales, amoureuses, transformé les méthodes de travail. Chez certains, la crise est allée jusqu'à modifier le regard sur leur vie ou leur métier.* »

Un choc qui en outre a touché tous les milieux sociaux. « *Personne n'a été épargné, même si personne ne l'a vécu de la même façon et que le Covid a été vécu de façon très inégalitaire* », remarque la sociologue Sarah Gensburger, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de la mémoire. « *Pour créer une mémoire diversifiée, il est important d'avoir accès aux récits de personnes ordinaires, pas seulement aux expériences de quelques-uns, plus exposés, plus médiatiques. Il ne saurait exister qu'une seule mémoire, institutionnelle, qui serait seule légitime.* »

De fait, l'opération Histoires de crise n'est pas la première du genre. Des initiatives ont déjà été lancées, à un échelon plus local, par les archives départementales des Vosges, d'Eure-et-Loir, des Hauts-de-France, de Dijon, notamment. Mais aussi à Limoges ou Mayotte, ou encore par le Mucem, à Marseille. « *Ouvrir un espace où déposer son vécu est une démarche très démocratique* », constate François Petrazoller, chef de service des archives départementales des Vosges. Il se réjouit d'avoir recueilli une « *parole rurale* », rare dans l'espace médiatique. « *Les premiers textes reçus étaient nourris par la peur, l'isolement, note-t-il. Puis on découvre comment les gens ont affronté la situation, se sont débrouillés, ont gardé espoir ou se sont écroulés.* »

Mais dans la masse des témoignages reçus, comment trier ce qui est représentatif, utile ? La matière est à disposition, « *aux chercheurs, ensuite, de s'en emparer et de la faire parler, en fonction de leurs critères de recherche* », décrypte Sarah Gensburger. Voudront-ils étudier les nouvelles façons de travailler inventées par la crise ? Réfléchir à l'émergence d'une forme de « *fraternité numérique* » ? Comparer le ressenti des femmes à celui des hommes ?

Au bout du compte, les chercheurs en sont convaincus, c'est une photographie de l'époque qui se dessine. Mais pour Laetitia Atlani-Duault, Histoires de crise doit aussi permettre de « *tirer des enseignements du passé pour préparer des crises futures* ». Étudier l'existant « *peut, nous le croyons, alimenter de futures politiques publiques en matière d'éducation, de santé, d'économie, de solidarité* ». Une vocation mémorielle, donc, mais aussi très politique.

«Il s'agit d'apprendre de ce qu'on a vécu du Covid» : les citoyens invités à témoigner de la crise

leparisien.fr/societe/sante/il-sagit-dapprendre-de-ce-que-quon-a-vecu-du-covid-les-citoyens-invites-a-temoigner-de-la-crise-07-10-2021-NOS3GRMPP5F77CPEXMH5BXPAM.php

Par Aurélie Sipos Le 7 octobre 2021 à 05h50

7 octobre 2021



Personne ne pourra oublier l'épidémie de Covid-19. Mais le temps pourrait bien emporter les milliers de petites histoires vécues par les citoyens, souvent restés invisibles, frappés directement ou indirectement par la crise sanitaire. Pour faire avancer la recherche et conserver une « mémoire » de cette pandémie, l'Institut Covid-19 Ad Memoriam lance ce jeudi un site Internet « Histoires de crise », où chacun pourra venir témoigner des moments marquants de ces derniers mois. La fondatrice de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam et anthropologue du conseil scientifique, Laëtitia Atlani-Duault et Françoise Barré-Sinoussi, présidente d'honneur de l'Institut et prix Nobel de médecine, nous ont détaillé le fonctionnement de cet espace numérique inédit.

Cette plate-forme s'adresse aux citoyens, « aux invisibles ». Estimez-vous qu'ils n'ont pas été assez entendus pendant la crise ?

LAËTITIA ATLANI-DUAULT. Nos expériences à tous de la pandémie, ordinaires comme extraordinaires, sont restées relativement invisibles au grand public durant cette pandémie. Il est très important que tout un chacun puisse témoigner de ce qu'il a vécu, de ce qu'il vit encore. Toutes nos expériences se valent, la société civile doit pouvoir participer à cette réflexion. Il ne faut pas uniquement garder à terme comme trace et mémoire de la pandémie, les points de vue des professionnels, des autorités judiciaires, des politiques, des médias. Il y a un risque de monopole des données de masse.

FRANCOISE BARRE-SINOUSI. S'appuyer sur le grand public, sur les citoyens, c'est extrêmement important. Au début de l'épidémie, j'ai beaucoup regretté que les citoyens ne soient pas suffisamment associés à la réflexion, à la mise en place de mesures. Je me dis que la mémoire de ce qui a été bien fait ou mal fait est extrêmement importante pour préparer le futur.

À lire aussi [Covid-19 : comment la pandémie a chamboulé nos vies](#)

C'est-à-dire ?

F.B-S. Je viens du milieu du VIH Sida, des maladies infectieuses, et face à l'épidémie de Covid-19 je me suis rendu compte combien on était tous capable d'oublier le passé. Ce qui m'est apparu évident, par rapport à ce que j'ai vécu dans les années 1980, c'est qu'on a oublié que l'infection est toujours là, on a oublié bien des aspects dont la discrimination. On les a revécues au début de l'épidémie de Sars-Cov2, des personnes contaminées ont été écartées, les personnes asiatiques ont été discriminées. Il y a une capacité d'oubli extraordinaire.

À quoi va servir cette plate-forme ?

L. A-D. Elle a vocation à servir activement la recherche pour comprendre comment chacun de nous a traversé le temps du Covid-19 et quelles leçons, sur nous-mêmes et sur les autres, nous pouvons tirer de cette expérience. Il s'agit d'apprendre de ce qu'on a vécu.

Concrètement, comment va-t-elle s'organiser ?

L. A-D. Tous les témoignages individuels qui seront postés, que ce soit des textes, musique, de la vidéo, vont être accessibles à tout le monde sur une plate-forme créée par l'ONG Bayes Impact. Ce souci de transparence, c'est fondamental. Il y aura de la modération uniquement pour s'assurer que les propos ne tombent pas sous le coup de la loi. Cela va permettre de créer un lieu de mémoire numérique qui donnera aux citoyens et aux chercheurs accès aux témoignages de la pandémie que nous allons tous poster.

Pourquoi ne pas avoir recensé les témoignages relayés dans les médias, ou sur les réseaux sociaux ?

L. A-D. Il fallait un outil où tout le monde puisse poster, et pas les membres de tel ou tel groupe. Par ailleurs, on ne peut pas récupérer tout ce qui circule. Tout ce qui est récupérable sera sur la plate-forme, mais certains contenus sont protégés.

N'y a-t-il pas un biais à raconter des souvenirs qui datent parfois de plusieurs mois ?

F.B-S. Si, c'est un risque. C'est pour cela que c'est important de témoigner maintenant. C'est bien d'avoir un peu de recul mais pas trop, à cause de notre capacité d'oubli ou de transformation de nos souvenirs, parfois de façon plus belle ou plus dramatique. Il faut se

souvenir dans la période la plus proche possible de la pandémie, c'est l'essentiel et c'est là toute la force de ce projet.

Pour témoigner à partir du 7 octobre : www.histoiresdecrise.fr

Covid-19: un site collecte les souvenirs des Français pour créer un "lieu de mémoire numérique"

Le HuffPost

Le site internet "Histoires de crise", créé par l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, est lancé ce jeudi pour tous les Français qui veulent témoigner de leur vécu de la pandémie.

huffpost Emmanuel Macron annonce le confinement en mars 2020.

MÉMOIRE - Une photo d'Emmanuel Macron à la télévision annonçant le premier confinement en mars 2020, une vidéo des applaudissements en soutien aux soignants, un texte pour raconter les émotions vécues pendant la pandémie... Ce sont autant de souvenirs et de témoignages de Français que veut récolter l'Institut Covid-19 Ad Memoriam via le site histoiresdecrise.fr, lancé ce jeudi 7 octobre.

Le projet a été initié dès le début de la crise par Laetitia Atlani-Duault, anthropologue, membre du conseil scientifique, fondatrice et présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam. "Dès mars 2020, il nous a paru essentiel de collecter tout ce qui relève de traces et mémoires de la pandémie, que ce soit des mémoires ordinaires ou extraordinaires, des traces du quotidiens (...), les témoignages de nous tous qui avons été ébranlés", a-t-elle expliqué sur franceinfo mercredi.

Rendez votre histoire avec la #Covid19 inoubliable grâce à l'application #HistoiresDeCrise

Développée par l'Institut, elle récolte et publie vos témoignages??

Racontez-nous la vôtre ! Histoires de crise est VOTRE application.

Découvrez-la?? <https://t.co/7jObUUiFWtpic.twitter.com/9jA40JXTIm>

-- Institut Covid-19 Ad Memoriam (@CovidAdMemoriam) October 7, 2021

Après une première étape s'intéressant d'abord aux scientifiques, personnels des hôpitaux, associations ou encore des professions invisibles comme les éboueurs, c'est à présent à tous les Français que l'institut s'adresse. "Car cette histoire, c'est la vôtre", souligne la vidéo de présentation diffusée sur le site.

La Suite Après Cette Publicité "Un lieu de mémoire numérique de la pandémie"

Tous les formats sont acceptés, tout le monde peut participer et surtout, détaille encore Laetitia Atlani-Duault, les contenus seront accessibles à tous, dans un effort de transparence. Car, explique-t-elle dans une vidéo publiée par l'Université de Paris auquel appartient l'Institut, il faut "donner accès aux citoyens ordinaires, et à l'ensemble du monde de la recherche, tout ce qui sera nécessaire pour tirer un bilan de l'impact sociétal de cette pandémie sur la société française et plus largement notre monde globalisé".

Ce "musée virtuel", ce "lieu de mémoire numérique de la pandémie", pourra "être utile dans nos façons de concevoir l'avenir en France et pourra nous préparer à d'autres crises, sanitaire ou humanitaire", ajoute-t-elle sur franceinfo. Une version anglaise devrait également prochainement voir le jour.

Vous pouvez dès à présent vous replonger dans vos souvenirs, fouiller vos téléphones et appareils photos. Car, comme le dit le philosophe Élie Wiesel, cité par Laetitia Atlani-Duault: "Vivre une expérience et ne pas la transmettre c'est la trahir."

7 octobre 2021 259 mots

Coronavirus : « Il est nécessaire de créer un lieu de mémoire numérique pour faire face aux crises à venir »

MÉMOIRE - Une photo d'Emmanuel Macron à la télévision annonçant le premier confinement en mars 2020, une vidéo des applaudissements en soutien aux soignants, un texte pour raconter les émotions vécues pendant la pandémie... Ce sont autant de souvenirs et de témoignages de Français que veut récolter l'Institut Covid-19 Ad Memoriam via le site histoiresdecrise.fr, lancé ce jeudi 7 octobre.

Le projet a été initié dès le début de la crise par Laetitia Atlani-Duault, anthropologue, membre du conseil scientifique, fondatrice et présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam. "Dès mars 2020, il nous a paru essentiel de collecter tout ce qui relève de traces et mémoires de la pandémie, que ce soit des mémoires ordinaires ou extraordinaires, des traces du quotidiens (...), les témoignages de nous tous qui avons été ébranlés", a-t-elle expliqué sur franceinfo mercredi.

Après une première étape s'intéressant d'abord aux scientifiques, personnels des hôpitaux, associations ou encore des professions invisibles comme les éboueurs, c'est à présent à tous les Français que l'institut s'adresse. "Car cette histoire, c'est la vôtre", souligne la vidéo de présentation diffusée sur le site.

"Un lieu de mémoire numérique de la pandémie"

Tous les formats sont acceptés, tout le monde peut participer et surtout, détaille encore Laetitia Atlani-Duault, les contenus seront accessibles à tous, dans un effort de transparence. Car, explique-t-elle dans une vidéo publiée par l'Université de Paris auquel appartient l'Institut, il faut "donner accès aux citoyens ordinaires, et à l'ensemble du monde de la recherche, tout ce qui sera nécessaire pour tirer un bilan de l'impact sociétal de cette pandémie sur la société française et plus largement notre monde globalisé".

Ce "musée virtuel", ce "lieu de mémoire numérique de la pandémie", pourra "être utile dans nos façons de concevoir l'avenir en France et pourra nous préparer à d'autres crises, sanitaire ou humanitaire", ajoute-t-elle sur franceinfo. Une version anglaise devrait également prochainement voir le jour.

Vous pouvez dès à présent vous replonger dans vos souvenirs, fouiller vos téléphones et appareils photos. Car, comme le dit le philosophe Élie Wiesel, cité par Laetitia Atlani-Duault: "Vivre une expérience et ne pas la transmettre c'est la trahir."

Société

Dossier : Coronavirus Covid-19

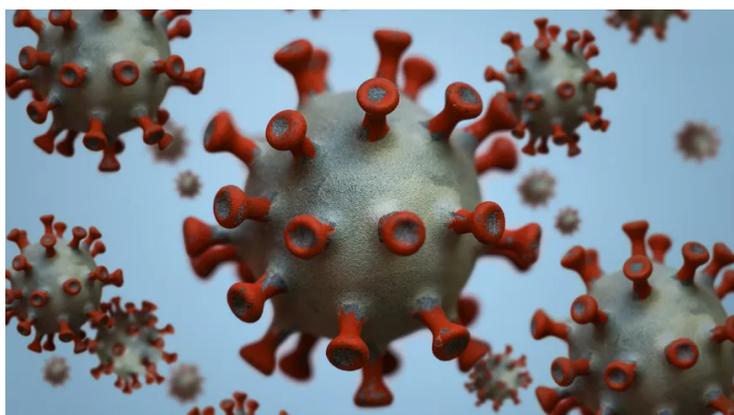
Covid-19 : une plateforme numérique collecte les témoignages des Français sur la pandémie

Jeudi 7 octobre 2021 à 11:12 - Par [Martine Bréson](#). [France Bleu Paris](#)

[Paris](#)



L'Institut Covid-19 Ad Memoriam lance, ce jeudi 7 octobre, "Histoires de crise", une plateforme numérique pour collecter les témoignages des Français sur la pandémie de Covid-19. Elle est ouverte à tous ceux qui veulent raconter leur vécu du Covid-19.



Coronavirus © Maxppp - Peter Endig

Que restera-t-il dans les mémoires et dans l'Histoire de cette crise du Covid-19 ? Pour garder une trace, l'Institut Covid-19 Ad Memoriam lance, ce jeudi 7 octobre, "[Histoires de crise](#)", une plateforme numérique pour **collecter les témoignages des**

Français sur la pandémie de Covid-19. Cet Institut fait partie de l'Université de Paris et de l'Institut de recherche pour le développement. Il a pour objectif de constituer un "*lieu de mémoire*" numérique de la pandémie.

"Chacun, chacune, quelles que soient ses expériences, peut venir raconter son vécu du Covid-19", annonce le site. Vous pouvez **témoigner des moments qui ont marqué votre vie de tous les jours** et poster des textes, des photos, des images, de la musique, des bandes sonores, des vidéos. Vous pouvez poster tout ce que vous voulez.

Un site est ouvert à tous

Le site se veut "*un outil facile d'usage qui permette à chacun de venir déposer sa pierre à l'édifice de la mémoire collective de la pandémie*" a indiqué sur franceinfo Laetitia Atlani-Duault, anthropologue, membre du conseil scientifique et spécialiste des crises humanitaires, fondatrice et présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam.

Vous pouvez raconter des **histoires personnelles ou collectives, des instants de vie**, "*heureux comme tristes, étonnants comme attendus, anodins ou surprenants*" assure Laetitia Atlani-Duault. Les témoignages peuvent être **anonymes ou nominatifs**.

Il y aura un vrai **enjeu de transparence**, indique l'anthropologue. Ce qui sera mis sur ce site sera accessible à tous, dit-elle.

Une façon de conserver la mémoire de cette pandémie

"Dès mars 2020, il nous a paru essentiel de collecter tout ce qui relève de traces et de mémoires de la pandémie, les témoignages de nous tous qui avons été ébranlés", explique Laetitia Atlani-Duault.

La matière qui sera récoltée aura pour vocation à **servir la recherche pour comprendre** comment chacune, chacun de nous a traversé le temps du Covid et quelles leçons, sur nous-mêmes et sur les autres, nous pouvons tirer de cette expérience pour sortir renforcés de cette épreuve et **nous préparer aux crises à venir.**

Une plate-forme va recueillir les témoignages des Français sur le Covid-19

 cnews.fr/france/2021-10-07/une-plate-forme-va-recueillir-les-temoignages-des-francais-sur-le-covid-19-1134572

CNEWS

Pour garder une trace de ce que le pays a vécu pendant la pandémie de coronavirus, l'Institut Covid-19 Ad Memoriam lance ce jeudi 7 octobre «Histoires de crise», une plate-forme pour recueillir les témoignages des Français.

«L'institut Covid-19 Ad Memoriam a pour objectif de collecter, archiver et analyser les traces et mémoires de la pandémie», explique l'organisme de l'Université de Paris et de l'Institut de recherche pour le développement sur son site, en ajoutant vouloir «constituer un lieu de mémoire numérique de la pandémie [Covid-19](#).»

«Dès mars 2020, il nous a paru essentiel de collecter tout ce qui relève de traces et de mémoires de la pandémie, les témoignages de nous tous qui avons été ébranlés», a expliqué à [Franceinfo](#) Laetitia Atlani-Duault, anthropologue, présidente de l'Institut et membre du Conseil scientifique. Cette nouvelle plate-forme se veut donc être «un outil facile d'usage qui permette à chacun de venir déposer sa pierre à l'édifice de la mémoire collective de la pandémie.»

La plate-forme histoiresdecrise.fr permettra aux Français de livrer des textes, photos, vidéos ou musiques en lien avec ce qu'ils ont vécu pendant ces mois de pandémie. Ces éléments peuvent être des moments de vie, relatifs à des histoires personnelles ou collectives. «On pourra tous poster et tout sera accessible à tous. Il y a un vrai enjeu de transparence», a souligné Laetitia Atlani-Duault. Ces témoignages pourront être anonymes ou nominatifs.



Tous ces souvenirs recueillis constitueront une matière pour la recherche et pour les pouvoirs publics, qui pourront ainsi mesurer l'impact social de la pandémie sur la société française : «C'est tenter de percevoir de nouveaux paradigmes économiques, financiers, écologiques surgissant d'une telle rupture, et les perspectives qui en découleront pour les politiques publiques», détaille l'Institut. Cela permettra notamment de réfléchir aux nouvelles pratiques qui ont émergé avec la pandémie, comme le [télétravail](#), l'enseignement à distance, ou encore les réunions de famille en visioconférence.

Aussi paru dans 7 octobre 2021 - L'Humanité (site web réf.)

MÉMOIRE

Une histoire populaire de la vie sous Covid

Eugénie BarbezaT

Mise en ligne jeudi 7 octobre, la plateforme Histoires de crise se veut un espace de libre expression où chacun est invité à raconter son vécu durant la pandémie.

« Je reste très marquée par ces journées seule à la maternité », explique une jeune mère dont le mari n'a pas été autorisé à l'accompagner lors de son accouchement. « Comment expliquer cette situation aux élèves, sans les angoisser, alors que nous-mêmes, nous sommes plongés dans l'incertitude ? Que dire aux parents inquiets ? Comment garder le lien avec ceux qui n'ont pas d'accès au numérique ? » Une institutrice se souvient avoir été submergée par ces questions à l'annonce du premier confinement à la télévision.

Avant même la peur de la maladie, c'est la stupeur, l'angoisse et la conscience de vivre quelque chose d'inédit qui dominant dans les premiers témoignages recueillis sur la plateforme numérique Histoires de crise, mise en place jeudi 7 octobre par l'institut Ad Memoriam. On y lit aussi de la colère face aux décisions du gouvernement : « Aussi incroyable que cela puisse paraître, le gouvernement a fermé des lits d'hôpitaux durant la crise sanitaire ! Ils nous coupent les droits les plus fondamentaux pour ne pas surcharger les lits d'hôpitaux mais ne parlent pas de leurs actes ! Honte sur ce gouvernement ! »

Une démarche qui vise à n'oublier personne

S'exprime aussi de la défiance : « Enfermer des personnes bien portantes et couper tout lien social était et restera une hérésie. La vie est déjà une maladie mortelle mais si, en plus, nous en supprimons le sel... à quoi bon. » Mais aussi des déclarations qui confinent parfois au complotisme : « Quelle mascarade et fausse pandémie nous vivons depuis très longtemps. On ne vous remercie pas de nous avoir autant atteints dans nos libertés et de nous faire croire que cette injection est un vaccin ! Honte à ce gouvernement médiocre et qui ne voit que le flicage et le fric ! »

« Nous étions bien conscients que cette plateforme serait aussi un déversoir de la colère, précise Aymeril Hoang, expert numérique au sein du conseil scientifique Covid-19 et pilote de la plateforme Histoires de crise. Mais il nous est apparu important que les émotions fortes ressenties par la population ne soient pas seulement relayées sur les réseaux sociaux mais aussi sur un lieu de mémoire collective destiné à la recherche. » D'où le choix assumé de la possibilité de témoigner anonymement et d'une modération au minimum. « Il n'y a aucune censure sauf, bien sûr, concernant des propos qui tombent sous le coup de la loi ou des données sensibles liées la santé des personnes », ajoute l'ancien directeur de cabinet de Mounir Mahjoubi au secrétariat d'État au Numérique.

Après cette première phase de collecte, le projet Ad Memoriam va se poursuivre par un second volet durant lequel des entreprises, des maisons de retraite ou des hôpitaux vont à leur tour organiser le recueil de témoignages. Une démarche qui vise à n'oublier personne. « Cela permettra notamment d'avoir accès à la parole de personnes qui ont des choses à raconter, mais qui n'ont pas accès au numérique », selon Aymeril Hoang.

Tous les témoignages récoltés serviront de matière à la recherche. Ce corpus mais aussi les photos, vidéos ou dessins seront au final mis à disposition de sociologues, ethnologues ou historiens dont les projets auront été retenus. Cet outil a aussi vocation à fournir de l'information non filtrée aux décideurs lors des prochaines crises, car du propre aveu du pilote du projet : « Durant la pandémie, nous étions aveugles. Au conseil scientifique, nous n'avions aucune

idée de ce que vivaient les gens, en dehors de nos cercles proches. »

Aussi paru dans 11 octobre 2021 - La Croix

Covid 19 : mémoires multiples

Dominique Quinio

Chronique Dominique Quinio salue la création de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam qui propose d'écouter et de collecter les expériences pour comprendre et se souvenir de la pandémie.

Commenter Réagir Envoyer par mail Envoyer Partager sur Facebook Partager Partager sur Twitter Twitter

Faire mémoire ou devoir de mémoire. Certains préfèrent parler de devoir d'histoire. Notre époque d'incertitude, peu confiante en son avenir, est devenue très « mémorielle », célébrant les beaux moments de son histoire et mettant en lumière ses vilenies. La crise sanitaire, dont il n'est pas sûr qu'elle soit totalement derrière nous, n'échappe pas à la règle. L'Institut Covid-19 Ad Memoriam, un réseau de chercheurs, en a fait son objet d'études. Pour ne rien oublier et ayant analysé ce qui s'est vécu, mieux préparer d'éventuelles crises comparables. L'Institut lance donc un appel à témoignages pour constituer une sorte de bibliothèque numérique dont les auteurs ne seraient pas seulement les experts, les savants, les décideurs, mais chacun de nous.

? EXPLICATION. Covid-19 : un appel à témoignages pour faire mémoire de la pandémie

Les photos et les vidéos qui auront parcouru le net durant ces mois en gardent ainsi la trace : les rues des grandes capitales vides et silencieuses, la famille canard traversant les Champs-Élysées, les musiciens de l'orchestre national de France interprétant à distance le boléro de Ravel, les Italiens chantant sur le balcon leur hymne national et leur fraternité... Ainsi - notre photo le raconte - à 20 heures, lors du premier confinement, les habitants se retrouvaient pour applaudir « nos héros », le personnel soignant engagé dans la bataille.

Personne n'aura vécu la crise sanitaire de la même façon. Beaucoup a déjà été dit sur les inégalités qui se sont fait jour à cette occasion. Ce fut un temps douloureux pour ceux qui ont perdu un être cher, sans avoir pu l'accompagner dans ses derniers moments, pour ceux qui ont été gravement atteints par le virus et en portent parfois les séquelles, pour ceux, soignants, qui ont vu leurs patients mourir...

? LIRE AUSSI. En confinement, le deuil plus douloureux encore

Une actualité chasse l'autre ; la bataille du vaccin et du passe sanitaire est passée au premier plan, tandis que la vie, que l'on disait radicalement changée, semble repartir comme avant. Il ne faudrait pas tourner la page trop vite. Le confinement, par exemple, fut un curieux moment de nos vies, où nous nous sommes retrouvés dans un temps arrêté, un espace rétréci : une heure pour sortir, un kilomètre, un couvre-feu précoce. Un petit kilomètre dans son quartier, sans la possibilité d'aller vers plus d'air, plus de vert, plus de montagne ou de mer. On y a rencontré des voisins inconnus devenus familiers parce qu'ils faisaient le même parcours, chaque jour à la même heure, et des gens qui s'écartaient de vous en vous croisant... Il y eut de l'entraide, de la créativité.

Les grands-parents, en Ehpad particulièrement, furent privés de leur famille (et réciproquement). L'école fermée pendant de longues semaines fut une expérience difficile pour les parents en télétravail et les enfants privés de foot et de copains, dans des logements parfois exigus. On a repris le goût de cuisiner, de jouer aux cartes, de faire des puzzles... Des grands jeunes sont revenus habiter chez leurs parents. Les étudiants ont souffert dans leurs études et leurs amitiés. On a inventé les « apéros numériques » pour voir - de loin - amis et familles. Et, durant le premier confinement, souvenons-nous, il fit un temps magnifique.

? ANALYSE. La mémoire du confinement, champ de collecte et de recherche

Cette hétérogénéité-là - ces souvenirs différents et contrastés - vaut d'être racontée et analysée, avec ses drames et ses moments de solidarité. Pour en écrire l'histoire, pour en tirer des leçons.

Histoires de crise : la plateforme qui permet à chacun d'apporter son témoignage sur la crise sanitaire

mardi 12 octobre 2021

Histoires de crise, c'est le nom de la plateforme de témoignages créé par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam. Elle permet, depuis le début de la pandémie, de collecter, archiver et analyser les traces et mémoires du Covid-19.

[Histoires de crise](#) est une plateforme numérique de collecte de témoignages où chacun peut venir raconter son vécu du Covid-19. Des histoires personnelles qui constitueront à terme notre histoire collective de la pandémie.

Histoires de crise s'envisage également comme un véritable réseau social de la pandémie qui permet à toutes et tous de venir raconter les moments marquants de son année, aussi bien par écrit que par images ou bandes sonores. *"L'Institut propose avec cette plateforme d'écouter et de collecter les expériences ordinaires comme extraordinaires de chacun et chacune pour comprendre et se souvenir, car il n'y a pas d'espérance sans mémoire,* indique Laëtitia Atlani-Duault, Présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam et anthropologue. *Transparente et ouverte à toutes et tous, la plateforme donne accès à l'ensemble des témoignages postés."*

La plateforme a aussi vocation à servir activement la recherche pour comprendre comment chacun de nous a traversé le temps du Covid-19. L'objectif étant également de tirer les enseignements du Covid-19 et de nous préparer aux crises à venir.



Libération (site web)
Société, mardi 19 octobre 2021 1146 mots

Mémoire du Covid-19 : un site Internet pour témoigner, collecter et se souvenir

Dès le premier confinement, des dizaines de collectes de témoignages ont fleuri, émanant de services d'archives ou de musées. Malgré une collecte inégale de textes et d'objets, les conservateurs et universitaires tentent de garder des traces de cette période si particulière.

«Un temps en suspens» pourrait n'être que le titre anodin d'un des 191 témoignages publiés en une semaine sur le site <http://histoiresdecrise.fr/>, mais c'est presque le meilleur résumé de l'année 2020. Et le temps, c'est le thème le plus régulièrement abordé sur cette plateforme lancée le 7 octobre par l'institut Covid-19 Ad Memoriam, (émanation de l'université de Paris et de l'Institut de recherche pour le développement), qui a pour ambition de transformer le site en un mémorial numérique de la crise.

D'autres initiatives, lancées bien plus tôt, ont aussi tenté de garder une trace de cette période. Parmi les institutions ayant lancé des appels à témoignages, les archives départementales des Vosges, les archives municipales de villes comme Nantes, Lille ou Grenoble. La collecte la plus médiatisée reste sans aucun doute celle du Mucem (Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée), à Marseille. «Ce qu'on s'est dit, c'est qu'on est un musée qui s'intéresse au contemporain et qu'il se passait quelque chose de mondial», explique à Libé Emilie Girard, directrice scientifique de l'établissement, à l'origine de l'appel aux témoignages lancé le 17 avril. La collecte grand public a dans ce cas été un moyen de substitution : «Notre musée travaille beaucoup sur de l'enquête collecte. Pendant cette période on a été démunis de ces moyens habituels parce qu'on ne pouvait pas envoyer de chercheurs sur le terrain.»

«Ponctuer la période»

«Sur les 630 propositions reçues, une grande partie d'entre elles montrent un rapport différent au temps, les gens ont cherché à matérialiser le temps», observe Emilie Girard. Carnets de bord, calendriers griffonnés selon l'humeur, liste de répartition des tâches jour par jour? : une partie de la grande diversité de propositions repose sur le même principe, «ponctuer la période». Une constante dans les différentes collectes menées. Mais aux archives départementales des Vosges, dont la fierté de son directeur, François Petrazoller, est d'avoir été «un des premiers services à dégainer» sa campagne de collecte, lancée le lendemain du confinement, les observations sont bien différentes.

«Dans les témoignages qui nous sont parvenus par cahiers de confinement de centaines de pages parfois, les narrateurs semblent trouver assez rude de comprendre que, même quand ils ont du temps pour eux, ils n'arrivent pas à faire ce qu'ils veulent», détaille François Petrazoller, également conservateur général du patrimoine. «Ce qui est aussi visible dans notre collection, c'est le ressenti de double peine des Vosgiens pendant ce confinement», ajoute-t-il, pour qui «l'isolement géographique du département s'est ajouté à celui imposé par le gouvernement». «L'espace fait partie d'une sorte de duo des préoccupations pendant la pandémie, avec le temps», confirme la directrice scientifique du Mucem.

Eléments que Nicolas Thomas, professeur d'histoire-géographie près d'Epinal, a compris? : «J'ai fait faire une carte à mes élèves de leur espace de confinement, et ça a vraiment bien fonctionné.» Sur l'un des rendus, conservé par le professeur et intégré à son journal de bord d'un peu moins d'une centaine de pages, la précision du document plonge celui qui s'y penche dans le fonctionnement des foyers à cette époque. Pour cet exercice singulier de cartographie, le lycéen a dû placer et définir les «espaces de cohabitation sereins» de son logement, les «flux d'informations», matérialisés par des rayonnements émanant de la télévision. Ou encore les lieux propices aux «conflits d'usage? : à savoir, le salon. L'élève y détaille aussi la proportion de temps passé par

pièce. Et tandis que la chambre arbore fièrement son *<i>«90%»,</i>* le reste du foyer se partage les 10% restants.

L'inclusion des plus précaires, «le vrai sujet»

Mais le modèle des collectes basées sur le volontariat a aussi rapidement présenté ses limites. *<i>«Les personnes les plus précaires ont bien moins participé»</i>*, concède Aude Fanlo, responsable du département recherche et enseignement au Mucem. Alors que l'objectif est de garder des traces aussi exhaustives que possible de cette période, la majorité des témoignages proviennent des confinés. Côté travailleurs de l'ombre, le butin est plus maigre. *<i>«Comme le témoignage est un artefact important pour notre musée, nous avons recruté un doctorant chargé de combler les limites de la collecte en faisant du terrain auprès de collectifs d'aide alimentaire»</i>*, ajoute Emilie Girard.

Pour Aymeril Hoang, pilote de la plateforme histoiresdecrise.fr, l'inclusion des plus précaires, *<i>«c'est le vrai sujet». «Je suis parisien et diplômé, j'ai déjà tous les témoignages des personnes qui sont dans le même cas que moi. Il faut réussir à collecter le témoignage des personnes à qui on ne demande jamais ce qu'ils pensent,</i>* affirme l'ancien directeur de cabinet de Mounir Mahjoubi lorsqu'il était secrétaire d'Etat chargé du Numérique. *<i>Nous sommes en contact avec des associations qui pourraient se faire le relais de notre plateforme.»</i>*

Autre limite : *<i>«L'essentiel des collectes des services d'archives et des musées portent sur le premier confinement,</i>* selon Laëtitia Atlani-Duault, anthropologue et présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam. *<i>Cette période correspond à un moment pendant lequel les gens avaient le temps de témoigner, donc on a rapidement vu la fin de beaucoup de ces initiatives courant mai 2020.»</i>* Ce problème se pose également pour la collecte du Mucem, close quelques semaines seulement après le premier déconfinement. **<i>«La date a été fixée presque arbitrairement»</i>**, accorde la directrice scientifique du musée marseillais. Et pour Aude Fanlo, sa collègue en charge de la recherche de l'enseignement, *<i>«la majorité des témoignages que l'on a récoltés ont montré que l'état d'esprit était optimiste. J'imagine que si la collecte avait continué jusqu'en septembre 2020, les témoignages auraient peut-être montré une dégradation de cet état d'esprit. Ça aurait pu être intéressant.»</i>*

Histoires de crise pour recueillir les témoignages des Français sur la pandémie de Covid-19

 alliancy.fr/institut-covid-19-ad-memori-am-temoignages-francais-covid19

Créé dès le début de la pandémie par l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault, l'Institut Covid-19 Ad Memoriam se donne pour mission de collecter, archiver et analyser les traces et mémoires de la pandémie. Avec la plateforme Histoires de crise, l'Institut franchit une étape majeure de son projet : la création d'un espace numérique de témoignages où chacune, chacun, quelles que soient ses expériences, peut venir raconter son vécu du Covid-19.

Histoires de crise est une plateforme numérique de collecte de témoignages où chacun, chacune, quelles que soient ses expériences, peut venir raconter son vécu du Covid-19. Il s'agit ici de nos histoires personnelles, mais aussi de notre histoire collective. Raconter ces instants de vie, heureux comme tristes, étonnants comme attendus, anodins ou surprenants. Ainsi se construira une mémoire collective de la pandémie.

Elle a de plus vocation à servir activement la recherche pour comprendre comment chacun de nous a traversé le temps du Covid-19 et quelles leçons, sur nous-mêmes et sur les autres, nous pouvons tirer de cette expérience pour sortir renforcés de cette épreuve et nous préparer aux crises à venir.

Plateforme conçue par l'ONG Bayes Impact, Histoires de crise s'envisage comme un véritable réseau social de la pandémie qui permet à toutes et tous de venir raconter les moments marquants de son année, aussi bien par écrit que par images ou bandes sonores.

« L'Institut propose avec cette plateforme d'écouter et de collecter les expériences ordinaires comme extraordinaires de chacun et chacune pour comprendre et se souvenir, car il n'y a pas d'espérance sans mémoire. Transparente et ouverte à toutes et tous, la plateforme « Histoires de crise » donne accès à l'ensemble des témoignages postés. » – Laëtitia Atlani-Duault, Présidente de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam et anthropologue.

« Nous devons tirer les enseignements du Covid-19 et nous préparer aux crises à venir. Audelà des experts, chacune et chacun d'entre nous doit donc pouvoir s'exprimer et faire vivre la mémoire collective de cette crise

grâce à cet outil « Histoires de crise ». » – Françoise BarréSinoussi, Présidente d'honneur de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam et prix Nobel de médecine.

« Au travers de la plateforme « Histoires de crise », nous mettons à la disposition de tous, un outil facile d'usage qui permette à chacun de venir déposer sa pierre à l'édifice de la mémoire collective de la pandémie. C'est une initiative inédite dans le monde et nous espérons qu'elle en impulsera de nouvelles. » – Paul Duan, Fondateur de l'ONG Bayes Impact et entrepreneur social.

Les Français de l'étranger appelés à raconter leur vécu de la pandémie

Par **Elisabeth Guédel** - 1 novembre 2021



Laëtitia Atlani-Duault, fondatrice et présidente de l'institut Covid-19 Ad Memoriam/Laëtitia Atlani-Duault.

« Samedi 14 mars 2020, sur un parking quelque part en Europe. Derniers instants avec mon fils de 2 ans, totalement bouclés depuis hier, je dois partir maintenant par le dernier avion. » Ces quelques lignes accompagnées de la photo d'un enfant dans un siège auto, l'image de son père, un emoji triste en guise de décoration sur la carrosserie de la voiture, constituent l'un des quelques 220 témoignages déposés en trois semaines.

La plateforme, lancée par l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, vise à créer une mémoire collective de la pandémie à travers des histoires personnelles. « Que se soient des textes, des photos, des vidéos ou de la musique, ce sont des témoignages de crise, précise la fondatrice et présidente de l'institut, l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault. Et la question centrale est : comment les partager ? »

Dès mars 2020, lors du premier confinement en France, la spécialiste des crises sanitaires et humanitaires, avec plusieurs autres chercheurs, de relever des traces de ce moment singulier. « J'étais totalement convaincue de vivre une rupture anthropologique majeure et qu'il fallait garder la trace de l'expérience de la vie pendant la pandémie, explique-t-elle, lors de son passage à New York fin octobre. Nous avons cherché un outil qui était important que toutes les histoires soient accessibles à tous plutôt que nous, chercheurs, recevions des témoignages qui soient pas partageables. »



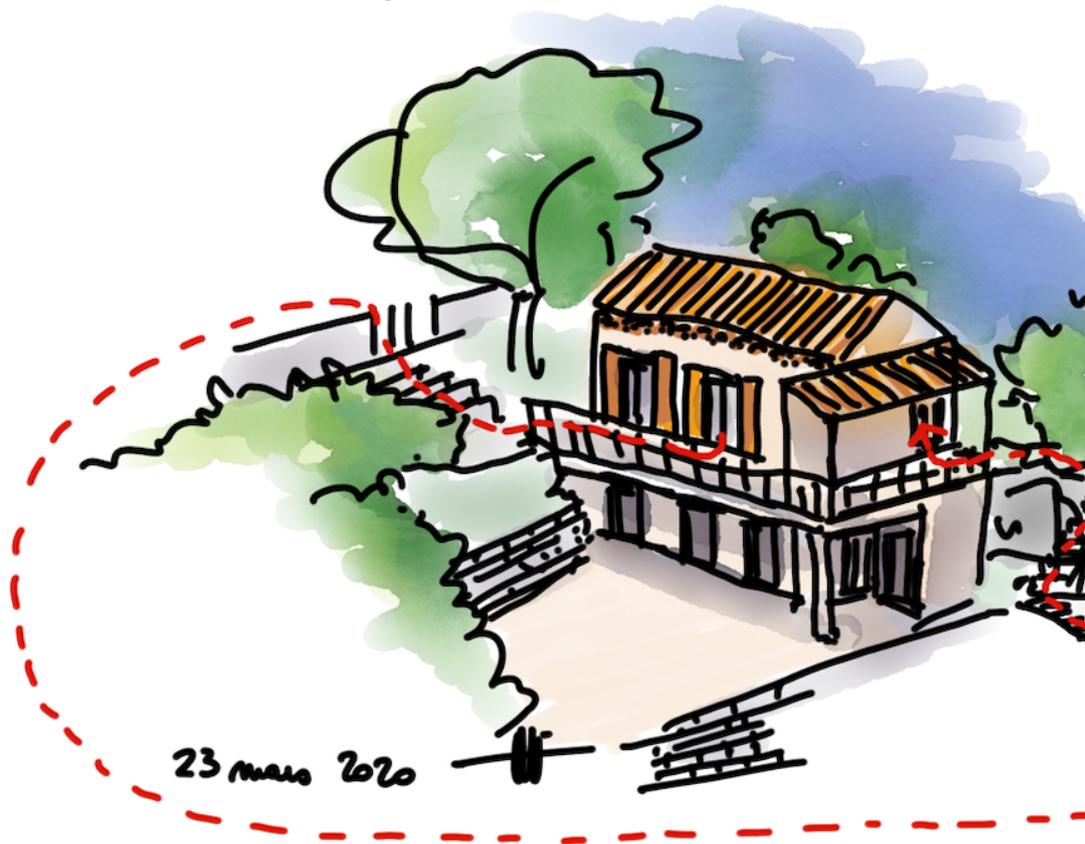
Anonyme, "Centre commercial des 4Temps, le 15 mars 2020"/Histoiresdecrise.fr

Il aura fallu une année de développement avec Bayes Impact, l'ONG française connue pour son travail – elle a notamment créé la plateforme Briserlachaine.org d'identification des cas contacts – avant de octobre dernier. Ces instants de vie sont recueillis de façon anonyme, aucun contact n'est demandé. *« soucieux de la protection de la confidentialité et de l'anonymat des données. Nous ne savions pas si ça pouvait être posté. Or cela n'a rien limité. Des personnes partagent des choses parfois très privées comme journaux intimes écrits durant la pandémie. »* Le service de modération du site vérifie que rien d'illégal en français n'est posté. *« Mais en dehors de cela, la parole est libre »*

Des mots de tous les jours, ceux du découragement à l'annonce du premier confinement en France : *pleurer j'ai paniqué* »; ceux de retrouvailles heureuses, écrits par une grand-mère le 6 mai 2020, au premier confinement : *« L'événement de la journée, c'est que j'ai tenu mes deux petites-filles dans mes bras. de joie »*; les premiers anniversaires en solo, comme celui de « Nico », en avril 2020 : *« De manière exceptionnelle, quarantaine en... quarantaine ! Il n'a pas fallu se laisser abattre, alors mes invités ont participé à la fête »*

A chacun ses doutes, ses remèdes à l'ennui et à la baisse de moral, comme cet anonyme qui s'est fixé comme une vitamine C ».

C'EST LUNDI
C'EST DÉCIDÉ, JE VAIS AU BUREAU !



Anonyme, mars 2020/Histoiresdecrise.fr

Ces témoignages sont rangés par catégorie : Confinement, Travail, Santé, Humour – on y trouve de q
la « [Lettre imaginaire à un ami extra-terrestre lors de la première vague](#) » datée du 3 juin 2020 – Arr
catégorie particulièrement importante pour Laëtitia Atlani-Duault : Déclat. « *C'est quand les gens ont
allait basculer, le moment de rupture, explique l'anthropologue. Un peu comme, ici à NY, pour les att
2001 : chacun se souvient où il était et ce qu'il faisait ce jour-là.* »

Pour l'une, peut-on lire sur Histoires de crise, c'était un soir d'avril 2020, sur le chemin du retour à la
vélo, et sur 10 minutes, j'ai croisé 5 ambulances. » Pour une autre, c'était en décembre de cette ann
sanitaire semblait ne plus jamais finir : « *Les fêtes de fin d'année ont été bien tristes, l'ambiance étai
semblait cassé, tout avait perdu son sens.* »



Le déconfinement vu par un enfant de 10 ans, avril 2020/Histoiresdecrise.fr

Aujourd'hui, Laëtitia Atlani-Duault, qui a vécu à New York et qui y revient deux à trois fois par an pour Columbia, en appelle aux expatriés français. « *Quelles sont les similitudes et les différences dans le vécu des Français de l'étranger et ceux de France métropolitaine ?*, se demande la scientifique, curieuse de comparer son expérience au temps et à l'espace avec la séparation des familles. « *La question de l'éloignement est propre aux nombreux couples non mariés ou pacésés ont eu bien du mal à prouver leur lien pour pouvoir se retrouver séparés* », souligne la chercheuse.

Histoires de crise se veut un lieu de mémoire « *et non un mémorial numérique*, tient à préciser Laëtitia, « *site tourné vers la vie, vers l'avenir* ». La plateforme n'a d'ailleurs pas de date d'expiration car le virus est encore à traverser le monde, comme le rappelle ce Français anonyme de Nouvelle Calédonie dans un message sur le site, accompagné d'une photo : « *Nous avons vraiment connu la Covid (ici appelé LE Covid) en presque 2 ans après le reste du monde. Nous avons la chance de pouvoir bénéficier de l'expérience et nous espérons que le confinement strict aura duré près d'un mois, à la faveur de la vaccination.* »

Cet outil pour la recherche doit permettre non seulement de comprendre comment chacun a traversé la crise, mais aussi de tirer les leçons de cette expérience pour une meilleure préparation aux crises à venir, qu'elles soient ou pas. « *On tirera bien tous des leçons de ce covid*, peut-on encore lire sur Histoires de crise. *Un peu de réflexion finiront bien par émaner de tout cela. Le covid m'aura pris beaucoup mais je fais le choix qu'il m'appartienne d'être vain.* » Tenter de répondre à la quête de sens, c'est exactement l'objectif d'un lieu de mémoire et

Quelles archives pour la pandémie de Covid-19 ?

Quels souvenirs garderons-nous de cette période dans laquelle nous sommes entrés il y a deux ans déjà ? En France, archivistes, chercheurs et historiens planchent déjà sur le sujet et mettent les récits citoyens au centre de l'histoire.

Fouiller dans ses premiers souvenirs de la pandémie de Covid-19, c'est se rappeler la fulgurance avec laquelle cette dernière s'est déclarée et a bousculé nos vies. Du jour au lendemain, la quasi-totalité de la planète s'est retrouvée immobilisée. Les Français qui le pouvaient sont restés chez eux pendant près de deux mois, bravant l'ennui et surmontant des corvées inhabituelles comme l'éducation à domicile, tandis que, dehors, la pandémie faisait rage dans les hôpitaux et les maisons de retraite. Cette période exceptionnelle tant à l'échelle d'une vie qu'à celle d'une civilisation a intéressé en France comme à l'étranger des centaines d'archivistes, historiens et chercheurs, lesquels se sont posés une question cruciale : que garderons-nous en mémoire de cette « ère Covid » ?

François Petrazoller, chef de service des archives départementales des Vosges, se souvient avec précision des premiers jours de la pandémie. Le 18 mars 2020, 48 heures seulement après l'annonce par Emmanuel Macron du premier confinement, il lance un appel à témoignages, demandant aux Vosgiens de lui envoyer des récits de confinement, des photos, des vidéos, qu'il souhaite « conserver pour l'éternité » afin de documenter cet événement. « La fermeture de notre institution me paraissait irréaliste », raconte-t-il. « Je me suis rappelé qu'en tant qu'historien, mon métier consistait à archiver des témoignages historiques et que, justement, nous étions en pleine période historique. » S'ensuit alors un mouvement national de collecte de témoignages baptisé « Mémoire de confinement » et mené par des centres d'archives départementales, municipales, ainsi que des institutions nationales.

Souvenirs d'un quotidien confiné

À Strasbourg, Benoît Jordan, directeur des archives de la ville et de la métropole, a tenu à faire participer son institution à la collecte. « En mai 2020, une personne nous a proposé ses carnets de confinement et nous avons alors commencé à collecter des témoignages, des textes, des dessins... Quelqu'un nous a même remis les fichiers de son compte Instagram », se souvient le conservateur.

« Un tiers des témoignages collectés par l'historien François Petrazoller concerne les personnes âgées et les maisons de retraite, particulièrement touchées dans le Nord-Est de la France »

Ces documents, parfois très détaillés, laissent transparaître selon les archivistes divers thèmes et événements récurrents, qui occuperont indéniablement une place importante au moment de l'écriture et de la transmission de

cette histoire.

Un tiers des témoignages collectés par François Petrazoller concerne ainsi les personnes âgées et les maisons de retraite, particulièrement touchées dans le Nord-Est de la France. « Il y a également des témoignages sur le quotidien et sur l'éducation à la maison, par des mères de familles qui ont archivé les travaux faits par leurs enfants », décrit-il. En arrière-plan, on y trouve aussi trace des revirements politiques sur le Covid et de l'évolution de la réglementation sanitaire.

La Bibliothèque nationale de France, chargée d'archiver le web français, a quant à elle tenté de photographier, depuis les premiers instants de la pandémie, les Internets. « Nous avons opéré une collecte d'urgence dès janvier 2020 et collecté près de 275 millions d'URL jusqu'au mois de juillet », rapporte Vladimir Tybin, chef de service du dépôt légal numérique. Au début, nous nous sommes particulièrement intéressés à la stigmatisation des populations chinoises via le hashtag #JeNeSuisPasUnVirus, puis on a recensé les contenus d'actualité, la communication institutionnelle, les contenus Instagram, Twitter, Youtube en rapport avec le Covid. »

D'autres institutions, comme les Archives nationales du monde du travail ou le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, ont-elles aussi participé de cet effort de mémoire en réalisant des collectes de témoignages de chefs d'entreprises et d'objets du quotidien en confinement

Une histoire collective faite d'individus ordinaires

Mais surtout, et c'est un point sur lequel ils insistent, les archivistes ont tenu à recueillir sans filtre l'intime, le ressenti, l'émotion des Français, tantôt apeurés par la pandémie, ennuyés ou en colère. « Dans les Vosges, nous avons affaire à une population saisie par l'effroi, très angoissée et dont la principale peur était le déconfinement », observe aujourd'hui François Petrazoller. Or, s'intéresser ainsi au vécu de monsieur et madame tout le monde est rarissime dans un écosystème des archives habitué surtout à collecter les documents des puissants, des notaires ou des artistes.

Sociologue de la mémoire au CNRS, Sarah Gensburger a travaillé au fil de ses recherches à partir de ces archives dites « ordinaires » sur des événements historiques comme la Shoah ou les attentats de Paris en 2015. Au plus fort de la crise sanitaire, elle a elle-même lancé le projet de collecte « Vitrites en confinement » avant de faire de cette mémorialisation du Covid un objet de recherche scientifique à part entière.

À travers ce projet intitulé ArchiCovid, Sarah Gensburger souhaite entre autres questionner la façon dont s'est mise en place la collecte de traces citoyennes, lesquelles ont en quelque sorte ébranlé les standards des institutions patrimoniales. « Quand, au moment des attentats de 2015, les archives de Paris ont collecté les messages laissés dans la rue, c'était déjà une grande révolution copernicienne », contextualise la chercheuse. C'est donc dans la continuité de ces collectes rares menées auprès des Français que les archivistes ont voulu donner au plus grand nombre l'occasion de contribuer directement à la mémoire du Covid.

« Nous voulons collecter les traces de la pandémie, en recueillant à la fois des mémoires collectives à l'échelle d'institutions comme l'Institut Pasteur ou la Fédération hospitalière de France mais aussi en collectant des témoignages individuels »

Laëtitia Atlani-Duault, anthropologue et créatrice de l'Institut Covid-19 Ad Memoriam

Du côté de la recherche aussi, les témoignages ordinaires jouent un rôle important. En créant en 2020 l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, un réseau autour duquel s'articulent plusieurs projets de recherche sur la pandémie, l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault, membre du Conseil scientifique, a cherché à recueillir ces paroles citoyennes. « Nous voulons collecter les traces de la pandémie, en recueillant à la fois des mémoires collectives à l'échelle d'institutions comme l'Institut Pasteur ou la Fédération hospitalière de France auprès desquelles nous menons des enquêtes, mais aussi en collectant des témoignages individuels via la plateforme participative Histoires de crise », synthétise-t-elle.

« Documenter l'histoire des gens, pas uniquement celle de certains gens »

Mais dans une telle masse de témoignages individuels, comment juger de l'intérêt historique de chaque contribution pour construire un récit collectif ? Cathy Blanc-Reibel, ingénieure au CNRS, et Jeanne Teboul, maîtresse de conférences en anthropologie et spécialiste de la mémoire des événements violents, s'intéressent au souvenir, un an après, du premier confinement.

Elles ont collecté les témoignages d'une centaine de personnes issues d'environnements différents et ont décidé de « tout conserver », considérant que « chaque don était d'égale valeur » « On n'écarte aucune contribution, ni a priori ni a posteriori car c'est précisément cette hétérogénéité du corpus qui est intéressante », justifie Jeanne Teboul.

« Nous vivons un peu dans notre tour d'ivoire mais un épisode comme celui-ci donne vraiment envie de retrouver la vocation initiale de notre métier : collecter pour documenter l'histoire de la société et l'histoire des gens. Pas uniquement l'histoire de certains gens. »

François Petrazoller, historien et chef de service des archives départementales des Vosges

Pourtant, la reconnaissance de l'intérêt historique de tels témoignages individuels, banals, ordinaires, est loin d'être validée par tous, y compris par le corps des archivistes. « Certains de mes collaborateurs au niveau national ont été choqués quand j'ai lancé la collecte, on m'a dit : 'Attendez, vous vous interdisez de faire du tri mais vous allez recevoir des centaines de témoignages et collecter n'importe quoi !' », se rappelle François Petrazoller.

Au contraire, le conservateur estime que prendre en considération ces récits, bien qu'ils ne soient pas représentatifs de l'ensemble de la population confinée, donne à voir un panel plus égalitaire de cet épisode, l'histoire n'étant jamais neutre selon qui la raconte. Pour lui, l'épisode du Covid-19 aura au moins permis à sa profession de réfléchir à une éventuelle démocratisation des ar-

chives et donc de l'histoire :

« Nous vivons un peu dans notre tour d'ivoire mais un épisode comme celui-ci donne vraiment envie de retrouver la vocation initiale de notre métier : collecter pour documenter l'histoire de la société et l'histoire des gens. Pas uniquement l'histoire de certaines gens. »



<https://usbeketrica.com/uploads/media/1200x628/01/85091-covid3.jpg?v=1-0>

par Aurélien Defer



55 organisations réclament un grand débat sur la santé à l'occasion de la campagne présidentielle

Des représentants du secteur sanitaire ont écrit une lettre ouverte sommant les candidats à l'élection présidentielle de proposer de vraies réformes du système de soins.

"On arrive au bout d'un modèle", concédait Emmanuel Macron dans sa récente interview au Parisien. De tribunes en grèves, le constat a fini par être partagé : les soignants sont épuisés par le Covid-19, mais surtout les d'officier dans un système de soins inadapté à une population vieillissante ; et les augmentations de traitements du Ségur de la santé n'ont guère redonné d'espoir. Mais la santé n'est toujours pas au cœur de la vie démocratique. Craignant de la voir passer à l'arrière-plan comme à chaque présidentielle, 55 organisations représentant les secteurs hospitalier, libéral, médicosocial, des syndicats, des ordres, des associations de patients ou d'élus plaident, dans une lettre ouverte aux candidats publiée par le JDD, pour l'organisation d'un débat public le 17 mars sur l'avenir du système de santé.

La Fédération hospitalière de France (FHF), qui coordonne ce projet en partenariat avec Science Po Lille et l'École supérieure de journalisme de Lille, espère qu'une chaîne télévisée acceptera de diffuser, à l'occasion du deuxième anniversaire du début du premier confinement, ce grand oral auquel plusieurs candidats semblent prêts à participer. "Les crises sont des moments de mise à l'épreuve collective, écrivent les signataires, [l']événement d'ampleur qui nous frappe nous oblige à repenser le système de santé."

Un sursaut des politiques

Fin connaisseur de la chose publique puisqu'il est aussi maire (Horizons) de Fontainebleau, Frédéric Valletoux, le président de la FHF, résume l'objectif : "Notre combat, c'est que les politiques se réveillent et prennent la mesure de l'urgence." Le docteur Patrick Bouet, président de l'Ordre des médecins, complète : "Notre angoisse est de ne pas pouvoir correctement soigner les Français dans la décennie qui vient." Porte-parole des patients, Gérard Raymond, le président de la fédération France Assos Santé, a déjà des idées : "Dire, comme certains candidats, qu'on va former 15.000 médecins très vite, embaucher des milliers d'infirmières ou envoyer 1 000 praticiens dans les déserts médicaux, c'est irréaliste. Ces propositions ne sont pas à la hauteur de l'enjeu." (Anne-Laure Barret)

Voici la tribune complète :

"Faisons du 17 mars l'occasion d'un débat public sur l'avenir de notre système de santé"

"C'est désormais une certitude : le 17 mars 2022, deux ans après le choc historique du 1er confinement, la bataille du Covid ne sera toujours pas gagnée. 730

jours et six vagues plus tard, l'ensemble des acteurs du soin seront encore sur le pont, pleinement mobilisés pour prendre en charge les Français et continuer de faire bouclier contre l'épidémie.

La crise sanitaire a mis en exergue la souffrance globale de notre système de santé, qui connaît depuis une vingtaine d'année des problèmes chroniques. Le dévouement des soignants dans leur ensemble a permis de faire face à la pandémie malgré des conditions d'exercice très difficiles. Ces deux années ont été particulièrement éprouvantes. Après des mois passés à gérer l'immédiat comme à composer avec les difficultés et les soubresauts de la crise, il devient vital que nous prenions, collectivement, le temps de réfléchir et de débattre pour le futur de notre système de santé.

Parce que les crises sont des moments de mise à l'épreuve collective qui appellent à nous remettre en question, et qu'un événement de l'ampleur de celui qui nous frappe nous oblige à combattre le fatalisme d'un système de santé à la croisée des chemins, à le repenser pour aujourd'hui et les générations à venir ;

Parce que la santé demeure l'une des préoccupations majeures des Français, mais que le sujet reste insuffisamment traité puisqu'il n'est jamais parvenu, jusqu'à présent, à trouver une volonté politique suffisante ;

Il est indispensable de faire de la santé une thématique prioritaire du débat politique. C'est pourquoi la Fédération hospitalière de France et l'Institut Covid-19 Ad Memoriam ont proposé d'organiser, à cette date symbolique du 17 mars, une journée d'hommage aux soignants et de réflexion sur notre système de santé, en partenariat avec Sciences Po Lille et l'École Supérieure de journalisme de Lille.

Après une matinée d'hommage et de débats, l'après-midi, portée par la FHF avec Sciences Po Lille, sera consacrée aux auditions des candidats à la présidentielle.

L'initiative se veut collective et inédite en rassemblant les institutions appartenant au secteur sanitaire et médico-social, hospitalier et ambulatoire, public et privé et les associations représentant les malades et les usagers.

L'accessibilité aux soins, les conditions de travail des soignants comme condition sine qua non de la qualité des soins, le grand âge, la prévention et le financement sont autant d'enjeux qu'il s'agira de porter à discussion. Le constat des difficultés auxquelles notre système de santé fait face et de son essoufflement, aussi bien en ville qu'à l'hôpital, est partagé par tous. Il s'agit désormais de débattre des solutions pour parvenir à relever les défis actuels et à venir.

A l'approche des échéances électorales de 2022, il est fondamental que les candidats à la présidentielle mesurent la nécessité de la refonte du système de santé et qu'ils s'expriment sur les réponses qu'ils comptent apporter. Ainsi, nous, patients, hospitaliers, professionnels de ville, des établissements et services à domicile du médico-social, élus, étudiants, citoyens ; nous, acteurs et bénéficiaires du système du santé dans son ensemble, demandons aux candidats déclarés à l'élection présidentielle de venir débattre avec nous le 17 mars prochain."

Les premiers signataires :

Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France

Pierre Mathiot, directeur de Sciences Po Lille

Catherine Duchêne, enseignante en politiques de santé à Sciences Po Lille et l'ESJ

Les autres signataires :

Jean-Christophe Amarantinis, Président du SYNERPA

Florence Arnaiz-Maumé, Déléguée générale du SYNERPA

Romain Aulanier, Président du CoD3S

Michel Benard, Président de la Fédération Nationale Avenir et Qualité de Vie des Personnes Agées (FNAQPA)

Pr Jean-Yves Blay, Président d'Unicancer

Dr Rachel Bocher, Présidente de l'Intersyndicat National des Praticiens Hospitaliers (INPH)

Dr Patrick Bouet, Président de l'Ordre des médecins

Christophe Bouillon, Président de l'Association des Petites Villes de France

Dr François Braun, Président de Samu Urgences de France

Caroline Cayeux, Présidente de Villes de France

Patrick Chamboredon, Président de l'Ordre des infirmiers

Philippe Chêne, Président du SNITEM (Syndicat National de l'Industrie des Technologies Médicales)

Dr Jean-François Cibien, Président d'Action praticiens hospitaliers (APH)

Dr Hélène Colombani, Présidente de la Fédération Nationale des Centres de Santé (FNCS)

Anne-Marie Curat, présidente de l'Ordre des Sages-femmes

Carole Delga, Présidente des Régions de France

Marie-Sophie Desaulle, Présidente de la Fédération des Établissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne privés solidaires

Pr Patrick Doutreligne, Président de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS)

Dr Gael Durel, Président de l'Association nationale des médecins coordonnateurs et du secteur médico-social

Marie-Noëlle Gérard-Breuzard Présidente de la Conférence DG CHU

Lamine Gharbi, Président de la Fédération de l'Hospitalisation Privée Président

Dr Thierry Godeau, Président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement CH

Jérôme Goeminne, Président du Syndicat des Managers Publics de Santé (SMPS)

Sophie Guinoiseau, Présidente de la Fédération Nationale des Etablissements de Santé de Proximité

Tatiana Henriot, Présidente de l'Union nationale des infirmiers en pratique avancée (Unipa)

Elisabeth Hubert, Présidente de la Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile

Claude Jeandel, Président du CNP DE GERIATRIE (Conseil National Professionnel de gériatrie)

Pr Claude Leicher Président de la Fédération des Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (FCPTS)

David Lisnard, Président de l'Association des maires de France

Nicolas Lunel, Président Association Nationale des Étudiants en Médecine de France (ANEMF)

Pascal Mariotti, Président de l'ADESM Association des établissements du service public de santé mentale

Pascale Mathieu, Président de l'Ordre des masseurs kinésithérapeutes

Anne Meunier Secrétaire générale du Syncass-CFDT

Gerard Mick, Président de la Fédération Nationale des Dispositifs de Ressources et d'Appui à la Coordination des Parcours de Santé

Dr Christian Muller , Président Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement CHS

Gilles Noël, Président de la commission nationale santé de l'Association des maires ruraux de France

Mathilde Padilla, Présidente de la Fédération Nationale des Étudiant.e.s en Soins Infirmiers (FNESI)

Dr Philippe Pommarede Président de l'Ordre des chirurgiens-dentistes

François Randazzo, Président d'Alizé Kiné

Dr Gérard Raymond, Président de France Assos Santé

Mathilde Renker, Présidente de l'InterSyndicale Nationale Autonome Représentative des Internes de Médecine Générale (ISNAR IMG)

Jean-Pierre Riso, Président de la FNADEPA

Johanna Rolland, Présidente de France Urbaine

Francis Saint-Hubert, Président de la Conférence DG CH

Nathalie Salles, Présidente de la Société Française de Gériatrie et Gérontologie

Pr Rémi Salomon, Président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement CHU

François Sauvadet, Président de l'Assemblée des départements de France

Emmanuel Sys, Président de la CNDEPAH

Pr Brigitte Tarkowski, Présidente de l'Ordre des pédicures podologues

Karim Tazarourte, Président de la Société française de médecine d'urgence

Marie-Reine Tillon, Présidente de l'Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles (UNA)

Philippe Vermesch, Président du Syndicat des Médecins Libéraux



<https://cdn-lejdd.lanmedia.fr/var/europe1/storage/images/lejdd/politique/55-organisations-reclament-un-grand-debat-sur-la-sante-a-loccasion-de-la-campagne-presidentielle-4088061/58087429-1-fre-FR/55-organisations-reclament-un-grand-debat-sur-la-sante-a-l-occasion-de-la-campagne-presidentielle.jpg>

Ils veulent inviter le sujet de la santé publique dans le débat de la campagne présidentielle. (AFP)



Quelles traces le Covid laisse-t-il dans nos vies ?

franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/quelles-traces-la-covid-laisse-t-elle-dans-nos-vies

Alors que la France connaît un rebond épidémique, la majorité des restrictions est levée ce lundi 14 mars. Après deux ans de crise sanitaire, sait-on dire ce qui a changé dans nos vies ?



Quelles leçons va-t-on tirer de la pandémie ? Qu'allons-nous transmettre aux générations futures ?•
Crédits : *Malte Mueller - Getty*

Il y a deux ans jour pour jour, la menace du Covid, concrétisée le 17 mars par le premier confinement, montait inexorablement.

Alors, personne ne s'imaginait le cortège de bouleversements qui accompagnerait cette croissance du virus : restrictions de déplacement, autorisations de sortie, obligation progressive du masque, interdictions de rassemblement, vaccination, pass sanitaire puis pass vaccinal...

En ce jour où l'obligation du pass vaccinal est supprimée mais le pass sanitaire maintenu dans les établissements de santé, tout comme le port du masque qui demeure également exige dans les transports en commun, nous nous demandons quelles fractures, visibles ou invisibles, demeurent dans notre société, et quelles traces le Covid a laissé en nous et entre nous.

Pour ce débat, Emmanuel Laurentin reçoit **Laëtitia Atlani-Duault**, anthropologue, présidente de l'Institut Covid19 Ad Memoriam, **Raphaël Kempf**, avocat pénaliste au barreau de Paris et **Jérémy Ward**, sociologue, chargé de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Laëtitia Atlani-Duault souligne l'importance des témoignages concernant les vécus des individus durant la pandémie : *"Il faut que chacun puisse écrire sa propre histoire. Il faut qu'il y ait participation par la recherche à une construction sociétale citoyenne individuelle ou collective de la mémoire de la pandémie. (...) Il y a des textes sur ce moment de basculement, de sidération, où les gens prennent conscience que leur monde va changer. Il y a des gens qui ont un discours très politique sur la police, la justice, la vaccination, des jeunes qui racontent ce que le confinement a été pour eux, des témoignages de deuil, de perte. Au-delà de cette pluralité d'expériences, garder traces et mémoires permet de décider ensemble dans la société française des valeurs qu'on veut remettre en avant : valeurs de solidarité, de démocratie, de liberté de la presse... Cela nous permet de nous préparer à d'autres crises sanitaires, mais aussi à d'autres crises politiques : l'Ukraine est la nouvelle grande vague de terreur qui nous arrive et nous sidère."*

Raphaël Kempf met en lumière le non-respect du droit par le Gouvernement durant la crise, et la mise en danger des libertés fondamentales : *"Le Gouvernement a décidé de recourir à un régime juridique d'exception, de faire confiance à la police pour appliquer ce régime, et de suspendre certaines des garanties les plus fondamentales. (...) On a pu voir des effets de discriminations dans la manière dont ont été appliquées les mesures de police pendant l'état d'urgence sanitaire. (...) Le Gouvernement et le législateur ont fait fi à de nombreuses reprises au cours de la gestion de la pandémie du droit et des principes de droit. (...) J'ai du mal à partager un discours optimiste autour de valeurs de solidarité. (...) Il y a une forme de paradigme de l'Etat d'exception, face à une nouvelle crise : le Gouvernement n'est pas capable de penser la résolution de cette crise en dehors de l'état d'exception et du recours autoritaire aux forces de l'ordre. Il n'y a eu que très peu d'opposition, ça a été accepté de façon massive. Cela m'inquiète pour la suite : face à une nouvelle crise, est-ce que ce seront les valeurs de solidarité autour desquelles on se serait retrouvés pendant ces deux années qui vont prévaloir ? Ou est-ce que le Gouvernement et le législateur vont en profiter pour prendre des pures encore plus importants au détriment des libertés ?"*

Jérémy Ward insiste sur l'aspect politique de la vaccination, et sur les leçons à tirer de cette crise notamment au sujet de l'exclusion de certains publics dans le système de santé : *"C'est important de réfléchir à la mémoire que l'on va construire pour cette épidémie, parce que le risque est d'attendre que ce soit fini et qu'on ne voit pas toutes les transformations qui ont eu lieu pendant le Covid, et que ce soit du point de vue des restrictions des libertés publiques ou des outils de communication à la disposition du Gouvernement. La carte d'expérience du Covid est socialement et politiquement différenciée. (...) La vaccination est politique (...) Il peut y avoir des engagements très fins avec des arguments qui peuvent être élaborés très loin des caricatures d'arguments bruts qui rejettent toute forme de vaccination. (...) La crise a donné à voir la défiance*

vis-à-vis des institutions, avec des gens qui sont surtout désillusionnés de cette politique incarnée à ce moment-là par le Gouvernement. (...) Parmi les leçons que j'aimerais que l'on tire, c'est à quel point on a un système de santé qui a des difficultés à toucher toute une partie des personnes, il faut multiplier une diversité d'outils et favoriser une santé à proximité notamment auprès des publics marginalisés."

À LIRE AUSSI

Intervenants

- Laetitia Atlani-Duault
Anthropologue et membre du Conseil scientifique sur le Covid-19, initiatrice du projet « Institut Covid-19 Ad Memoriam », plateforme de recherche et de réflexion collective qui a pour vocation d'évaluer les implications sociales de la pandémie
- Raphaël Kempf
Avocat au Barreau de Paris
- Jérémy Ward
Sociologue, chargé de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)

Deux ans après le premier confinement, un hommage général rendu aux soignants

[egora.fr/actus-pro/conditions-d-exercice/72669-deux-ans-apres-le-premier-confinement-un-hommage-general-rendu](https://www.egora.fr/actus-pro/conditions-d-exercice/72669-deux-ans-apres-le-premier-confinement-un-hommage-general-rendu)

17 mars 2022

Il y a deux ans jour pour jour, le 17 mars 2020, Emmanuel Macron mettait le pays sous cloche pour freiner l'épidémie de Covid-19, qui mettait à mal notre système de santé. Alors que l'on constate un rebond de l'épidémie, la Fédération hospitalière de France (FHF) a organisé ce jeudi une journée d'hommage aux soignants, en première ligne face à ce virus venu tout droit de Chine, et avec lequel nous continuons de vivre.



16 mars 2020. 35 millions de téléspectateurs ont les yeux rivés sur leurs écrans, suspendus aux annonces du Président de la République, Emmanuel Macron. Dès le lendemain, le 17 mars, le pays sera sous cloche, les déplacements seront réduits, les magasins non-essentiels, rideaux fermés. Objectif : éradiquer ce virus inconnu venu de Chine. *"La sidération se mêlait alors à un combat acharné contre le virus"*, s'est remémoré Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France.

Deux ans après, la France n'est toujours pas parvenue à se débarrasser du Sars-CoV-2, et de ses multiples variants. Depuis plusieurs jours, une reprise épidémique a même été constatée, notamment dans certains territoires, comme dans les Hauts-de-France. Deux ans après, les professionnels de santé – hospitaliers et libéraux – demeurent pleinement mobilisés face au Covid-19, bien que les mesures de restriction, qui ont marqué notre quotidien depuis les 730 derniers jours, ont été en partie levées ce lundi.

La FHF organisait ce jeudi 17 mars une Journée d'hommage aux soignants, à un mois de l'élection présidentielle. *"Une date qui marque un temps de recul, de célébration, a souligné en introduction Frédéric Valletoux. Comme une parenthèse au milieu de l'urgence."* Une journée pour *"traduire la parole et le vécu de tous les acteurs de santé"*, *"montrer la pluralité de l'expérience du Covid"*, mais aussi pour *"se projeter vers l'avenir"*.

Cette épidémie est *"avant tout une histoire de femmes et une histoire d'hommes"*, a rappelé le président de la FHF, qui a tenu à valoriser le rôle des soignants dans cette lutte. *"Nous avons tous dû faire preuve d'une grande combativité pour maintenir le système à*

flot. " *La nation vous doit sa continuité*", a ajouté Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'Autonomie, qui représentait le Gouvernement, le ministre de la Santé n'ayant pas pu se libérer ce matin.

"La médecine de ville a pleinement assumé sa mission" : l'hommage de Véran aux généralistes

Durant toute la matinée, des témoignages de soignants, mais aussi de citoyens, se sont succédé. Des témoignages qui *"suscitent encore en chacun de nous beaucoup d'émotions"*, a reconnu Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'Assurance maladie. Ce vaste travail a été initié par l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, fondé en mai 2020 par la Pr Laëtitia Atlani-Duault dans l'objectif de *"garder trace et mémoire de la pandémie"* et *"de tenter d'apprendre de cette expérience"*, en *"nourrissant les politiques publiques"*.

"Cette épreuve nous a tous changés collectivement et individuellement. Deux ans de crise sanitaire éprouvante, usante, historique, qui auront eu le mérite de nous rassembler", a estimé Frédéric Valletoux. Mais aujourd'hui *"les soignants, comme les Français, attendent que des leçons soient tirées de la crise."* Cette épidémie aura en effet montré les limites et *"la fragilité"* du système de santé, longtemps considéré comme *"le plus performant du monde"*, a-t-il ajouté. Un système *"à bout de souffle"*.

Frédéric Valletoux a souhaité ainsi faire de cette Journée d'hommage, une *"interpellation"* à l'intention du futur Président, reconnaissant cependant qu'une journée *"ne suffirait à balayer l'ensemble des défis qui attendent la santé et l'autonomie"*. Souhaitant ouvrir un *"quinquennat utile pour la santé"*, le président de la FHF et 55 organisations des secteurs sanitaire et médico-social ont donc invité les candidats à l'élection à s'exprimer devant les acteurs de la santé, réunis à Paris. Six d'entre eux ont répondu présent (Anne Hidalgo, Éric Zemmour, Yannick Jadot, Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Fabien Roussel). Ils présenteront leurs propositions pour le système de santé (hôpital public, déserts médicaux, etc.) et répondront aux questions des soignants dans la salle.

Hospimedia : Les candidats affutent leurs arguments santé pour les deux ans du Covid-19

Vendredi 18 mars 2022

Pour les deux ans du premier confinement, une journée d'hommage et de débats s'est tenue à l'initiative de la FHF et de 55 autres organisations de santé. À trois semaines de l'élection présidentielle, l'occasion pour plusieurs des candidats de défendre leurs engagements sur la santé. Un temps de recueil, de réflexion et de célébration... Plusieurs témoignages de professionnels de santé mais aussi des récits anonymes d'usagers recueillis par **[l'Institut Covid-19 Ad Memoriam](#)** et lus par des comédiens sont venus imprimer la mémoire collective, avant le grand oral des présidentiables. (Thomas Quéguiner/Hospimedia)

Il y a deux ans à pareille époque, les chiffres de contamination au Covid-19 s'affolaient, la sidération se mêlait au combat acharné des soignants. En guise d'hommage aux professionnels de santé mobilisés, endeuillés et pour certains d'entre eux décédés, la FHF et 55 organisations en lien avec la santé organisaient ce 17 mars à Paris une journée pour commémorer ces 730 jours de crise sanitaire, deux ans jour pour jour après l'appel à la guerre sanitaire lancé par le président de la République, Emmanuel Macron, et le début du premier confinement. Sur fond de nouveau drame humanitaire au long cours en Ukraine, cette journée se veut " un point d'appui dans les mémoires ", pour citer les propos tenus par le président de la FHF, Frédéric Valletoux, " un temps de recueil, de réflexion et de célébration " vu comme " une parenthèse au milieu de l'urgence ". Pour traduire cette " phase de restructuration et destructuration " du système de santé observée depuis mars 2020, toute une série de témoignages de professionnels de santé mais aussi de récits d'usagers recueillis via la plateforme mise en ligne par **[l'Institut Covid-19 Ad Memoriam](#)** ont agrémenté la matinée. C'était en particulier le cas côté soignants avec le Dr Laurence Deltour, présidente de la commission médicale d'établissement (CME) du CH de Compiègne (Oise), Régine Clément, l'ancienne directrice des soins de l'Ehpad Ferrari à Clamart (Hauts-de-Seine), le Dr Guilaine Kieffer, généraliste à Strasbourg (Collectivité européenne d'Alsace), Pierre Saint-Supery, interne en médecine d'urgence, ou encore Thierry Pechey, infirmier libéral en Meurthe-et-Moselle.

Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour absents Surtout, à moins d'un mois de l'élection présidentielle, cette grand-messe mémorielle était l'occasion de permettre aux différents candidats de présenter leurs propositions, enchaînant les prises de parole (lire l'encadré) : Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Valérie Pécresse et Fabien Roussel, qui avaient déjà bien abordé leur projet santé le 1^{er} mars devant la Mutualité française (lire notre article), auxquels s'est greffée cette fois Marine Le Pen. Emmanuel Macron était représenté par le ministre des Solidarités et de la Santé, Olivier Véran. Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour ont quant à eux décliné l'invitation. Enfin, Nathalie Arthaud, Nicolas Dupont-Aignan, Jean Lassalle et Philippe Poutou n'avaient pas été conviés. Or les professionnels de santé (82%) comme les Français dans leur ensemble (70%), selon un sondage Ifop dévoilé ce même jour par la FHF*, jugent que les questions de santé sont insuffisamment traitées dans le cadre de la campagne électorale si ce n'est à coup de punchlines. Ce peu d'espace médiatique laissé à la santé pose

question, d'autant plus qu'il aura déjà fallu une pandémie pour l'inscrire à l'agenda politique, en témoigne l'exemple du Ségur de la santé. Or le temps du " quoi qu'il en coûte " s'achèvera bientôt, a rappelé Frédéric Valletoux, laissant planer la crainte d'un retour du coup de rabot budgétaire pour éponger l'envolée du déficit de la Sécurité sociale. Face à cela, une " vision d'ensemble " de la santé et de l'autonomie est attendue des candidats " après des années de replâtrage et quelques demi-mesures ". En somme, " le temps de l'audace et du volontarisme est venu pour permettre un quinquennat utile " (lire notre interview et notre article

Un niveau de confiance pour tous en berne Une chose est sûre, l'équation présidentielle s'annonce extrêmement délicate devant des professionnels de santé " particulièrement méfiants ". À la lecture du sondage Ifop, ils sont en effet 80% à exprimer " une forme de défaitisme " quant à la capacité du politique à changer les choses. Les niveaux de confiance sont d'ailleurs " exceptionnellement bas " s'agissant de la capacité des candidats à répondre aux enjeux de santé. Personne n'émerge vraiment du lot. Sur ces sujets, les Français dans leur ensemble accordent leur confiance tout d'abord à Marine Le Pen (38%) suivi d'Emmanuel Macron (35%), Valérie Pécresse et Jean-Luc Mélenchon (32%), Jean Lassalle (28%), Éric Zemmour (27%), Fabien Roussel (25%), Philippe Poutou (24%), Nathalie Arthaud, Anne Hidalgo et Yannick Jadot (23%) et enfin Nicolas Dupont-Aignan (22%). Chez les seuls professionnels de santé (lire notre article), Emmanuel Macron se classe en tête (32%) devant Marine Le Pen (28%) et Valérie Pécresse (26%).

Les grandes lignes des projets santé par ordre de passage :

Anne Hidalgo

(PS). Sur fond de conditions de travail " inhumaines ", d'une gestion du Covid-19 " désespérante et infantilisante " ou encore d'un hôpital public mis au même rang qu'une entreprise, le débat santé n'est " pas au niveau " des attentes, se désole la maire de Paris. Face à une " Grande Sécu " ou des " Ségur ponctuels " qui " ne conduisent qu'au chaos " et n'aboutissent qu'à " casser un pan entier de la protection sociale ", elle a défendu la professionnalisation de la quatrième année d'internat rémunérée le double d'aujourd'hui avec en retour un positionnement dans les déserts médicaux : 4 000 internes pourraient y être déployés dès cette année. Pour les sages-femmes, elle s'engage sur une sixième année de formation et la création de 1 200 postes par an. Toujours côté ressources humaines, l'objectif est de former chaque année 15 000 médecins mais aussi 25 000 infirmiers supplémentaires en mettant fin entre autres au jeu de " massacre " de Parcoursup, qui n'incite pas les jeunes à s'embarquer dans des études de santé. Enfin s'agissant de l'autonomie, 1 milliard d'euros supplémentaires seront dévolus chaque année au cinquième risque.

Olivier Véran

Face aux déserts médicaux, l'installation des praticiens et la participation des libéraux aux gardes feront l'objet d'une " grande conférence des parties prenantes " avec " des moyens financiers à la clé ", en particulier pour revaloriser la rémunération des libéraux. Autres pistes mises sur la table : la généralisation des assistants médicaux et infirmiers salariés dans les zones sous-dotées ; le déploiement de la quatrième année d'internat pour les généralistes en zones rurales. Le ministre des Solidarités et de la Santé est également revenu sur le protocole de coopération renforcée signé le 14 mars avec les régions, portant en 2023 à 13 600 les capacités de formation en infirmiers et aides-soignants (+20%). À cela se greffe la réduction de trois à deux ans de la durée de la passerelle entre ces deux métiers. Parmi les autres mesures

du projet présidentiel : l'installation d'une convention citoyenne sur la fin de vie ; l'instauration d'" un bilan de santé complet et gratuit aux âges clés de la vie " ; un seuil cible à 1 million de malades " voire plus " suivis en télésurveillance, entre autres en cancérologie et santé mentale.

Yannick Jadot

(EELV). Pour le candidat écologiste, l'hôpital public ne peut pas être une " entreprise rentable ". En premier lieu, il s'engage sur une loi de séparation des intérêts généraux et privés, afin d'écarter les cabinets de conseil qui ont " gangrené " les politiques publiques et ainsi " extirper les lobbies pour rendre à la puissance publique la main sur la santé ". L'eurodéputé a rappelé son intention de réactiver le compte personnel de prévention de la pénibilité et, plus largement de mailler la France de territoires de santé couvrant 50 000 à 150 000 habitants laissant une place forte à l'hôpital. En parallèle, 10 000 lits seront ouverts en psychiatrie d'ici 2027. Le candidat EELV a également soutenu son engagement, au-delà du conventionnement sélectif, d'obliger à l'installation de façon transitoire les médecins, c'est-à-dire pour leur dernière année d'étude puis les deux premières années d'exercice. À cela s'ajoute pêle-mêle l'interdiction de toute nouvelle autorisation d'Ehpad privé lucratif, un plan d'investissement sur les économies d'énergie, la revalorisation de 10% des infirmiers pour atteindre la moyenne européenne, la légalisation du cannabis, etc.

Valérie Pécresse

La présidente de la région Île-de-France propose un véritable " projet de reconstruction " afin d'accroître de trois ans l'espérance de vie en bonne santé d'ici dix ans. S'agissant du pilotage, cela passe par la mise en place d'alliances de santé locales dans les territoires au niveau des intercommunalités, couplées à une présidence des ARS remise aux régions et à des départements vus comme les " bras armés opérationnels " de la lutte contre les déserts médicaux. Par ailleurs, elle compte sur un " choc de formation " en installant 4 000 docteurs juniors en médecine générale dans ces zones sous-dotées et, plus largement, en créant 25 000 postes soignants en plus à l'hôpital. Ce volet s'inscrit dans une " politique d'attractivité et de fidélisation globale " (logement, crèche...). Il est également prévu de redonner plus d'autonomie et de souplesse aux hôpitaux à travers une refonte du statut. Dans les Ehpad, l'objectif est de passer de 6 à 8 personnels pour 10 résidents. Enfin, trois grandes causes s'annoncent : la santé mentale (avec un institut national ad hoc sur le modèle de l'Institut national du cancer), les cancers pédiatriques et la santé des femmes.

Marine Le Pen

Inefficace, trop lourdes et coûtant une fortune ", les ARS seront supprimées et remplacées dans leurs missions par les préfets de département. Ces derniers coordonneront les professionnels de santé, élus et usagers sur les questions de santé dans le cadre d'un conseil territorial. Un comité de coordination public-privé verra également le jour. À la tête d'hôpitaux de nouveau financés par dotation globale, la direction deviendra " bicéphale ", associant un médecin et un administratif. " Hostile " à toute coercition en matière d'installation, la députée du Pas-de-Calais mise avant tout sur des mesures incitatives, après consultations des premiers concernés, par exemple un allègement de l'impôt sur le revenu, la revalorisation de la permanence des soins et de la visite à domicile, le développement du salariat, etc. Elle compte aussi consacrer une loi à la santé mentale (organisation des secteurs, pédopsychiatrie, rémunérations) et une autre au grand âge et à l'autonomie (taux d'encadrement, médicalisation, domicile, urgences gériatriques). À noter que la procédure

d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) redeviendra nationale.

Fabien Roussel

(PCF). Pour enrayer la " double crise " financière et humaine qui mine l'hôpital, le député du Nord aspire à une " grande loi de refondation " pour en faire " un réel facteur de développement global ". Cela suppose de repenser l'assurance maladie pour aboutir au " 100% Sécu " en rétablissant voire augmentant les cotisations patronales et revalorisant les salaires. Autre urgence : reprendre l'intégralité de la dette hospitalière, qui sera refinancée par la Banque centrale européenne à bas taux et long terme. Cette base financière assainie, un moratoire s'appliquera sur toute fermeture de lit, de service ou d'établissement. En parallèle, 100 000 hospitaliers seront formés en trois ans avec un " prérecrutement " sur cinq ans accessible dès le baccalauréat, un salaire versé durant la formation et l'engagement à servir dix ans dans le public. Le maillage territorial reposera sur des conseils de santé dotés de pouvoirs de décision et couvrant 60 000 à 70 000 habitants. Enfin, un pôle public national du grand âge verra le jour avec la création de 300 000 postes sur trois ans (1 personnel par résident), étant entendu que le privé lucratif sera " chassé " de ce secteur.

Le Figaro : Deux ans après le Covid, l'hôpital veut des réformes

Samedi 19 mars

Il y a deux ans jour pour jour, le 17 mars 2020, Emmanuel Macron mettait le pays sous cloche pour freiner l'épidémie de Covid-19, qui mettait à mal notre système de santé. Alors que l'on constate un rebond de l'épidémie, la Fédération hospitalière de France (FHF) a organisé ce jeudi une journée d'hommage aux soignants, en première ligne face à ce virus venu tout droit de Chine, et avec lequel nous continuons de vivre.

16 mars 2020. 35 millions de téléspectateurs ont les yeux rivés sur leurs écrans, suspendus aux annonces du Président de la République, Emmanuel Macron. Dès le lendemain, le 17 mars, le pays sera sous cloche, les déplacements seront réduits, les magasins non-essentiels, rideaux fermés. Objectif : éradiquer ce virus inconnu venu de Chine. *"La sidération se mêlait alors à un combat acharné contre le virus"*, s'est remémoré Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France.

Deux ans après, la France n'est toujours pas parvenue à se débarrasser du Sars-CoV-2, et de ses multiples variants. Depuis plusieurs jours, une reprise épidémique a même été constatée, notamment dans certains territoires, comme dans les Hauts-de-France. Deux ans après, les professionnels de santé – hospitaliers et libéraux – demeurent pleinement mobilisés face au Covid-19, bien que les mesures de restriction, qui ont marqué notre quotidien depuis les 730 derniers jours, ont été en partie levées ce lundi.

La FHF organisait ce jeudi 17 mars une Journée d'hommage aux soignants, à un mois de l'élection présidentielle. *"Une date qui marque un temps de recul, de célébration"*, a souligné en introduction Frédéric Valletoux. *Comme une parenthèse au milieu de l'urgence.* Une journée pour *"traduire la parole et le vécu de tous les acteurs de santé"*, *"montrer la pluralité de l'expérience du Covid"*, mais aussi pour *"se projeter vers l'avenir"*.

Cette épidémie est *"avant tout une histoire de femmes et une histoire d'hommes"*, a rappelé le président de la FHF, qui a tenu à valoriser le rôle des soignants dans cette lutte. *"Nous avons tous dû faire preuve d'une grande combativité pour maintenir le système à flot."* *"La nation vous doit sa continuité"*, a ajouté Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'Autonomie, qui représentait le Gouvernement, le ministre de la Santé n'ayant pas pu se libérer ce matin.

Durant toute la matinée, des témoignages de soignants, mais aussi de citoyens, se sont succédé. Des témoignages qui *"suscitent encore en chacun de nous beaucoup d'émotions"*, a reconnu Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'Assurance maladie. Ce vaste travail a été initié par **l'Institut Covid-19 Ad Memoriam**, fondé en mai 2020 par la Pr Laëtitia Atlani-Duault dans l'objectif de *"garder trace et mémoire de la pandémie"* et *"de tenter d'apprendre de cette expérience"*, en *"nourrissant les politiques publiques"*.

"Cette épreuve nous a tous changés collectivement et individuellement. Deux ans de crise sanitaire éprouvante, usante, historique, qui auront eu le mérite de nous rassembler", a estimé Frédéric Valletoux. Mais aujourd'hui *"les soignants, comme les Français, attendent que des*

leçons soient tirées de la crise." Cette épidémie aura en effet montré les limites et *"la fragilité"* du système de santé, longtemps considéré comme *"le plus performant du monde"*, a-t-il ajouté. Un système *"à bout de souffle"*.

Frédéric Valletoux a souhaité ainsi faire de cette Journée d'hommage, une *"interpellation"* à l'intention du futur Président, reconnaissant cependant qu'une journée *"ne suffirait à balayer l'ensemble des défis qui attendent la santé et l'autonomie"*. Souhaitant ouvrir un *"quinquennat utile pour la santé"*, le président de la FHF et 55 organisations des secteurs sanitaire et médico-social ont donc invité les candidats à l'élection à s'exprimer devant les acteurs de la santé, réunis à Paris. Six d'entre eux ont répondu présent (Anne Hidalgo, Éric Zemmour, Yannick Jadot, Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Fabien Roussel). Ils présenteront leurs propositions pour le système de santé (hôpital public, déserts médicaux, etc.) et répondront aux questions des soignants dans la salle.

Actualité | Société

TÉMOIGNAGES

Ils ont changé de vie suite au Covid : deux ans après, satisfaits ou remboursés ?

Leslie Larcher

Publié le 12/06/2022 à 15:00, mis à jour à 18:26

Marqués par le Covid et les confinements, nombreux sont ceux à avoir tout plaqué pour s'offrir un nouveau cadre de vie.

Mars 2020. Premier confinement. Un bac+5 en Médias et Communication en poche, Maxime Frechet se retrouve, en pleine pandémie, confronté à des difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi. "Seul chez moi à ne rien faire, mon unique jouet a été mon cerveau. Je me suis dit que c'était le bon créneau pour faire mûrir mes réflexions", explique aujourd'hui le jeune homme de 25 ans, désormais à la tête d'une agence de marketing digitale en Saône-et-Loire, créée il y a un an. "Le Covid a fait naître une vocation et c'est génial !", s'exclame-t-il. Que ce soit pour créer son entreprise, entamer une reconversion, changer d'emploi, déménager ou encore faire évoluer sa relation amoureuse, ce moment de pause obligatoire a

déclenché une multitude de changements de vie.

Preuve en est la plateforme **Histoires de crises**, lancée par l'Institut COVID 19 Ad Memoriam, où sont collectés les témoignages de Français marqués par la pandémie. "Son principal impact a été de redéfinir notre rapport au temps en permettant à beaucoup de personnes de ralentir le rythme et de revisiter ses priorités de vie", explique l'anthropologue et présidente de l'Institut, Laëtitia Atlani-Duault, qui

considère ce point de bascule comme une "rupture anthropologique". "Je ne pourrais pas revenir en arrière", déclare même Maxime Frechet, heureux d'avoir compris ce qui est essentiel pour lui et ce qui le restera : "Le cheminement était long mais salvateur."

LIRE AUSSI >> Ces Français qui s'achètent un hameau... pour le prix d'un appartement à Paris

Le point commun entre toutes les personnes qui, comme Maxime, ont entamé un changement de vie suite au Covid ? Le bonheur de s'être lancé. "J'ai gagné en sérénité. Je peux me dire que j'ai une vie qui me correspond", se réjouit également Jonathan Munoz, aujourd'hui consultant en recrutement pour le Mercato de l'Emploi en Charente, et à son compte. "A l'époque, je me disais : 'Si tu ne le fais pas, tu regretteras peut-être', raconte-t-il. "Je ne voulais pas me poser cette question, donc j'ai suivi ce motto : 'Vas-y et tu verras'". Avec le Covid, c'était maintenant ou jamais. Alors, après douze ans en tant que directeur du cabinet du maire de Cognac - et tandis qu'il était pressenti pour être son nouveau dauphin, Jonathan Munoz se lance dans son projet d'entreprise. Pour la coach de vie Oriane Savouré-Lucas, qui aide quotidiennement ses clients à déployer leurs projets, "le Covid a fait

voler en éclats les repères et les certitudes. Il y a eu un effet miroir et un effet loupe : les gens se sont regardés et beaucoup ont mesuré ce besoin de vivre mieux sans attendre mais en prenant en compte leurs envies du moment". Ne pas attendre le CDI, ne pas attendre que les enfants grandissent, ne pas attendre la retraite...

L'EXPRESS

**OFFRE LIMITÉE. 2 MOIS POUR 1€
SANS ENGAGEMENT**

[Je m'abonne](#)

Se recentrer sur soi

Outre la satisfaction d'avoir osé, les concernés disent se sentir capables, comme le confirme Oriane Savouré-Lucas : "En opérant ces changements, ils choisissent de reprendre les rênes et c'est extrêmement nourrissant parce que ça ravive la flamme". "Je me lève tous les matins en ayant le sourire. Je me sens vivre en faisant grandir mon entreprise. C'est un accomplissement personnel", exulte Maxime Frechet en mentionnant la récente obtention de locaux et son souhait de se dégager prochainement un salaire. Comme lui, de nombreuses personnes tentent de donner un nouvel élan à leur travail :

selon un baromètre Elabe pour l'Unedic publié en décembre, 58% des actifs actuellement en emploi ont au moins un projet de changement professionnel. "Désormais, il s'agit de partir de soi et de se tisser un costume sur mesure en fonction des envies du moment", illustre Oriane Savouré-Lucas.

Lorsque Vivian Battoni, son mari et leur fille de trois ans et demi ont quitté Lyon pour une petite ville d'Ardèche, laissant derrière eux les embouteillages et la pollution, l'objectif était de maintenir une certaine tranquillité. "La priorité, c'est de ne pas blinder notre agenda. On n'a plus tout le temps l'oeil sur la montre", explique-t-il depuis l'atelier où il coud de la lingerie féminine bio pour sa marque lancée il y a six mois avant d'énumérer les avantages : "Je ne vais plus chercher ma fille à la dernière minute à la crèche, je peux l'emmener voir son père sur des chantiers et j'ai pu reprendre la danse deux fois par semaine..." En plus de voir sa fille grandir, il profite davantage avec son mari : "A Lyon, on avait l'impression d'être des parents, là on est aussi un couple", déclare-t-il, détendu.

LIRE AUSSI >>"La campagne est devenue désirable parce qu'on y associe ce qui manque à la vie urbaine"

Du temps pour faire "mieux plutôt que trop", selon les mots d'Oriane Savouré-Lucas, c'est aussi ce qu'a gagné Ludovic Brossy en déménageant dans le Lot après vingt ans sur la Côte d'Azur. Il fait partie des 11% de Français à avoir changé de domicile en 2021, selon le baromètre Les déménageurs bretons, avec l'Institut IFOP. Cette année, 13% envisagent également de sauter le pas. L'Occitanie, d'où est justement originaire Ludovic Brossy, est actuellement la deuxième région qui attire le plus les "néo-ruraux". De son accent chantant, l'homme de 50 ans raconte à quel point il est heureux de voir ses trois enfants élevés à la campagne, même si "financièrement, ce n'était pas une belle opération". L'équipementier télécom et sa femme, professeur d'anglais qui ne travaille plus en attendant sa mutation, ont perdu deux tiers de leurs revenus communs, sans compter les 25 000 euros d'économie budgétés pour ce changement de vie. Mais pour lui, peu importe : "Cette expérience nous a rappelé les choses importantes. On ne travaille plus comme des ânes pour se payer des trucs. On travaille et puis on profite, c'est tout", affirme-t-il.

Contentés, malgré les difficultés

D'autres, au contraire, ont vu leur charge de travail augmenter. Six jours sur sept, Stéphanie Holleville parcourt 45 kilomètres pour se rendre dans sa cordonnerie, à Blois. Sa fille, elle, reste avec ses grand-parents. "Sans leur aide, je n'aurais pas pu me mettre à mon compte", raconte la mère célibataire de 36 ans, propriétaire de sa boutique depuis septembre 2021. Si l'ancienne serveuse admet "donner beaucoup de [son] temps au magasin", elle se dit "très contente d'avoir trouvé [sa] voie", sacrifices compris.

"Il y a ceux qui se sont lancés et sont enchantés et ceux qui ont pris une douche froide et ont besoin de rebattre leurs cartes pour construire la suite du projet, temporeuse toutefois Oriane Savouré-Lucas avant de noter : "Changer de vie prend du temps. Mes clients d'aujourd'hui arrivent avec des questionnements qui les taraudent depuis mars 2020". Deux ans plus tard, *Thibault cherche encore sa voie. Après 20 ans en tant que secrétaire de rédaction dans un journal, il pensait trouver l'humain et le concret qu'il cherchait en devenant professeur des écoles. Mais après avoir obtenu le diplôme, il s'est senti désarmé en classe et a souhaité couper court. Il est actuellement en arrêt maladie et vient

de postuler dans son ancienne entreprise. "Il y a parfois cette illusion que si on change de travail, de lieu d'habitation ou de conjoint, alors tout ira mieux", prévient Oriane Savouré-Lucas. Et quand ce n'est pas le cas, un sentiment d'échec peut naître : "Est-ce que je vais arriver à trouver ma place quelque part ?", se demande souvent Thibault. Pourtant, malgré le flou dans lequel il nage encore, il n'a aucun regret. "Je suis content d'avoir franchi le pas, si c'était à refaire, je le referais", affirme l'homme de 41 ans.

Un changement de vie parfois mal compris par l'entourage proche. "Mes parents ne comprennent toujours pas", déplore ainsi *Nadine, qui a décidé, en septembre 2020, d'envoyer balader sa vie d'alors. Depuis, elle a vendu ses parts dans sa société de juriste, sa villa en bord de mer et son SUV au profit de l'investissement immobilier, d'une maison moitié moins grande et d'une voiture plus modeste : "Je vis différemment, mais c'est beaucoup plus en harmonie avec qui je suis", explique cette femme de 46 ans. A condition de faire fi du regard des autres : "Avec mon mari, on a un peu honte de profiter comme ça", avoue-t-elle. Mais l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault reste confiante : "Ces changements

entraîneront peut-être une valorisation de la prise de risque et de l'éventualité de l'échec comme façon d'apprendre et de rebondir. Surtout qu'aujourd'hui, ceux en capacité de le faire ne sont peut-être pas représentatifs de la population française. Beaucoup de ceux qui le projettent vivent dans des réalités économiques, familiales, géographiques qui les en empêchent à court terme. Donc je pense que ces changements là n'ont pas fini de se mettre en place".

S'INFORMER POUR RÉUSSIR

Profitez du 1er mois offert, sans engagement

Je m'abonne

Merci de lire L'Express

S'informer pour réussir

Offre découverte

Profitez du 1er mois offert, sans engagement

Je m'abonne

Poursuivez votre lecture

Offre Découverte 1^{er} mois offert sans engagement

Je m'abonne

L'ÉCLAIRAGE DE

Laëtitia ♦ Atlani-Duault

« LA REDÉCOUVERTE DE LIENS DE FRATERNITÉ »

L'anthropologue revient sur la pandémie et les mutations qu'elle a provoquées. Des liens de solidarité se sont développés dans le monde associatif ou entre voisins et dans les familles. Mais l'application de mesures égalitaires à l'échelle du pays a contribué à renforcer les inégalités.





ZADIG *Qu'est-ce qui vous a poussé à travailler sur le Covid-19, qui a fait en France 157 000 morts lors de la récente épidémie ?*

L.A.-D. Je suis anthropologue, spécialiste des crises politiques, humanitaires et sanitaires. J'ai beaucoup travaillé dans des contextes de crises qui étaient soit épidémiques – VIH/sida, H1N1, Ebola, Covid-19, etc. – ou qui relevaient de situations de guerre ou de conflit. J'ai aussi fait partie de la Commission d'enquête indépendante sur les abus sexuels dans l'Église de France, présidée par Jean-Marc Sauvé. Chaque fois, la question de la mémoire est centrale. Il m'a donc semblé essentiel, dès le début de la pandémie, de collecter, d'archiver et d'analyser les traces de manière à se souvenir de ce qui nous est arrivé. En effet, il sera important de pouvoir un jour faire un bilan, y compris politique, de cette crise. J'ai ainsi fondé, le 20 mai 2020, l'Institut Covid-19 Ad Memoriam¹, qui est basé à l'Université de Paris Cité et qui bénéficie du soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans ce cadre, nous avons lancé en octobre 2021 une plateforme numérique – histoiresdecrise.fr – sur laquelle chacun peut poster le témoignage de son expérience de vie en temps de pandémie². Nous avons organisé une série de conférences, comme celle sur le grand âge au risque de la pandémie³, ainsi que la première journée d'hommage en lien avec la pandémie de Covid-19, le 17 mars dernier.

1. Présidé par Laëtitia Atlani-Duault, l'institut est pourvu d'un conseil scientifique dont les membres viennent des États-Unis, mais aussi du Viet Nam, d'Afrique du Sud, du Sénégal, de Suisse ou encore du Canada.

2. Voir ceux reproduits ci-après, p. 78 à 81.

3. Accessibles en ligne sur : institutcovid19.admemoriam.com.

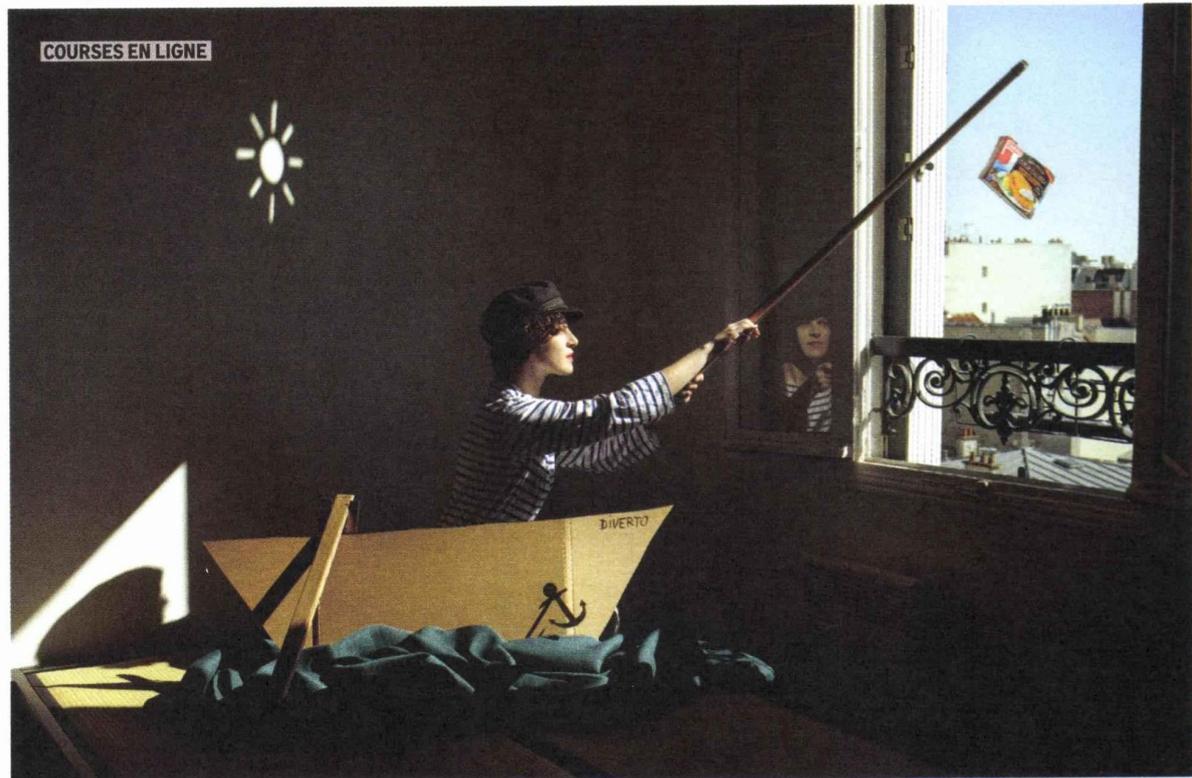
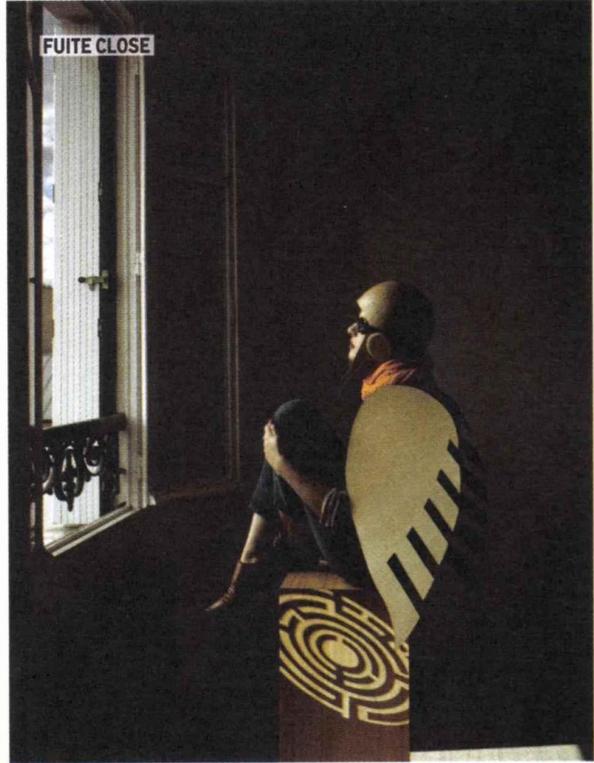
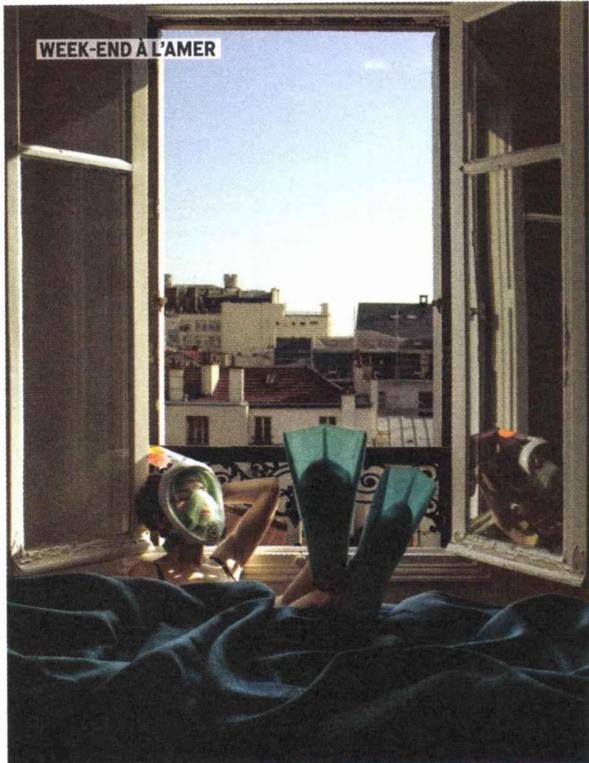
**« NOUS AVONS LANCÉ UNE
PLATEFORME NUMÉRIQUE SUR
LAQUELLE CHACUN PEUT POSTER
LE TÉMOIGNAGE DE SON EXPÉRIENCE
DE VIE EN TEMPS DE PANDÉMIE »**

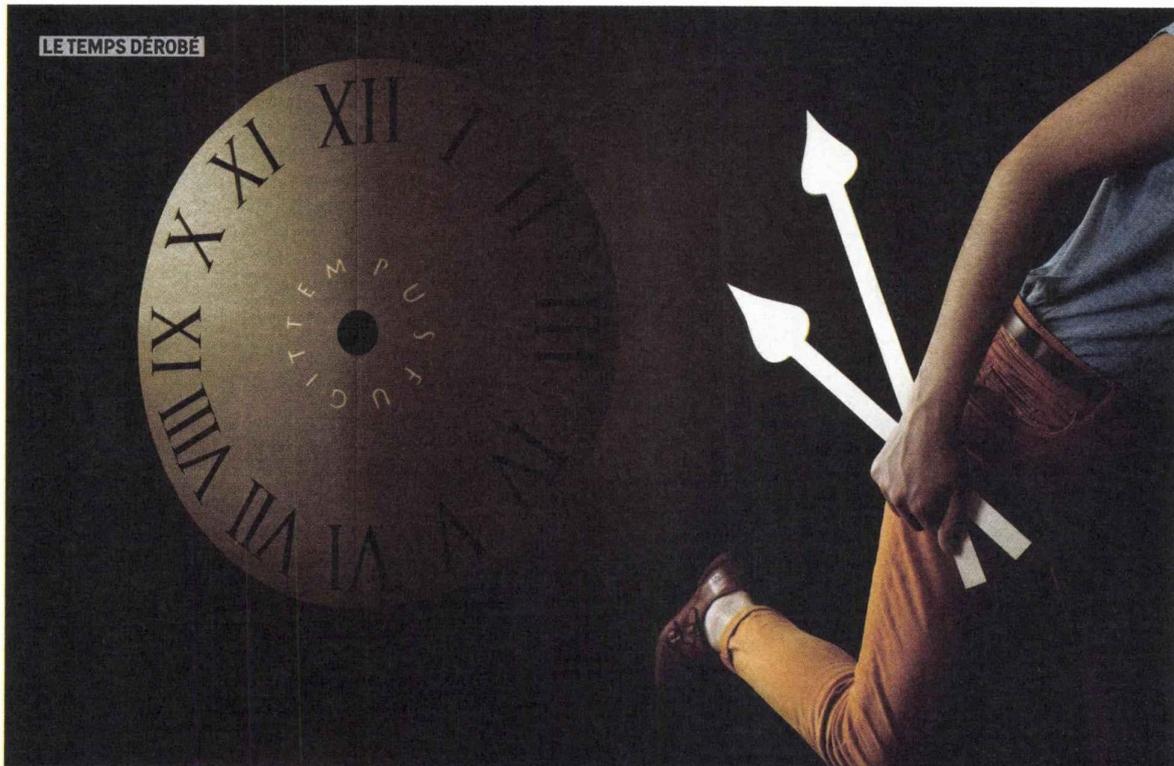
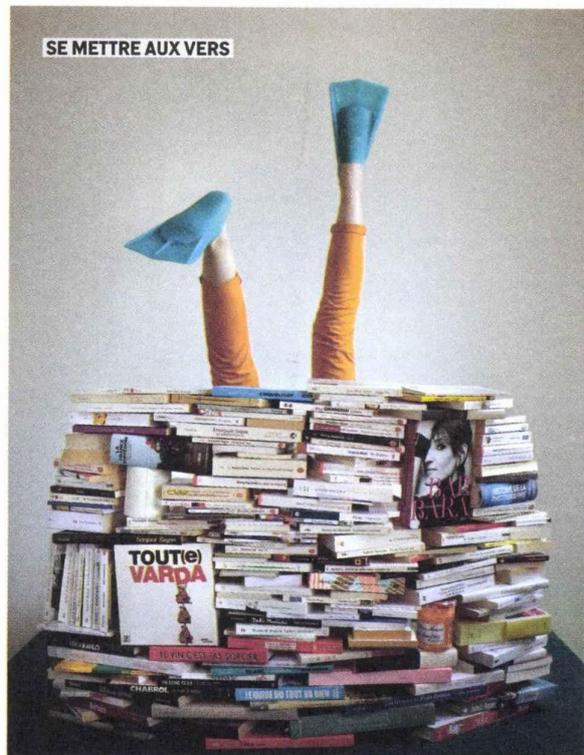
ZADIG *Pourquoi avez-vous aussi recueilli ces témoignages ?*

L.A.-D. Dès le départ, il était important, dans le travail de collecte et d'archivage, que chacun ait accès à l'expérience des autres et puisse non seulement partager la sienne, mais aussi, individuellement, tirer de cette matière un bilan, sans l'intermédiaire des chercheurs, des journalistes ou des enquêtes parlementaires. Tout le monde peut accéder aux posts des autres. C'est un choix que nous avons délibérément fait, dans un souci de transparence. Dans ce que nous réalisons, il y a un véritable enjeu démocratique et politique afin que, dans les temps troublés qui peut-être s'annoncent, l'accès sans filtre à l'expérience des autres soit possible. Ainsi, des bilans pourront être tirés à partir de ce qui nous est directement arrivé. Comme après d'autres grands moments de crise, il risque d'y avoir une « guerre » mémorielle et des tentatives d'écriture et de réécriture de l'histoire. La question de la mémoire de la pandémie sera donc essentielle et l'Institut Covid-19 Ad Memoriam veut être un outil à l'usage de tous ceux qui vont créer, recréer, fabriquer, défendre des visions différentes de la pandémie. On a voulu offrir aux chercheurs, et plus largement à la société française, un outil de réflexion et de positionnement social et politique dont chacun pourra s'emparer s'il le souhaite et comme il le souhaite.

ZADIG *Quelles premières leçons tirer des bouleversements traversés par notre société ?*

L.A.-D. On est souvent enclins à dire et à penser que, finalement, cette rupture anthropologique, ce moment singulier vécu par tous, surtout avec le premier confinement, nous a renvoyés, les uns et les autres, à une prise de conscience nouvelle de notre propre vulnérabilité, en particulier devant la mort, la maladie, et à une certaine solitude. On a aussi tendance – et c'est très français – à se focaliser sur la réponse de l'État. Et en effet, celle-ci a été forte en France. Mais ce qui ressort aussi des témoignages, c'est que, de manière invisible,





il y a eu la création ou la réinvention de liens de solidarité informels qui ont été, après tout, aussi importants que les réponses étatiques pour faire face au choc et à des situations de grande détresse. En réalité, cette redécouverte ou cette redéfinition des liens de fraternité présents dans le monde associatif, dans les grandes communautés religieuses, mais aussi entre voisins, au sein des familles, est un phénomène dont on ne parle pas assez, alors que ces témoignages le mettent en évidence.

Il s'agit non pas seulement d'une solidarité envers les plus démunis, mais plus fondamentalement d'une prise de conscience de ce qui nous lie entre humains. La redécouverte par la maladie, par le malheur, par le deuil, mais également par la solitude et par cette espèce d'arrêt général de la vie collective qu'a été le premier confinement, d'une commune humanité et, par elle, de la fraternité. Voilà peut-être ce qui va perdurer au-delà de la crise.

ZADIG *Comment cela se concrétise-t-il ?*

L.A.-D. Dans tout ce qui fait lien, formel ou informel, à échelle réduite, que cela soit entre voisins, entre collègues, dans les réseaux scolaires, dans les lieux de cultes, etc. C'est là qu'il y a eu des élans de solidarité invisibles pour s'assurer du bien-être des proches, distribuer de la nourriture, fournir un soutien scolaire pour les enfants ou aller visiter les personnes âgées chez elles. Les grandes structures aussi l'ont fait, mais ce dont je parle, ce sont des liens de solidarité de proximité qui se sont créés ou ont été renforcés pendant le premier confinement, en particulier ces liens qui n'ont pas forcément de forme officielle et qui demeurent, au-delà de la crise. Il faut aller les dénicher dans les interstices de la vie collective.

ZADIG *Avons-nous été égaux face à la pandémie ?*

L.A.-D. Ce virus est discriminant envers les plus âgés et ceux qui souffrent de comorbidités. Mais pour ces derniers, les conditions de vie et l'accès à la prévention en santé jouent un rôle majeur. Or, la réponse française au

« CE MOMENT SINGULIER NOUS A RENVOYÉS, LES UNS ET LES AUTRES, À UNE PRISE DE CONSCIENCE NOUVELLE DE NOTRE PROPRE VULNÉRABILITÉ »

Covid-19 a été avant tout universalisante au sens où nous avons tous été soumis aux mêmes règles égalitaires. L'application de celles-ci a, de fait, renforcé les inégalités, elles-mêmes structurelles et pré-pandémiques. Derrière la question de l'égalité se pose donc une question d'équité, et finalement de contrat social. Quel contrat social voulons-nous et, s'il s'agit d'assurer plus d'équité, comment réagirons-nous lors de la prochaine crise ? Qu'aurons-nous appris de celle que nous venons de vivre ? C'est l'une des grandes questions de cette crise.

ZADIG *Y a-t-il d'autres enseignements à tirer de l'épidémie ?*

L.A.-D. Il y en a bien d'autres. Comme le dit Denis Malvy⁴, le virus nous a mis au défi de la réception confiante de notre faiblesse et de notre finitude. Et envers les mourants, nous avons été renvoyés, parfois dans la violence, au besoin de retrouver ou de réinventer ensemble ce que Véronique Margron⁵ et Bruno Cadore⁶ appellent « un authentique au revoir ».

ZADIG *Quelles conséquences concrètes la pandémie a-t-elle eues ? Aspire-t-on à une vie différente aujourd'hui ? Travaille-t-on ou se déplace-t-on différemment ?*

L.A.-D. Ce temps arrêté semble avoir en effet été pour beaucoup l'occasion de faire le tri,

4. Médecin infectiologue et prêtre orthodoxe, membre de l'équipe opérationnelle de l'institut.

5. Théologienne, religieuse dominicaine et présidente de la Conférence des religieux et religieuses de France.

6. Religieux dominicain, ancien maître de l'ordre des Prêcheurs entre 2010 et 2019.



MON CRU SUR LA COMMODE
OU L'EXTENSION DU DOMAINE DE LA FUGUE

« POUR EXPLIQUER LE MALHEUR, LES HOMMES VONT PUISER DANS DES REPRÉSENTATIONS VARIÉES DU MONDE »

7. Albin Michel, 2022.

8. Il rassemblait les principaux représentants des divers cultes de France, catholique, orthodoxe, protestant, juif, musulman et bouddhiste, ainsi que quelques autres figures intellectuelles de ces traditions.

9. Allusion à la présence, lors de manifestations anti-pass sanitaire en 2021, de pancartes interrogeant : « Mais qui ? », listant des noms de personnalités majoritairement juives.

de réviser leurs priorités, de redéfinir ce qui est, au plus intime, essentiel. Et pour certains, ceux qui le peuvent, ce qui n'est évidemment pas donné à tout le monde, de changer de vie, que cela soit à la marge ou plus radicalement : quitter les grandes villes pour de plus petites ou pour la campagne. Il y a eu ainsi une baisse du nombre d'inscriptions des enfants à l'école dans des villes comme Paris, Lyon ou Bordeaux. On a noté des démissions et de nouvelles orientations professionnelles.

ZADIG *Vous avez aussi travaillé sur les religions durant cette période – travail dont est sorti récemment le livre collectif Les Spiritualités en temps de pandémie⁷, que vous avez dirigé. Pourquoi s'intéresser à cet aspect ?*

L.A.-D. Quand le malheur s'abat sur les hommes, et plus spécifiquement quand il vient sous la forme d'épidémie ou de toute autre

calamité, la vie comme la foi paraissent saisies de dérégulation. Pour expliquer le malheur, en particulier le fléau épidémique, les hommes vont puiser dans des représentations variées du monde. Elles peuvent renvoyer à la science biomédicale ou à une multiplicité d'autres sources possiblement explicatives, avec, au premier chef, la pensée religieuse. Mais que peuvent dire les religions face à ce drame ? Anthropologue et par ailleurs membre du Conseil scientifique Covid-19, j'ai proposé en mars 2020 aux principaux responsables religieux français de créer un espace de réflexion informel sur la pandémie⁸. Avec humilité, ces échanges se sont fait l'écho de réflexions et d'alertes, par exemple sur les effets de cette fameuse « distance sociale » – que l'on pense à l'accompagnement par les familles – au départ interdit – des agonisants à l'hôpital, à la question des housses mortuaires qui, aux premières heures du confinement et certainement par crainte de contagion, devaient rester fermées, empêchant que les visages puissent être vus une dernière fois, ou encore aux obsèques et aux endeuillés du Covid-19.

Cet espace d'échange fut également uni par certains gestes dont nous savions en les faisant qu'ils étaient inédits, par exemple la création pendant le premier confinement, et sur ma suggestion, d'une ligne téléphonique d'écoute spirituelle et d'accompagnement intercultes, numéro unique dont les répondants furent mis à disposition par l'ensemble des grands cultes de France. Peu de temps après, elle fut suivie par une seconde ligne d'écoute spirituelle, permettant cette fois aux aumôniers des prisons d'accompagner les détenus. Mais cela se fit dans un silence médiatique assumé comme un choix.

ZADIG *Toutes les religions réagissent-elles de la même manière à la pandémie ?*

L.A.-D. Non, et ce livre témoigne de ce que peut apporter un regard croisé venant de différentes religions. Tandis que la médecine et les pouvoirs publics travaillent à endiguer la pandémie, les religions – ou plutôt les

communautés humaines qu'elles suscitent – peuvent aider à répondre à l'événement dramatique, à la peur et à l'affliction qu'il nourrit, à travers le recueillement et la réinvention du lien fraternel. Il semble bien aussi – et surtout dans les religions minoritaires – que cette exigence de fraternité ait été perçue à la fois comme une exigence tant religieuse que républicaine. Chems-Eddine Hafiz, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, écrit ainsi dans notre livre que durant l'épreuve qu'a représentée la pandémie de Covid-19, « la majorité des musulmans ont fait corps avec la France. [Ils] furent, ni plus ni moins, des Français comme les autres, nous rappelant cette maxime essentielle : c'est dans les moments de vérité que la République reconnaît les siens ». Ce qu'il appelle cette même République à ne pas oublier. De même, le grand rabbin Haïm Korsia et le philosophe Dan Arbib tiennent à dire que si pour eux le sort de la communauté juive fut, dans un premier temps du moins, commun à celui de la population française tout entière, cette expérience s'est ensuite singularisée du fait de l'émergence d'une question, le fameux : « Qui ? » Puis du fait du port de l'étoile jaune lors de certaines manifestations sur la vaccination, tel un rappel, peut-être, à des figures du blâme qui ont déjà marqué certaines épidémies antérieures.

ZADIG *Le travail que vous avez mené peut-il servir à d'autres crises ?*

L.A.-D. Nous sommes déjà dans l'après-Covid ! On a souvent présenté la pandémie comme une guerre et la science comme une arme, mais en temps de malheur, de catastrophe, de désastres, les gens se tournent vers des modèles explicatifs multiples. Les armes de combat doivent donc être diverses, elles doivent être critiques et irrévérencieuses. Elles doivent aussi être informelles et transparentes. C'est ce qui est peut-être à retenir pour l'avenir. Souvent quand une crise arrive, on se souvient en cours de route : « Tiens, il faut mobiliser tel ou tel acteur. » Mais le faire en amont, se concentrer en silence sur un travail

réel, pratique, et ensuite le partager avec le grand public dans la transparence, comme nous le faisons avec le livre, est un modèle qui pourra être répliqué pour la crise climatique comme pour d'autres crises à venir. ♦

*Propos recueillis par Chloé Domat
et François Vey*



LAËTITIA ATLANI-DUAULT est anthropologue. Professeure affiliée à Sciences Po Paris et à l'université Columbia de New York, elle a reçu en 2008 la médaille de bronze du CNRS. En 2020, elle a fondé l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, qu'elle préside, avant de diriger le livre collectif *Les Spiritualités en temps de pandémie* (Albin Michel, 2022).



MARIE-CLÉMENCE DAVID est photographe indépendante. Passionnée par le cinéma et le théâtre, elle a réalisé des photographies de plateau pour la promotion des films *La Consolation* (Cyril Mennegun) et *Désaffection* (Charles Thomas), ainsi que de plusieurs pièces de théâtre. Elle s'essaye également au reportage et au portrait. Elle est membre de l'agence LightMotiv. Durant le confinement, elle a réalisé un travail original intitulé « Fantaisie impromptue », reproduit ici.